

**Les prix de détail
ont augmenté
de 1% en août**

LIBRE PAGE 34

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Argentine, 1,30 \$; Australie, 1,40 \$; Belgique, 1,40 \$; Brésil, 1,40 \$; Canada, 1,40 \$; Danemark, 1,40 \$; Espagne, 1,40 \$; États-Unis, 1,40 \$; France, 1,40 \$; Allemagne, 1,40 \$; Grèce, 1,40 \$; Italie, 1,40 \$; Japon, 1,40 \$; Liban, 1,40 \$; Luxembourg, 1,40 \$; Malaisie, 1,40 \$; Maroc, 1,40 \$; Pays-Bas, 1,40 \$; Portugal, 1,40 \$; Royaume-Uni, 1,40 \$; Suède, 1,40 \$; Suisse, 1,40 \$; Tunisie, 1,40 \$; Turquie, 1,40 \$; Venezuela, 1,40 \$.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 02
C.C.P. 6370-2 PARIS
Tél. Paris 01 65 65 72
Tél. : 246-72-23

La progression des forces irakiennes en Iran se heurte à une forte résistance au Khouzistan

La solitude de l'imam

Mesurant chaque jour davantage son isolement militaire, l'Iran, par la voix du chef de l'État, le président Bani Sadr, compte désormais pour remporter la victoire sur la « foi islamique » et le « moral de la nation ». Même dans le monde arabe, qui, sur l'essentiel et dans son immense majorité partage cette foi avec les chéïques iraniens, Téhéran ne dispose guère des atouts qui lui permettraient de rétablir sur le plan diplomatique la situation compromise sur le terrain.

Cette relative solitude s'explique aisément. Si la mégalomanie bêtée du chah inquiétait voisins et rivaux, la République enturbannée qui lui a succédé ne les a guère rassurés. Certes, le ton virulent du président Sadati, qui vient de mettre ses espoirs dans un coup d'État militaire et de proclamer « n'importe quel pharaon Khéménis », tranche sur la plupart des prises de position. Toutefois, beaucoup d'États arabes, à commencer naturellement par les monarchies du Golfe, cachent mal leur satisfaction de voir porter un coup d'arrêt à l'islamisme militant et d'enlever de l'échiquier du régime de Téhéran, dont ils redoutent la contagion et n'attendent, en toute hypothèse, rien de bon. Chef de file de ces États, le roi Khalid d'Arabie Saoudite, vient d'exprimer officiellement ses soutien à l'Irak.

Dans son litige séculaire avec son voisin, le « Feroz », tenu pour l'oppression de la minorité arabe du Khouzistan et pratiquant une forme d'islam presque partout ailleurs minoritaire, souffre d'un handicap auprès des États arabes. Les soutiens dont jouit Téhéran s'expliquent donc moins par des sympathies que par les craintes qu'éveille la montée au pouvoir de l'islamisme. Le Syrie, à commencer avec Bagdad, ne peut que redouter son succès. Vivement indisposé par le rapprochement irano-irakien amorcé au sommet de Bagdad en novembre, Damas s'en prend même au roi Hassan II du Maroc, apporte un « soutien total » à l'Irak.

Les répercussions des multiples crises qui déchirent le monde arabe, pour la plupart, au détriment de Téhéran. Une exception notable est celle de l'Algérie qui, pour des motifs idéologiques autant qu'un raison de soutien irakien au Maroc dans l'affaire saharaine, est, sans l'avoir encore dit officiellement, aux côtés du régime iranien, dont elle représente diplomatiquement l'intérêt à Washington. Le cas de la Libye est plus complexe, car le colonel Kadhafi, pour les mêmes raisons, serait porté à soutenir Téhéran, mais s'est entendu violemment reprocher par les Iraniens le rôle qu'il lui imputent dans la disparition à Tripoli de l'imam Moussa Bach. Enfin, l'O.P.L., en dépit des soutiens laissés par l'académie spécialisée entre M. Yasser Arafat et l'imam Khomeiny, a beaucoup modéré son enthousiasme pro-iranien depuis qu'il se affronte la communauté chiite du Liban. Elle ne peut pourtant faire moins qu'offrir une fois de plus un médiateur dans un conflit entre deux de ses alliés.

De cet imbroglio ressort, du moins, une évidence : l'Irak, qui n'a plus d'allié en Occident, ne peut pas davantage compter sur l'U.R.S.S. et se trouve, à l'heure de l'épreuve, dans un isolement diplomatique à peu près total. Avec des forces armées et un tant s'en remettre au verdict des armes.

**LE QATAR
ACHÈTE A LA FRANCE
POUR 1 MILLIARD ET DEMI
DE FRANCS D'ARMEMENTS
NAVALS**

(Libre page 43)

BAGDAD A NOUVEAU BOMBARDÉE

Les appels lancés de toutes parts à l'Irak et à l'Iran le pressant d'observer un cessez-le-feu n'ont nullement dissuadé les belligérants de poursuivre une guerre meurtrière qui cause au surplus d'importants dégâts matériels dans les deux pays et a provoqué l'exode de quelques cinq mille techniciens étrangers.

La chasse iranienne a repris, ce jeudi 25 septembre, ses raids contre Bagdad et d'autres objectifs économiques et pétroliers, tandis que les troupes irakiennes maintiennent leur pression sur un front long de près de 500 kilomètres et large de 15, au-delà de leurs frontières. Elles semblent toutefois se heurter à une résistance plus vigoureuse qu'elles ne la prévoyaient.

Le ministre irakien de la défense, le général Adnan Khallallah, a déclaré, mercredi : « La guerre peut s'arrêter si l'Irak reconnaît nos

droits et notre souveraineté totale sur le Chatt el-Arab. »

Au Caire, le fils aîné de l'ancien chah, prétendant à la succession, a été kidnappé au chef d'état-major de l'armée iranienne qu'il « souhaiterait pouvoir offrir son sang pour sauvegarder l'inviolabilité de notre chère patrie ».

À Paris, M. Giscard d'Estaing a reçu, jeudi matin, pendant près d'une heure et demie, le vice-président irakien, M. Tarek Aziz. À l'issue de cet entretien, le porte-parole adjoint de l'Élysée a déclaré que M. Aziz avait donné l'assurance au chef de l'État que l'Irak n'avait pas l'intention d'entraver la liberté de circulation dans le Golfe et le détroit d'Ormuz, et n'avait pas d'objectifs territoriaux en Iran. On apprend, d'autre part, que la France a récemment livré à l'Irak une charge d'uranium très enrichi.

Avec les techniciens fuyant Bassorah...

Koweït. — « Les avions iraniens arrivent au ras des pétales. Ils prennent de l'altitude, un peu avant d'atteindre leur objectif, lâchent leur bombe puis repartent en volant à basse altitude. Les irakiens tirent avec plus ou moins de précision des missiles SAM, mais leur aviation n'intervient pas pour intercepter des appareils iraniens. Mercredi, les attaques aériennes sur le sud de l'Irak ont eu lieu à trois reprises, tôt le matin, puis vers midi, et le soir après le coucher du soleil. Nous n'avons pas pu constater l'impact des bombes civiles mais il est certain que les objectifs visés par les iraniens dans la région de Bassorah ont été touchés. Quand nous sommes partis, tous les médecins étaient réquisitionnés. »

De notre envoyé spécial

anglais, danois, italien, japonais, réfugiés au Koweït, viennent du sud. Les irakiens tirent avec plus ou moins de précision des missiles SAM, mais leur aviation n'intervient pas pour intercepter des appareils iraniens. Mercredi, les attaques aériennes sur le sud de l'Irak ont eu lieu à trois reprises, tôt le matin, puis vers midi, et le soir après le coucher du soleil. Nous n'avons pas pu constater l'impact des bombes civiles mais il est certain que les objectifs visés par les iraniens dans la région de Bassorah ont été touchés. Quand nous sommes partis, tous les médecins étaient réquisitionnés. »

Il y a la douane était celui d'un jour ordinaire, si bien qu'un ce qui me concerne il n'a fallu huit heures pour passer la frontière. « J'étais interloqué par ce que j'ai vu au Koweït. J'ai constaté lui-même que le terrain d'aviation de cette ville a été attaqué. Dans les palmiers et les zones marécageuses proches de la ville, il y a vu de nombreux soldats irakiens servant de pièces d'artillerie, mais sur la route il n'a pas rencontré de blindés. Selon lui, la population avait été préparée aux événements par une intense propagande contre l'imam Khomeiny. Au Koweït, le pays étranger le plus proche de la zone des combats, les autorités irakiennes ont une prudence qui partage les journaux locaux de ce jeudi, dont les titres sont consacrés à l'afflux de réfugiés et aux problèmes d'indemnité que cela pose plutôt qu'au conflit lui-même. L'Arab Times s'attend à « une bataille décisive jeudi ou vendredi » et estime qu'« il faudrait un miracle pour que l'Irak, faible et divisé intérieurement, résiste aux irakiens plus décidés que jamais. »

JEAN DE LA GUERIVIERE
(Lire nos autres informations pages 3 à 5.)

UN BALCON EN RUINE

par ANDRÉ FONTAINE

Pour désigner le vaste ensemble montagneux qui sépare l'Union soviétique des rives des mers chaudes, l'anglais a inventé une expression qui n'a malheureusement pas d'équivalent dans le vocabulaire géographique français : le « Northern Tier », littéralement le « balcon ». On le « gradit » du Nord. Survenant à quelques jours de distance, le putsch des militaires turcs et la guerre irako-iranienne ont montré qu'il était devenu le centre névralgique du monde.

À la fin du siècle, un équilibre s'était tant bien que mal établi dans la région entre trois empires : ottoman, russe et britannique. La guerre mondiale devait le remettre en question. Paris, Londres et Saint-Petersbourg

des Constantinople, déposés le salon et conclut avec l'Entente, en 1923, le traité de Lausanne, qui donnait à la Turquie ses frontières actuelles moins Iskandaron, qu'elle ne récupérerait en 1939, à la faveur d'un traité d'alliance avec Paris et Londres qui ne sera jamais appliqué.

Kemal, qui se rebaptisa lui-même Atatürk (le « Père des Turcs »), était convaincu, comme avant lui Pléharé le Grand, ou l'empereur japonais Meiji, que la seule voie de salut pour sa patrie consistait à s'inspirer de ceux-là mêmes qui avaient voulu l'asservir : l'occidentalisation, la modernisation à marches forcées. Mais il alla plus loin encore. Le seul ciment de la mosaïque ottomane était l'islam. Il entreprit de l'abandonner ce qui restait de la Turquie, romanisant l'alphabet, proscrivant le port du turban et du voile, instituant un enseignement public obligatoire, exaltant le mythe d'une nation homogène dont il copia les institutions sur celles des grandes démocraties.

(Lire la suite page 7.)

AU JOUR LE JOUR JEUX DE MAINS

Il est vital de ne pas intervenir dans le conflit entre l'Irak et l'Iran, a déclaré à Washington M. François-Poncet, notre ministre des affaires étrangères, mais comme en politique la main droite doit tout ignorer de ce que fait la main gauche, il va de soi que cette déclaration ne saurait nous empêcher de continuer à vendre des armes à l'un des belligérants, et peut-être même aux deux.

MICHEL CASTE.

Peugeot et Renault réagissent à la crise de l'industrie automobile

Coincidence : le même jour, les deux groupes automobiles français ont rendu publiques les deux initiatives importantes dont ils espèrent qu'elles leur permettront de tenir le choc dans la bataille mondiale qui s'est amorcée dans ce secteur.

Redéploiement et restructuration

Deux ans après avoir absorbé les filiales européennes du groupe américain Chrysler, devenues Talbot, le directeur de Peugeot, tirant la leçon de l'échec de sa tentative de redressement, décide, à peu de chose près, de faire absorber Talbot par Automobiles Peugeot. Talbot, devenue une filiale de ce dernier, conservera une gamme de modèles distincte, une usine et un bureau d'études. En revanche, tous ses services administratifs, ses autres usines, ses réseaux commerciaux et ses filiales étrangères seront intégrés dans Automobiles Peugeot. Une direction commerciale unique coiffera, dès le 1^{er} octobre, l'ensemble des deux réseaux qui seront progressivement unifiés en France comme à l'étranger.

Les premières réactions des syndicats de Talbot sont négatives, les salariés de l'entreprise redoutant les conséquences qu'entraîneront à terme sur l'emploi ces réformes. Les commissionnaires de la marque semblent également inquiets du regroupement envisagé.

Renault, de son côté, poursuivant son aventure américaine, annonce qu'il vient d'acquiescer pour 200 millions de dollars des actions du constructeur American Motors Corp., auquel il était déjà associé et dont il détenait 48 % du capital. Au total, ce sont donc plus de 400 millions de dollars (plus de 1,8 milliard de francs) que la Régie aura consacrés en deux ans à sa percée aux États-Unis.

(Lire page 33.)

Le veau aux hormones
LES SYNDICATS DE VÉTÉRINAIRES ACCUSENT
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE
DE « LAXISME DÉLIBÉRÉ »

(Libre page 34.)

RENTREE A L'OPÉRA-COMIQUE

La bourgeoisie et ses charmes

C'est un beau portrait de femme doucesse, amoureuse et meurtrie qui explique le succès durable de *l'Éternelle*, pour à tout roman (*Washington Square*, d'Henry James, date de 1880), pièce de théâtre, film et maintenant opéra : celui d'une jeune fille timide et gauche, écartée par son père et courtoise pour son argent par un jeune prodige qui l'abandonne en apprenant qu'elle sera déshéritée. Soudeusement attiré par l'épave, elle se venge cruellement, tout en sachant qu'elle s'en ira seule.

L'opéra de Jean-Michel Dumas, créé naguère à Nancy (*Le Monde* du 20 mars 1974), qui vient d'être repris à la salle Favart dans la même mise en scène très juste de Louis Doreux, avec le beau décor victorien de Georges Wakhévitch, concerne encore le drame sur Catherine ; la musique

Renault la triomphe, Peugeot la talibasse. Voilà bientôt deux ans que dure un duel qui, depuis quelques mois, semble décidément tourner à l'avantage du premier. Les décisions annoncées le même jour par les deux groupes français peuvent a priori renforcer cette impression. Peugeot se repaît sur lui-même en intégrant Talbot pour le redresser. Renault, au contraire, s'engage plus avant pour tenter de développer sa filiale américaine. Pourtant les deux opérations ont plus d'un point commun.

Peugeot comme Renault ont choisi, pour accroître leur part du marché mondial, de s'associer à deux « canards boiteux ». Ils ont, pour ce faire, déboursé au départ à peu près les mêmes sommes, lesquelles semblaient à l'époque « raisonnables », pour conquérir dans un cas 5 % du marché européen, dans l'autre de 2 % à 4 % du marché américain. Les deux opérations se sont révélées à l'expérience beaucoup plus coûteuses que prévu.

Sans doute, en l'occurrence Renault s'en tire-t-il jusqu'ici à moindre frais que Peugeot, qui, instruit par l'échec, renonce définitivement à devenir un « General Motors européen ».

Nécessité fait loi. Dans la bagarre sans merci qui s'est engagée au sein du monde automobile, les deux groupes français n'avaient, à vrai dire, guère le choix. Pour rester au cours des dix prochaines années dans le peloton de tête des constructeurs mondiaux, voire tout simplement pour survivre, il leur faut mener de front deux politiques : d'une part associer leur production sur des séries de plus en plus longues, d'autre part répartir leurs bases géographiques de façon à être présents dans au moins deux ou trois des grandes zones de marché.

L'après de la concurrence, l'encombrement des marchés européen et américain ne permettent plus, même à très grands frais, de créer de toutes pièces une organisation commerciale viable. Or les partenaires disposés à « se vendre » ne se recrutent guère que dans les rangs des éclopés. C'est fâcheux, mais il est fallu, pour éviter, que les deux groupes français se décident beaucoup plus tôt à tenter l'aventure internationale.

Volkswagen n'a eu besoin de personne pour monter deux usines outre-Atlantique, mais c'était la juste récompense de vingt ans d'efforts commerciaux sur le marché américain.

(Lire la suite page 24.)

Dans « Le Monde des livres »

UN GRAND ÉCRIVAIN RUSSÉ
QUI TIRE SES LETTRES
DE NOBLESSE DU CAMP :
CHALANOV DE KOLYMA
(Lire, page 18, l'article de Nicole Zard.)

Deux projets de loi sur le travail à temps partiel.

Piano cent

NICOL
COSTUME 119

Le Monde

idées

LE LIBAN ET LA FRANCE

Dépit amoureux ou défi d'amitié ?

Il ne se passe guère de semaine qu'un nouveau conflit, interne ou international, n'éclate en quelque point de la planète. Du coup, on a tendance à oublier ceux, si nombreux, qui s'éternisent sans qu'apparaissent l'ombre d'une solution. Parmi eux, celui du Liban devrait particulièrement retenir l'attention de la France, puisque aussi bien, comme l'écrit René Habachi dans l'éclaircissant appel qu'il lui lance, c'est un « morceau d'elle-même » qui s'écroule au Levant. À ce que fut ce « morceau », aux rêves qui en ont jailli, la revue *l'Alphée* a consacré un numéro dont le sommaire associe Libanais et Français, manière de rompre le silence qu'Yves Florenne redoute de voir s'établir autour d'un pays « élu par Dieu pour sa demeure », et qui, si Dieu est mort, pourrait n'être plus qu'un tombeau.

PARLANT devant l'Académie diplomatique internationale, Soutos Dib, ambassadeur du Liban à Paris a récemment dénoncé les mal-informés qui sembleraient oublier que les Libanais, dans leur grande majorité, ne songent pas à une partition de leur territoire. Musulmans et chrétiens, au long de l'histoire, ont milité pour leur indépendance et leur unité, et les maintiennent, aujourd'hui comme hier. De même, cette majorité subit à contre cœur le retard imposé au retour à l'ordre et à l'état. Soit de légalité et de gouvernement, elle la manifesterait sans hésiter, n'était une conjuration d'influences sionistes qui appréhendent le moment de rendre les armes en y perdant leur pouvoir. La tolérance, rappelle l'ambassadeur, « fait partie intégrante de nos traditions séculaires. La réconciliation existe dans les esprits et dans les cœurs, comme le désir de reprendre la coexistence fraternelle, d'en offrir un modèle enrichi par les enseignements d'une expérience coûteuse ».

Le voyageur retour de Beyrouth se rend compte que ces vérités, bien qu'elles courent les rues, sont entravées par les israéliennes de la situation. C'est alors que l'on se demande avec nostalgie : « La France a-t-elle fait ce qu'elle aurait pu ? »

Pourquoi la France ? Parce que entre elle et le Liban c'est une histoire d'amour. Depuis que les croisés rêvent de se fixer sur les côtes du Levant, il y a, entre les deux pays, des harmoniques de mentalité, de langue et de culture que les séductions conjuguées des États-Unis et de l'U.R.S.S. n'arrivent pas à neutraliser.

Une France, dans la ligne de générosité propre à son histoire, comprendrait qu'aucune des ressources mises au service du Liban n'est perdue. Le Liban demeure la porte du Moyen-Orient. Les entreprises qui ont essayé de s'implanter ailleurs y sont revenues, et les spécialistes libanais, contraints à l'émigration dans les pays arabes, contribuent à étendre le réseau des intérêts industriels français qui déjà les relie. J'en conviens, à partir de Paris, organisent des salons de prêt-à-porter au Koweït et dans les émirats. À leur manière, ils sont les meilleurs ambassadeurs du progrès français dans les pays arabes. Et enfin, quel est le pays arabo-islamique qui ait adopté le parler français telle une seconde nature et dont les écrivains sont connus dans le monde arabe aussi bien qu'en Occident ?

La France pourrait répondre qu'elle n'a cessé de proclamer qu'elle tenait à son intégrité territoriale, à sa souveraineté et à son indépendance. Elle a fait plus. La mission de M. Couve de Murville — prolongée par celles de MM. Giscard et Robin — le prouve avec son projet de « table-ronde » libanaise hors du territoire libanais. Certains informateurs n'ont-ils pas deviné que le souhait de M. Arafat d'être reçu à l'Élysée a été conditionné par le retrait des forces palestiniennes dans leurs camps au Liban, conformément aux accords du Caire de 1969 ?

Cependant, pour intelligenter qu'elles soient, ces interventions ne sont-elles pas évasives ou préventives ? À quoi on peut répliquer : « Mais enfin, quels vœux furent-ils précisés par les autorités libanaises à quoi la France se soit fait sourde ? »

Il n'est pas attendu de la France qu'elle prenne place sur le terrain — et l'on ne peut qu'apprécier déjà sa participation à la force internationale, la FINUL. Mais lorsqu'un monde est si serré que toute tentative de le défaire en accroît la tension, il reste à défendre les deux bouts de la corde. Indéfinir la Syrie, les Palestiniens, et dans une certaine mesure l'U.R.S.S. et les États-Unis, est-ce hors de portée pour la France ?

Elle a témoigné de son appui aux Arabes — et qu'elle en tire parti ne suffit pas à la soupçonner d'un déterminisme écono-

mique intéressé. L'histoire lui a permis, plus qu'à l'importe quelle autre nation, de comprendre ses interlocuteurs. Les visites du président Giscard d'Estaing au Koweït et en Jordanie, témoignent d'une compréhension de vues non négligeable. Enfin, elle permet aux Arabes de se faire entendre à travers elle par l'Europe.

Auparavant déjà, elle avait reçu le président syrien El-Assad et pris note de son assurance qu'il n'avait d'autre vœu au Liban que de sauver son unité, son intégrité territoriale et sa souveraineté. Ne pourrait-elle alors obtenir des États arabes, et de la Syrie en particulier, qu'ils se désaisissent de leur influence extérieure et se consacrent à leur Liban ?

À l'égard des Palestiniens eux-mêmes, la France n'a-t-elle pas assez franchement pris position en faveur de leurs droits légitimes, pour obtenir leur retrait du Liban-Sud, supprimant ainsi tout prétexte aux incursions israéliennes ? Les murs du château de Beaufort, respectés par l'histoire, viennent de succomber

aux attaques de l'aviation israélienne. N'est-ce pas un morceau de la France qui s'écroule au Levant ? Que dire du Sud-Liban, dont les populations sont hachées sous les feux croisés palestino-israéliens ?

La politique française a, de surcroît, pris une certaine distance à l'égard des États-Unis, et la rencontre avec Brejnev, ramenant la détente après l'invasion de l'Afghanistan, a justifié une position originale entre les deux blocs. Elle sait combien le plan Kissinger est désastreux pour le Proche-Orient. Une mosaïque d'États confessionnels, destinée à mieux incarner un État juif auprès de petits États alaouites, druses et chrétiens, les condamnerait tous, à brève ou à longue échéance, à l'engouffrement sous la marée arabo-musulmane. Israël ferait preuve d'intelligence en acceptant de s'insérer dans la région moyennant la reconnaissance d'un État palestinien, alors que Begin a manqué le coche qui lui avançait Sadat à la Knesset, renouveau en échec une initiative qui, si elle avait été suivie d'effets immédiats, aurait fourni le clé d'une paix durable au Proche-Orient.

Reste à rappeler aux Arabes qu'ils ne méritent encore du concept méditerranéen que c'est l'Europe qui est de Méditerranée et non la Méditerranée qui est d'Europe. L'arabité, quant à elle, n'a qu'à se souvenir de la Damas des Omayyades, de la Bagdad des Abbassides et de l'Andalous Cordoue pour découvrir les richesses grecques, juives et chrétiennes qui, traversées à l'islam, en ont fait la vitalité et lui indiquent peut-être les voies d'une renaissance créatrice. Quant à la méditerranéité franco-phonie, son ouverture vers la Méditerranée, préfigurée par les Almohades en Espagne, lui offre des issues qui ne peuvent que renforcer la vigueur de son horizon en l'irriguant de modernité.

Les conflits humains ne se résolvent dans l'horizonnalité de nos intérêts cupides et bornés qu'au prix de sacrifices et de mutilations. Ils ne trouvent de solution vivante que dans une synthèse verticale qui les dépasse et les englobe. La coopération méditerranéenne est propre à conduire à cette synthèse dont le Liban comme tous les pays riverains de la Méditerranée ont besoin et qui, selon nous, est apte à donner au monde une mesure humaine et universelle dont l'absence aujourd'hui le tourmente.

Tout il est vrai que parler du Liban c'est toujours parler de l'universel. Ce n'est pas pour rien que le Liban est « ce véritable musée de l'histoire de l'homme », dont la chronologie commence avec l'aube de l'histoire » (S. Dib). Sa précieuse fragilité sera peut-être pour la France l'occasion de manifester que, comme l'a dit de Gaulle dans ses mémoires, « elle ne peut être elle-même sans la grandeur ». Je ne crois pas que ces mots, bien connus des Français, puissent paraître dénués. Je les rappelle ici parce qu'ils concernent l'avenir du Liban. Il ne s'agit pas seulement d'un dépit amoureux, mais avant tout d'un défi d'amitié.

Dessiner l'état

L'attraction sur le Liban de l'idée de partition, souhaitée par Israël, serait périlleuse pour le christianisme libanais, alors que le Liban qui a présidé à la création libanaise dans sa configuration actuelle consistait à maintenir une omose islamo-chrétienne promise à une fécondité qui portait déjà ses fruits. Un type d'homme nouveau était en train de naître : celui dont cette fin de siècle a précisément besoin, et par lequel le Liban avançait en figure de proue, à l'avant-garde de tous les pays du monde. Mais il ne faut pas se laisser tromper par ces promesses du futur que les Occidentaux aient bien que les Arabes y voient trouver ? Il était prévisible, hélas, que la création de l'État d'Israël sur base théocratique conduise le théocratisme islamique — comme en Iran et ailleurs — à contester le christianisme oriental, lui aussi, à se faire terrible, alors qu'il avait pour mission d'être une distanciation du spirituel et du temporel, qui s'échappait en islam, et qui est indispensable à toute civilisation.

Mais il n'est pas question ici d'Israël, puisqu'il s'agit avant tout de l'aide française au Liban. La position équilibrée de la France entre États-Unis et U.R.S.S. devrait aboutir à un résultat plus radical que la déclaration de Venise, et dessiner enfin l'état qui étrange un petit pays qui n'en peut plus de crises ou vouloir vivre, et dont le président, qui a un plan de salut pour le Liban, un plan politique, culturel et économique, sait très bien que son annonce prématurée briserait ses chances s'il n'était d'abord soumis à l'agencement démocratique des intérêts.

L'arabité, dans sa récente déclaration, le président Takiedine El Solh pose comme l'un des trois fondements d'une entente libano-aryo-palestinienne, quel Libanais songerait à la mettre en question, alors que l'arabité est une composante du caractère méditerranéen du Liban ?

La France devient enfin attentive à la réalité méditerranéenne.

VUES ET REVUES

par Yves FLORENNE

Les cèdres qu'on abat

« C'EST Liban de rêve », Rimbaud l'avait vu par dans la pousière, par cette lettre de Camille Aboussouan, paysanne ou nomade, longue moustache flamboyante, qui avançait vers Mtein, son village occupé ; arrêtez-vous passant ! Il y avait là Michel Aboussouan, qui avançait vers Mtein, son village occupé ; arrêtez-vous passant ! Il y avait là Ghassane Benou, qui défendait Mrouje, son village envahi ; arrêtez-vous passant ! Il y avait là... Longue est la thématique, le regard de ces terres, cette voûte d'ardoise et de halles trempées, couleur de sang... Le philosophe médite sur le paysage où tombent les obus : « Le couvent de Saint-Jean était sorti de l'ombre, et la vieille imprimerie dirigée par Abdallah Zakhar me rappelait que le premier livre arabe du monde islamique et ottoman y était né, entre les mains de moines admirables. Ici, dialogue entre Byzance et Rome. Là, dialogue entre l'islam et la chrétienté... »

Byzance... La bibliothèque de Camille Aboussouan, telle que je l'ai vue naguère, était l'une des plus belles qu'un homme eût rassemblées, peut-être la plus belle de cet Orient proche. Un jour, rentrant chez lui, il trouva couchés dans le jardin les soldats étrangers qui avaient tiré des rayons et jeté sur le sol les livres précieux pour y reposer leur tête.

L'Alphée, où la revue prend sa source, est, comme on sait, le fleuve de l'Arcadie. Et moi aussi... Sans y avoir vécu, j'ai vu le Liban d'assez près, et ce Liban que j'ai vu était une terre heureuse, paisible, où deux grandes communautés vivaient dans un accord d'autant plus ex-

du néant. Kamal Jumblatt, lui, dit « la mort impossible ».

Et c'est un poème aussi, un chant funèbre, que cette lettre de Camille Aboussouan, paysanne ou nomade, longue moustache flamboyante, qui avançait vers Mtein, son village occupé ; arrêtez-vous passant ! Il y avait là Michel Aboussouan, qui avançait vers Mtein, son village occupé ; arrêtez-vous passant ! Il y avait là Ghassane Benou, qui défendait Mrouje, son village envahi ; arrêtez-vous passant ! Il y avait là... Longue est la thématique, le regard de ces terres, cette voûte d'ardoise et de halles trempées, couleur de sang... Le philosophe médite sur le paysage où tombent les obus : « Le couvent de Saint-Jean était sorti de l'ombre, et la vieille imprimerie dirigée par Abdallah Zakhar me rappelait que le premier livre arabe du monde islamique et ottoman y était né, entre les mains de moines admirables. Ici, dialogue entre Byzance et Rome. Là, dialogue entre l'islam et la chrétienté... »

Byzance... La bibliothèque de Camille Aboussouan, telle que je l'ai vue naguère, était l'une des plus belles qu'un homme eût rassemblées, peut-être la plus belle de cet Orient proche. Un jour, rentrant chez lui, il trouva couchés dans le jardin les soldats étrangers qui avaient tiré des rayons et jeté sur le sol les livres précieux pour y reposer leur tête.

L'Alphée, où la revue prend sa source, est, comme on sait, le fleuve de l'Arcadie. Et moi aussi... Sans y avoir vécu, j'ai vu le Liban d'assez près, et ce Liban que j'ai vu était une terre heureuse, paisible, où deux grandes communautés vivaient dans un accord d'autant plus ex-

pleine que chacune comprenait une grande diversité d'hommes : des chameliers bruns au profil de faucon comme un aigle, des Arabes à casques nomades, longues moustaches flamboyantes, qui avançait vers Mtein, son village occupé ; arrêtez-vous passant ! Il y avait là Michel Aboussouan, qui avançait vers Mtein, son village occupé ; arrêtez-vous passant ! Il y avait là Ghassane Benou, qui défendait Mrouje, son village envahi ; arrêtez-vous passant ! Il y avait là... Longue est la thématique, le regard de ces terres, cette voûte d'ardoise et de halles trempées, couleur de sang... Le philosophe médite sur le paysage où tombent les obus : « Le couvent de Saint-Jean était sorti de l'ombre, et la vieille imprimerie dirigée par Abdallah Zakhar me rappelait que le premier livre arabe du monde islamique et ottoman y était né, entre les mains de moines admirables. Ici, dialogue entre Byzance et Rome. Là, dialogue entre l'islam et la chrétienté... »

Byzance... La bibliothèque de Camille Aboussouan, telle que je l'ai vue naguère, était l'une des plus belles qu'un homme eût rassemblées, peut-être la plus belle de cet Orient proche. Un jour, rentrant chez lui, il trouva couchés dans le jardin les soldats étrangers qui avaient tiré des rayons et jeté sur le sol les livres précieux pour y reposer leur tête.

L'Alphée, où la revue prend sa source, est, comme on sait, le fleuve de l'Arcadie. Et moi aussi... Sans y avoir vécu, j'ai vu le Liban d'assez près, et ce Liban que j'ai vu était une terre heureuse, paisible, où deux grandes communautés vivaient dans un accord d'autant plus ex-

le failli privilégié, à la mesure de son crédit historique et spirituel dans le pays. Mais l'auteur de l'« Occident tout entier. C'est certainement par hasard, mais le hasard est aveugle, que la partie de la revue consacrée au Liban s'ouvre par un texte d'Henri Thomas : De profonde Aménité.

Promesse divine, écriture sacrée pour les uns, belle légende pour les autres : Dieu avait élu le Liban pour sa demeure. Dieu était mort, n'allait-il pas de soi qu'on fit du Liban un tombeau ? On s'y recueille, mais à distance, cependant qu'aux vagues paroles, puis aux chuchotements, succède le silence. Après tout, le Liban, n'est-il pas victime de lui-même : de sa guerre civile ? Soudainement, eux, d'une illusion ? protestant qu'il n'y a pas de guerre civile, mais une double occupation étrangère, à quel s'ajoutent des incursions. D'ailleurs, nous ne sommes pas les derniers à savoir que l'occupation engendre une guerre civile qui, sans elle, n'aurait pas lieu.

Et puis, pour le spectateur impuissant — n'est-il pas spectateur ou coupable de non-assistance ? — quand les victimes lambent, il est plus conforable de croire à une auto-immolation par l'essence, plutôt qu'à des sacrifices humains offerts au pétrole. Il ne reste plus que la poésie à souffrir au fond de l'âme, dire la vérité, porter loin l'espérance, et maintenir en vie — les Libans de rêve — tout un répertoire l'écho des cèdres qu'on abat. Pour quel bûcher ?

P.S. — L'article de l'Homme consacré dans le numéro du 8 juillet au docteur Staudacher, et non pas Nicolas Staudacher, comme il a été imprimé. Il n'est pas indifférent que l'auteur soit une femme. Je précise par ailleurs que ce numéro était exclusivement rédigé par des femmes.

VOS COMPAGNONS DE RENTRÉE

Barret/Gurgand

Le bon et beau livre de Barret et Gurgand témoigne bien de la vie de ces compagnons fossiles par le machinisme.

Barret et Gurgand sont des voyageurs du mot, des écrivains de l'histoire.

Bourse Goncourt du récit historique

70.000 ex.

Barret/Gurgand

Ils voyageaient la France

Vie et traditions des Compagnons du Tour de France au XIX^e siècle

Hachette littéraire

مكتبة الحقل

Le Monde

étranger

LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

Les opérations causent de graves dommages à l'infrastructure économique des deux pays

Les multiples appels qui leur ont été lancés n'ont nullement dissuadé l'Irak et l'Iran de poursuivre une guerre qui cause d'importantes pertes humaines et matérielles. Bien que les communications militaires de Bagdad et de Téhéran soient contradictoires, il semble que les forces irakiennes occupent une bande large d'une quinzaine de kilomètres sur environ un tiers de la frontière longue au total de 1 500 kilomètres. Elles maintiennent leur pression mais se heurtent apparemment à une résistance qui est plus forte qu'elle ne le prévoyait.

Nouveaux raids contre Bagdad

La chasse iranienne a repris ses raids, ce jeudi 25 septembre à 6 h 40, contre Bagdad. Mossoul, Irbil et Kirkouk, a annoncé le communiqué de l'état-major iranien. Il assure que treize appareils ennemis ont été détruits, ce qui porterait à cent trente-quatre le nombre d'avions abattus depuis lundi. Cinquante chars irakiens auraient en outre été détruits par l'aviation iranienne, selon le dernier communiqué publié par Téhéran. Le raid contre la capitale a été plus long et plus dur que ceux des derniers jours. Plusieurs centres économiques dont la raffinerie de Basorah et les installations pétrolières dans le nord et dans le sud ont subi de graves dommages.

De leur côté, les forces irakiennes ont porté des coups sévères à plusieurs secteurs vitaux de l'économie iranienne. Un communiqué militaire iranien a admis que des Mig irakiens ont attaqué mercredi Desfoul, Kermanshah, Tabriz, les ports de Khorramchahr et Bandar-Khomeini, ainsi que les installations pétrolières d'Abadan « qui ont pris feu partiellement ». L'état-major admet aussi l'attaque irakienne contre le terminal pétrolier de l'île de Kharg, par lequel transite la majorité des exportations de pétrole de l'Irak.

En revanche, Téhéran a affirmé que les villes d'Abadan et de Khorramchahr étaient toujours sous contrôle iranien et a nié que la ville de Mahran, à 600 kilomètres de Téhéran et à tant qu'elle était soumise à un intense tir d'artillerie. Ce jeudi matin, Bagdad, qui avait déjà annoncé la reprise de la ville de 200 kilomètres à l'est de Bagdad, est été perdue, tout en admettant, affirme que « les drapés



trakiens y a été hissé ». Téhéran a également admis que plusieurs postes-frontières, notamment près de Salab-Abed, dans la province de Kermanshah, avaient été perdus. Il précise en revanche que seize chasseurs Mig et quarante chars irakiens ont été détruits mercredi.

Un communiqué publié jeudi par le ministère iranien de la santé fait état de trente-quatre Irakiens tués et cent trente-quatre blessés dans la province pétrolière d'Abadan, mais ne précise pas le bilan. Il précise qu'il y a eu vingt-six morts à Abadan, quatre à Khorramchahr, et quatre à Ahwaz, ce qui confirme au moins les attaques contre ces localités. Jeudi après-midi, le centre d'Ahwaz a été à nouveau bombardé par des Mig irakiens, qui reconnaissent nos droits légitimes et vitux.

Interrogé sur les objectifs de Bagdad, il a déclaré : « Nous avons demandé la souveraineté totale sur le Chant-el-Arab, mais nous n'avons pas d'ambitions territoriales. En particulier, nous n'avons aucune intention de s'emparer des plateaux pétroliers de l'Arabistan (Khouzistan), car nous avons suffisamment de pétrole en Irak ».

Après avoir précisé ses vues au cours d'une conférence de presse tenue mardi, mais dont la transmission par les agences avait été retardée, le téléphone et le télex entre l'Irak et le reste du monde étant coupés. Le chef de l'Etat a déclaré qu'il avait reçu des Etats-Unis comme de l'U.R.S.S. l'assurance que ces deux pays n'étaient pour rien dans le conflit actuel et avaient l'intention de ne pas s'y ingérer.

Interrogé au sujet d'un éventuel blocage du détroit d'Ormuz, M. Bani Sadr a déclaré : « Tant que nous nous battons seulement contre l'Irak, cela ne sera pas nécessaire. Mais si d'autres puissances venaient à intervenir, alors nous pourrions reconsidérer le problème. » Aucun engagement n'étant signalé ce jeudi matin dans le télex, il indique la Lloyd's de Londres. A propos des otages, il a déclaré qu'il ne fallait pas confondre ce problème avec celui du conflit entre l'Irak et l'Iran. « Nous verrons plus tard, a-t-il ajouté, en fonction notamment du rôle des Etats-Unis dans le conflit dirigé contre l'Irak par l'intermédiaire de Saddam Hussein. » Il a enfin indiqué qu'il ne voyait pas la nécessité d'une médiation tant que l'Irak ne cesserait pas ses hostilités et ne renoncera pas à ses revendications territoriales — (A.F.P., A.P., Reuter).

L'OPEP malade du conflit

S'il est une manière dont l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ne souhaiterait sûrement pas fêter ses vingt ans d'existence, c'est bien par ce conflit entre l'Irak et l'Iran. La première guerre entre deux de ses membres, de surcroît l'un et l'autre fondateurs.

N'est-ce pas d'ailleurs sous l'égide de l'OPEP et à l'occasion du premier sommet des chefs d'Etat des pays de l'Organisation réunis à Alger du 4 au 6 mars 1975 qu'était intervenue une première réconciliation entre ces deux Etats ?

Il n'est donc pas étonnant que le secrétaire général de l'Organisation ait appelé à la fin des hostilités. « La guerre, a-t-il déclaré, est diamétralement contraire à tous les objectifs de l'Organisation. Nous demandons donc à l'Irak et à l'Iran de rétablir rapidement la paix. »

L'OPEP a, il est vrai, beaucoup à perdre dans ce conflit. Déjà les dernières conférences d'Alger et de Vienne ont été empoisonnées par les hostilités larvées entre ces deux voisins belliqueux. Mais au moment où se prépare la célébration du vingtième anniversaire de l'Organisation, où l'OPEP veut affirmer sa maturité dans ses relations avec les pays en voie de développement comme avec ses clients industrialisés, il prétend obtenir un rôle plus actif dans les organismes financiers internationaux ou la conduite du dialogue Nord-Sud, ces divisions s'affaiblissent.

Après le relèvement des prix annoncé par l'Arabie Saoudite lors de la seconde réunion de l'OPEP le 17 septembre (le Monde du 19 septembre), plusieurs ministres disaient leur espoir de voir adopter à Bagdad le 4 no-

vembre la formule d'indexation trimestrielle modifiée par « le plan d'action » du ministre saoudien Cheikh Yamani. Fondée sur les indices de l'inflation publiés par le F.M.I. du côté des exportations, de l'évolution des monnaies et du taux de croissance de dix pays (1) (et non plus de l'ensemble des pays membres de l'O.C.D.E.), la formule aurait en effet pu faire l'objet d'un compromis sur la base d'une proposition algérienne de révision de la formule dans deux ans, avec possibilité d'une hausse de 5 % du prix-plancher.

Il restait certes beaucoup à faire pour rapprocher les points de vue sur les différents — les pays du Golfe estimant généralement que les différences de prix entre leur pétrole et celui d'Afrique ne devraient pas excéder 8 dollars au lieu des 5 (voire 7 pour l'Arabie Saoudite) actuels. Et l'Algérie et le Venezuela auraient sans doute dû renoncer à leur projet de banque pour favoriser un simple accroissement des contributions mises à la disposition du Fonds de développement de l'OPEP. Mais l'optimisme était de rigueur. Et M. Calderon Serti jugeait possible l'application de cette indexation dès le 1^{er} janvier 1981.

Aujourd'hui, on peut se demander si le sommet de Bagdad aura bien lieu dans six semaines. Même si le conflit s'arrête rapidement — comme le prévoient les chancelleries et un organisme comme l'Agence internationale de l'énergie, — il semble, en effet, exclu qu'une délégation irakienne se rende en Iran.

Or l'article 11 C des statuts de l'OPEP est formel. A Chaque pays membre aura un vote. Toutes les décisions de la conférence —

autres qu'en matière de procédure — requerront l'accord unanime de tous les pays membres. (...) Si un pays membre est absent d'une réunion de la Conférence, les résolutions prises par celle-ci deviendront effectives à moins que le secrétaire ne reçoive une notification contraire dudit membre, au moins dix jours avant la date fixée pour la publication de ces résolutions. »

Ainsi un conflit entre deux membres risque-t-il de paralyser l'Organisation, chacun des protagonistes mettant un veto aux propositions de l'autre. Et l'Irak et la Libye, qui semblaient ces dernières semaines vouloir empêcher la bonne tenue du sommet de Bagdad, ont ainsi la possibilité de bloquer des décisions sur l'indexation du prix du pétrole, dès lors que celle-ci ne garantit pas à leurs yeux une hausse assez rapide de leur pouvoir d'achat.

Dix membres de l'OPEP — sur treize — ont, certes, envisagé la possibilité d'un accord à la majorité simple ou qualifiée lors du sommet de Bagdad. Ils s'appuyaient sur le fait que cette réunion des chefs d'Etat n'était pas statutaire et que lors du précédent sommet, à Alger en 1975 certaines décisions avaient été prises majoritairement. Mais tous ont conscience que cette

nécessaire unanimité, même si elle n'a permis ces derniers mois qu'un accord sur le désaccord, est une des garanties les plus sûres de la durée de l'Organisation. D'où les uranistes se voir enlisés le différend irano-irakien.

BRUNO DETHOMAS.

(1) Belgique, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Suède et Suisse.

LES JAPONAIS ONT ÉVACUÉ LE CHANTIER DE BANDAR-KHOMEINI

(De notre correspondant.)

Tokyo. — Le groupe Mitsui a demandé à ses ingénieurs et techniciens travaillant à la construction du complexe pétrochimique de Bandar-Khomeini, en Iran, d'évacuer le chantier à la suite du bombardement dont il a été l'objet mercredi 24 septembre par l'aviation irakienne. Selon le ministre japonais des Affaires étrangères, les dommages seraient importants, mais aucun ressortissant nippon n'a été blessé.

Cette première attaque contre le complexe de Bandar-Khomeini, qui est situé à 100 kilomètres à l'est d'Abadan, touchée profondément le groupe Mitsui, maître d'œuvre de ce projet. Achevée à 80 % au moment de la révolution iranienne, la construction avait été suspendue pendant de longs mois. Les travaux avaient repris au printemps dernier avec 100 millions de dollars. Le coût du projet est estimé aujourd'hui à plus de 3,3 milliards de dollars. Mitsui, qui a déjà perdu beaucoup d'argent avec cette affaire, étudie le moyen de faire jouer les assurances gouvernementales.

Les autorités japonaises ont d'autre part précisé qu'une dizaine de navires se trouvent dans les eaux proches de la frontière irano-irakienne. Au total, vingt-neuf pétroliers nippons naviguent actuellement dans le golfe Persique. Selon Mitsui, la compagnie japonaise de commerce actif dans le transport de pétrole, tous les chargements des tankers dans le port irakien de Khor-Al-Khaima sont suspendus. Un arrêt total des livraisons de pétrole en provenance d'Irak signifierait que le Japon devrait utiliser trente jours de ses réserves en pétrole (celles-ci se montent à cent onze jours).

PHILIPPE PONS.

LA COOPÉRATION NUCLÉAIRE FRANCO-IRAKIENNE

Paris a récemment livré à Bagdad une première charge d'uranium très enrichi

La France a récemment livré à Bagdad une première charge de moins de deux kilogrammes d'uranium enrichi à 93 %, potentiellement utilisable à des fins militaires, destinée à faire fonctionner un petit réacteur nucléaire (« masquette critique ») que des sociétés françaises ont construit dans le centre de recherches de l'Irak à l'extrémité de Bagdad. Sans à disposition d'une technologie extrêmement sophistiquée, cette quantité de moins de 12 kilogrammes est notablement inférieure à celle qui est nécessaire pour l'emploi dans un engin atomique.

M. Jean François-Poncet, ministre français des Affaires étrangères, a déclaré mercredi 24 septembre dans sa conférence de presse, à New-York, que la coopération nucléaire franco-irakienne poursuivait des buts purement civils. « Elle est destinée à fournir les informations qui ont été publiées ici et là. Le ministre a aussi assuré à propos des ventes d'armes françaises à l'Irak, qu'il n'y a aucune raison de refuser

des armes à un pays lorsque celui-ci peut se les procurer lui-même. Je ne crois pas s'il pourrait, que la politique d'un pays qui menace de cesser ses livraisons au moindre prétexte constitue un facteur de paix. »

D'autre part, le Journal officiel du 24 septembre publie la réponse de M. François-Poncet à une question écrite de M. Marcel Palmero, sénateur centriste des Alpes-Maritimes, sur les dangers de la décision de la France de livrer à l'Irak de l'uranium très enrichi : « Le livraisons à l'Irak d'uranium très enrichi ne constitue pas un fait exceptionnel, indique notamment le ministre, puisque la quasi-totalité des réacteurs de recherche en fonctionnement dans le monde, et en particulier la plupart de ceux livrés par les Etats-Unis, utilisent ce type de combustible. Elle répond aux seuls besoins du réacteur de recherche fourni, est programmée en conséquence et est entourée de toutes les précautions nécessaires. »

Les précautions nécessaires

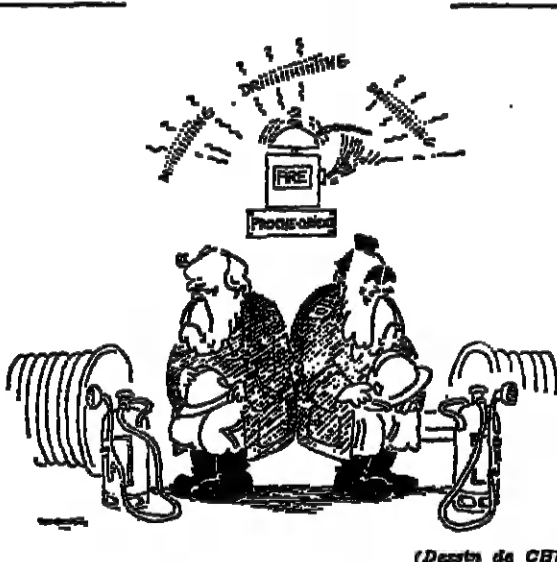
Bagdad est en passe de devenir la capitale nucléaire du monde arabe. Dans le cadre d'un accord de coopération nucléaire signé le 18 novembre 1975 entre la France et l'Irak, des sociétés françaises achevaient actuellement la construction, dans le banlieue de la capitale irakienne, d'un important centre de recherches nucléaires. Dans ce centre fonctionneront notamment, à partir de 1981, deux réacteurs nucléaires de recherches utilisant de l'uranium très

enrichi, éventuellement utilisable à des fins militaires.

En dépit des affirmations constantes de l'Irak sur l'utilisation exclusivement « civile » de ces réacteurs — Bagdad a ratifié le traité de non-prolifération, et toutes ses installations nucléaires seront donc placées sous la surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique — la coopération nucléaire franco-irakienne n'a cessé, depuis des années, de provoquer de vives réactions en Israël. D'autant plus qu'un contrat franco-irakien s'ajoute à un accord entre Rome et Bagdad, aux termes duquel l'Italie livrera des laboratoires spéciaux pour la séparation et l'étude de composés artificiels, les transuraniens, dont le plutonium fait partie.

Techniquement, l'Irak est, sans nul doute, encore loin de disposer des moyens de se doter de l'arme nucléaire. Mais l'ingénieur des Israéliens s'explique devant cette véritable « université nucléaire arabe » qui pourra héberger environ six cents ingénieurs et techniciens en formation.

Comme l'indique M. François-Poncet à M. Palmero, « toutes les précautions nécessaires » ont été prises pour éviter un détournement, à des fins militaires, des matières nucléaires livrées par la France à l'Irak : le contrat signé entre Paris et Bagdad stipule, en effet, que, dès leur arrivée sur le sol irakien, les combustibles nucléaires seront traités. Devenus ainsi fortement radioactifs, les charges d'uranium enrichi à 93 % ne seront manipulables qu'à distance, et ne pourront donc pas être directement utilisées comme « matière première » pour la fabrication d'une bombe. — X. W.



UN TÉLÉGRAMME DU FILS AÎNÉ DE L'ANCIEN CHAH AU CHEF D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L'ARMÉE IRANIENNE

Du Caire, où il réside avec sa famille depuis la mort de l'ancien chah d'Iran, le prince Reza Pahlavi a fait parvenir le télégramme suivant au chef d'état-major général de l'armée iranienne : « L'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Iran dépassent toute considération dogmatique ou politique. En ce moment crucial pour le vie de notre pays, je souhaiterais pouvoir offrir mon sang pour sauvegarder l'indivisibilité de notre chère patrie. Aujourd'hui, en cet instant historique, je suis sûr que, si mon père vivait, il me donne-

rait l'ordre d'accomplir mon devoir d'officier comme n'importe quel soldat iranien qui doit se battre pour sauver l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Iran (...). Je souhaite, en tant que jeune iranien, en tant que patriote, dans un esprit de totale abnégation, inspiré par le seul amour que je porte à mon pays, donner mon sang aux côtés de nos frères et sœurs soldats et cela sans autre but que celui de préserver la grandeur, le progrès et la prospérité de l'Iran. » REZA PAHLAVI. Le Caire, 25 septembre 1980.

Le Monde publiera demain

- ENTRETIEN POLITIQUE avec M. Michel Debré.
- IDÉES : A bas le « ronron » !
- TOURISME : Assurance et assistance ; camping et caravaning.
- VIDÉO-COMMUNICATION : les médias de l'an 2000.

OÙ VA L'ÉCOLE ?

Par Joseph Leif

Les problèmes de l'école se multiplient. Mais souvent les analyses, les discours et la littérature portent sur les rapports de l'institution scolaire aux structures sociales ; notamment en ce qui concerne l'égalisation des chances.

Or, cette perception de l'école à travers la société qui l'intègre ne peut donner à elle seule une connaissance suffisante pour la nécessaire transformation de l'institution.

Car l'école ne peut se comprendre que par l'examen de ses deux faces, l'interne et l'externe.

D'une part, par la considération des problèmes que posent les élèves, enfants et adolescents ; et par l'information sur les conditions de travail et la situation des enseignants.

D'autre part, par la connaissance des conditions d'intégration de l'institution scolaire dans les structures de la société.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LA GUERRE ENTRE

LES RÉACTIONS

LES ATOUTS POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET MILITAIRES DE BAGDAD

Un régime stable doté d'importantes ressources naturelles

Dans la guerre qui l'oppose à l'Irak, l'Irak possède des atouts non négligeables dont la stabilité du régime en place depuis 1968 n'est pas la moindre. Des ressources naturelles d'autant plus précieuses que le gouvernement les a systématiquement mises en valeur. Contrairement à beaucoup de pays producteurs de pétrole, l'Irak dispose, outre ses importantes réserves de gaz (800 milliards de mètres cubes) et d'or noir — il est le deuxième exportateur mondial — de grandes quantités d'eau et d'une population équilibrée : environ quatorze millions d'habitants pour une superficie de 440 000 kilomètres carrés.

À titre de comparaison, ses deux principaux voisins et rivaux, l'Iran (16 millions de kilomètres carrés) et l'Arabie Saoudite (25 millions de kilomètres carrés) comptent respectivement plus de trente et six et moins de huit millions d'habitants vivant, au surplus, sur des territoires en grande partie désertiques. Sans doute, le soi irakien s'est-il considérablement dégradé sous l'occupation turque d'abord, britannique ensuite, de sorte que, sur les 120 000 kilomètres carrés cultivables, 70 000 seulement sont exploités dont 30 000 donnent une récolte tous les ans. Il n'en demeure pas moins que le régime poursuit la mise en place d'un réseau hydraulique impressionnant en vue de réduire la dépendance alimentaire du pays.

Après la création d'une industrie lourde dans le cadre d'un plan 1971-1975 (complexe pétrochimique de Bassorah, unité d'urée, complexe sidérurgique de Khor produisant 1,6 million de tonnes d'acier, usine d'aluminium de Naasiriya, usine de phosphates d'Al-Kachat d'une capacité de 3,4 millions de tonnes, etc.), le régime a, au cours du plan suivant, installé des industries légères et édifié de solides infrastructures (routes, ports, télécommunications, réseau ferré, aqueducs, écoles, hôpitaux, logements).

Grâce à la rente pétrolière — quelque 20 milliards de dollars, — le revenu national a été multiplié par huit entre 1968 et 1978 pour atteindre 55,8 milliards de francs. Dans l'ensemble, le niveau de vie de la population s'est élevé de façon appréciable.

L'Irak n'a pas seulement mis en

valeur ses richesses, il s'est aussi très habilement attaché à les mettre à l'abri des destructions qu'aurait pu entraîner un conflit. Certes, Bagdad a toujours eu une politique intransigeante, en particulier à l'égard d'Israël. Dénonçant avec vigueur « l'ennemi sioniste » et toute forme de « paix américaine » — du « plan Rogers » à Camp David, — l'Irak a obligé bien souvent la Syrie à élever les enchères pour ne pas paraître « moins bonne basiste ».

En revanche, Bagdad a toujours fait en sorte, lors de chacun des conflits avec Israël, de limiter au maximum ses pertes sur le terrain et surtout de ne pas donner à Jérusalem le prétexte qui lui aurait permis de bombarder son potentiel industriel, comme cela l'a fait pour la Syrie, notamment en 1973. Et ce n'est pas la moindre des paradoxes que les destructions qui viennent d'être infligées à plusieurs usines industrielles aient été non par les « sionistes » dénoncés comme « l'ennemi n° 1 » du monde arabe mais par le voisin musulman qui aurait dû être considéré comme un « pays frère ».

Une opposition divisée

Sur le plan intérieur, la politique de M. Saddam Hussein a, naturellement, suscité des oppositions. Mais celles-ci sont divisées et la rigueur de la répression pratiquée dans le passé donne à réfléchir à ceux qui envisageraient de s'agiter. En outre, le régime a pris certaines précautions. Ainsi, parallèlement aux efforts de développement déployés au Kurdistan, la multiplication des routes permet à l'armée d'être omniprésente : mieux, les bulletins ont décelé une bande de 20 kilomètres le long de la frontière avec l'Iran et la Turquie afin de rendre plus difficiles les échanges entre les différents Kurdistans.

Après le « complot » de juillet, qui lui a permis d'éliminer ses adversaires, M. Saddam Hussein a consenti un certain nombre de gestes. S'étant définitivement imposé comme le « vrai patron », il a d'autant plus volontiers mis l'accent sur la « collégialité » des décisions que la « purge » lui a permis de donner une réelle cohésion à son équipe. Il a, par ailleurs, entrepris une lutte

sévère contre la corruption et les intermédiaires véreux, sans hésiter à faire pendre sur la place publique — pour l'exemple — quelques-uns de ceux qui avaient reçu de substantiels pots-de-vin d'entreprises étrangères.

Ces initiatives ont valu au régime une certaine popularité de même que la réaffirmation de la prééminence des civils sur les militaires et la poursuite de la modernisation de l'armée en coopération avec des pays occidentaux, notamment la France et l'Italie, pour réduire le monopole qu'avait jusqu'ici l'U.R.S.S. dans ce secteur.

Enfin, s'il manifeste une grande défiance à l'égard de la religion, le régime n'en a pas moins repris en main, avec une extrême fermeté, la hiérarchie chiite tout en exerçant un contrôle discret mais efficace sur toutes les mosquées.

Le rapprochement avec Ryad

À plusieurs reprises, l'Irak a aspiré à prendre la direction du monde arabe mais les circonstances ne lui ont pas été favorables : en 1959, Abdel Karim Kassam, qui avait renversé la monarchie, était loin d'avoir l'envergure de Nasser ou faite de sa gloire. À la mort de ce dernier, en 1970, la Baas, qui venait d'accéder au pouvoir, avait encore d'énormes problèmes à régler tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et c'est la riche Arabie Saoudite qui bénéficia, alors, de la relative éclipse de l'Égypte.

Aujourd'hui, Bagdad s'est rapproché de Ryad et les deux capitales donnent l'impression de s'être partagées les rôles, la première se réservant le « leadership » dans les domaines politique et militaire, la seconde dans le secteur pétrolier. Calme et prudent, le président Saddam Hussein a dû peser les risques d'un affrontement avec un Irak qui, bien qu'affaibli, ne s'effondre pas facilement. Déjà, l'aviation iranienne a touché quelques atouts majeurs de l'Irak, notamment à Bassorah. Il n'en demeure pas moins que, si Bagdad consolide son avantage dans la région, il sera bien placé dans le peloton de tête du monde arabe et des non-alignés.

PAUL BALTA.

Dans le monde arabe, les manifestations de solidarité avec Bagdad l'emportent sur des discrètes marques de sympathie à l'égard de Téhéran. Le roi Hassan II a assuré, mercredi 24 septembre, l'ambassadeur d'Irak à Rabat du « soutien moral, matériel et militaire du Maroc et de son appui total dans la lutte contre le régime iranien ». Le roi Khalid d'Arabie Saoudite a, d'autre part, assuré le président irakien de son soutien dans le conflit qui l'oppose aux Perses, ennemis de la nation arabe. Quatre pays arabes avec la Jordanie et le Koweït ont donc officiellement adopté cette position.

● AU CAIRE, le président Sadate, déplorant « une tragédie qui menace le Proche-Orient et l'Occident, et dont l'U.R.S.S. est la seule bénéficiaire », a affirmé, en outre, dans une interview au groupe de presse américain Hearst, que le régime irakien offrait l'occasion de se débarrasser de l'imam Khomeiny, « auquel il faut préférer n'importe qui et n'importe quoi ».

ONU : le Conseil de sécurité pourrait être saisi officiellement

New-York. — Le conflit entre l'Irak et l'Iran a fait l'objet de nombreuses consultations officielles, mercredi 24 septembre, aux Nations unies. M. Waldheim, secrétaire général, a adressé des messages aux chefs d'État des deux pays leur demandant « instamment » de « donner suite aux appels qui leur ont été lancés pour que cessent les effusions de sang et les dévastations ». Un membre du gouvernement irakien est attendu et des rumeurs faisaient état, mercredi soir, d'une possible intervention officielle du Conseil de sécurité dans les jours qui viennent.

Parlant au cours d'une conférence de presse après les discours qu'il a prononcés à l'Assemblée générale (lire page 10), M. François-Poncet, ministre français des affaires étrangères, a refusé de préciser par quels moyens la Communauté européenne, dont la déclaration avait été publiée la veille, entendait aider à assurer la liberté de navigation dans le Golfe.

Il a observé en cela la même prudence que les dirigeants amé-

ricains, qui ont soigneusement évité de donner des détails sur une action éventuelle en ce sens. Toutes les rumeurs concernant l'organisation possible d'une « task force » commune pour assurer le libre passage des pétroliers au cas où le détroit d'Ormuz serait bloqué ont été démenties.

Interrogé sur l'éventualité d'une action des pays arabes pour faire expulser Israël de l'Assemblée générale de l'ONU, M. François-Poncet a fait valoir que « la but primordial des Nations unies est d'être universelles ». Le ministre français a encore déclaré que Paris était favorable à l'accord GALT, dont « la ratification est une autre conséquence de la situation en Afghanistan ». Interrogé sur ce que pourrait être la contribution en démantèlement d'un pays qui ne cesse de renforcer son potentiel nucléaire, il a répondu que la France cherchait simplement à assurer sa défense. Comme son interlocuteur insistait pour faire

observer qu'il en allait de même, apparemment, pour l'Inde et le Pakistan, il a précisé que le cas de l'Europe, truffée d'armes nucléaires et classiques, était très différent de celui des autres continents.

Le ministre français, qui est arrivé à New-York dimanche dernier, a déjà eu des entretiens avec ses collègues chinois, vietnamiens, vénézuéliens, égyptiens, pakistanais, espagnols et de la République démocratique allemande. Mercredi, il a échangé avec le secrétaire d'État américain, M. Edmund Muskie, avec lequel il a surtout parlé de la situation dans le Golfe et en Afghanistan, de la conférence de Madrid, et des conversations sur les armes nucléaires, qui doivent, en principe, commencer le 15 octobre à Genève, encore que la violence du discours de M. Jimmy Carter, devant l'Assemblée générale, laisse pressager des difficultés. Le secrétaire d'État américain, qui s'est rendu, immédiatement à Washington mardi soir pour assister à un conseil national de sécurité réuni d'urgence par M. Carter, aurait eu des contacts avec les représentants des pays arabes modérés, notamment le Koweït, l'Arabie Saoudite et la Jordanie, pour tenter d'ouvrir la voie vers une médiation dans le conflit irano-irakien.

Jeudi, M. François-Poncet reçoit à déjeuner le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko ; vendredi, il s'entretiendra avec le ministre des affaires étrangères israélien, M. Shamir, à la demande de celui-ci M. François-Poncet regagnera Paris lundi, après avoir prononcé une conférence devant le Comité pour les Relations de New-York.

Pour sa part, M. Huang Hua, chef de la délégation chinoise aux Nations unies, a violemment attaqué mercredi 24 septembre, devant l'Assemblée générale, la politique soviétique au Proche-Orient. Selon M. Hua, l'Union soviétique « se tient sur son potentiel militaire qui est grand dans une forte proportion, elle ne maintient pas une pression sur l'Inde, la mer Rouge et la mer Noire de l'Afrique. Elle vise à s'emparer des positions d'importance stratégique de la région du Golfe et de la péninsule arabique, jusqu'à la mer Méditerranée de Chine, en passant par le détroit de Malacca ».

Avant l'affaire d'Afghanistan, a encore dit M. Hua, « l'Union soviétique se servait en général de ses agents pour manipuler des insurrections dans le tiers-monde ». Mais, en Afghanistan, « elle a été son masque » sous prétexte qu'un « Afghanistan hostile au régime soviétique ». Selon cette logique, estime M. Hua, Israël pourrait « se cramponner aux territoires arabes qu'il a pris de force et pénétrer plus profondément encore dans les pays arabes ». Le « régime raciste d'Afrique du Sud » pourrait tout aussi bien « maintenir la Namibie sous son occupation illégale ». C'est la raison pour laquelle l'attitude d'Afghanistan marque « en pratique comme en théorie le début d'une phase nouvelle de l'hégémonie ».

ALAIN JACOB.

NICOLE BERNHEIM.

Une armée aguerrie et d'un niveau technique appréciable

Beyrouth. — L'armée irakienne, bien qu'aguerrie par douze années de campagne contre la révolte kurde, n'a qu'une expérience limitée de la guerre classique, sa participation sur le terrain à trois des quatre conflits israélo-arabes ayant été marginale.

Sa capacité opérationnelle est toutefois considérable comme l'un des plus élevés du monde arabe avec celle de l'armée jordanienne. À partir de l'instauration de la République, en 1958, l'armée de Bagdad est passée, pour son armement et sa formation, de la mouvance britannique à celle de l'U.R.S.S., tout en conservant, dans le corps des officiers, une bonne dose des traditions militaires de l'époque coloniale et de l'académie de Sandhurst, avec laquelle, d'ailleurs, la rupture n'a pas été totale.

Bien que mêlée à de multiples coups d'État, elle a demeuré bien structurée et n'a pas été trop affectée par les épurations d'officiers. Le régime baasiste, lui-même issu d'un putsch, l'a considérablement renforcée en effectifs (de 70 000 hommes en 1958, à 190 000 hommes, en 1975, pour l'armée de terre ; de 10 000 à 25 000, en 1975, pour l'armée de l'air, et de 2 000 à 4 000 hommes en 1975, pour la marine) et en armements (de 575 à 2 100 chars, de 213 à 339 avions de combat, de 20 à 248 hélicoptères, entre 1958 et 1975).

Le président Saddam Hussein s'est assuré une emprise sérieuse sur son armée, d'abord grâce à l'action de son prédécesseur, le président Ahmed Hassan al Bakr,

De notre correspondant

puis, depuis la démission de celui-ci (18 juillet 1979), par l'intermédiaire de son beau-frère, M. Adnan Khakhalah, à qui il confie le ministère de la Défense, et de son propre frère, M. Barzan Hussein, chef adjoint des renseignements.

Et que la communauté chiite soit majoritaire (60 %), le corps des officiers est traditionnellement dominé par les sunnites (35 % des irakiens, et l'un des deux camps des Kurdes, qui sont en fait « plus kurdes que sunnites »).

En tant que chef de l'État, le président Saddam Hussein est considéré en chef de l'armée ; bien qu'arrivé au pouvoir par un putsch, il n'est pas lui-même un officier.

Rôle discret contre Israël

Le rôle de l'armée irakienne dans les guerres arabo-israéliennes a été le suivant :

— En 1948, douze mille soldats irakiens ont en charge une section du front. Après avoir occupé une partie de la Cisjordanie, ils s'arrêtent à 20 kilomètres de Tel-Aviv, au niveau de la ligne de partage entre le plan de l'ONU entre les États arabes et juifs. À partir de là, l'armée irakienne se cantonne sur la défensive, allégeant l'absence d'infrastructures de la part de Bagdad, où gouverne à l'époque une dynastie pro-britannique. Après avoir repoussé une première contre-offensive de la Hagana, l'armée irakienne perd du terrain à la suite d'une seconde contre-offensive. Une fois la trêve intervenue, elle cède ses positions à l'armée jordanienne, le 3 avril 1949, et se retire.

— En 1967, une brigade mécanisée irakienne se trouve en Jordanie et des unités en Syrie au moment du déclenchement de la guerre, le 5 juin. Toutefois, elle ne participe pas réellement aux combats. En revanche, l'aviation irakienne tente de bombarder Israël, et un de ses appareils TU-16 est abattu.

— En 1973, l'armée irakienne intervient sur les deux fronts, égyptien et syrien. En Égypte, elle intervient avec le 150^e régiment d'infanterie, quatre mille hommes, quatre mille chars, trois mille véhicules, et des unités de sapeurs. En Syrie, elle intervient avec le 150^e régiment d'infanterie, quatre mille hommes, quatre mille chars, trois mille véhicules, et des unités de sapeurs. Elle dispose de quatre mille chars, trois mille véhicules, et des unités de sapeurs. Elle dispose de quatre mille chars, trois mille véhicules, et des unités de sapeurs.

C'est à un tout autre type de guerre que l'armée irakienne a dû faire face dans la répression de la révolte kurde. C'est aussi sa seule intervention en longue bataille. Elle comporte plusieurs campagnes : sous Kassam (1961-1963), sous Aref (1963-1968), sous le régime baasiste (1968-1970 et 1974-1975). Durant toutes les phases s'étalant jusqu'en 1970, et qui n'ont pas comporté moins de six grandes offensives gouvernementales, l'armée irakienne est parvenue à chasser les rebelles kurdes de certaines de leurs positions, sans jamais les battre, bien que ceux-ci n'aient pas, à l'époque, disposé d'une aide internationale significative. Ayant, durant la période 1970-1974, perdu un réseau de routes dans le Kurdistan, l'armée irakienne, engagée seulement à quatre-vingt-dix mille hommes, réussit, de mars à juillet 1974, à repousser les rebelles kurdes dans leurs derniers retranchements. L'Irak se porta alors massivement au secours des Kurdes, leur fournissant armes et munitions et leur offrant des camps d'entraînement et bases de repli. L'armée irakienne ne put pas exporter la décision jusqu'à ce que l'accord irako-iranien d'Alger (6 mars 1975) privât la révolte kurde du soutien iranien ; ce qui entraîna son effondrement.

LUCIEN GEORGES.

LE QATAR ACNÈTE POUR 1500 MILLIONS DE F D'ARMEMENTS NAVALS À LA FRANCE

Le Qatar et la France viennent de conclure un contrat d'armes navales portant sur 1 500 millions de francs et relatif à la vente de canonnières lance-missiles et de batteries de défense côtière. À ce jour, le Qatar, qui est un État du Golfe, se fournissait exclusivement auprès de la Grande-Bretagne. Fort de cinq cents hommes environ, la marine était équipée de six patrouilleurs armés de trois canons chacun et de deux vedettes armées de deux mitrailleuses chacune. Les six premiers bâtiments de la marine qatarienne, achetés à la France, ont été livrés à ce jour. Les trois patrouilleurs lance-missiles, dont la France et le Royaume-Uni.

Récemment, le Qatar a décidé de se lancer dans un projet de développement de ses forces navales et de la défense maritime. Plusieurs fournisseurs, dont la France et le Royaume-Uni, ont été sollicités. Aux termes d'un accord paraphé la semaine dernière entre les autorités de Qatar et la direction des affaires internationales de la Délégation générale à l'armement, la France livrera à ce pays, en trois patrouilleurs lance-missiles, du modèle la Combattante, et des missiles personnels Exocet contre bateaux. Ces missiles, produits par la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA), seront en deux versions : les uns montés sur les bateaux ; les autres, destinés à la défense maritime rapprochée de Qatar, à base de batteries côtières par missiles.

Le bâtiment la Combattante fait partie d'une classe de patrouilleurs rapides déplaçant plus de 200 tonnes et capables de transporter, pour de courtes missions, un commando de quatre-vingts hommes complètement équipés. Le Qatar a déjà acheté à la France six avions Alpha-Jet d'appui tactique léger, malgré la concurrence d'un avion britannique.

D'autre part, le Qatar est en pourparlers avec la France pour l'acquisition d'hélicoptères modernes de défense aérienne Mirage F-1. Selon les missions définies par les autorités gouvernementales, le nombre des exemplaires retenus oscille, pour l'instant, entre sept et quatorze appareils. Le Qatar a déjà acheté à la France des hélicoptères Gazelle pour sa police et des tourelles de 90 millimètres qui sont montées sur des blindés brésiliens Cassavel.

ISTH
CENTRE AUTOMATIQUE DE SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
Depuis 1953, TOLBIAC
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
SC.PO
ENSEIGNEMENT ANNUEL COMPLET
Octobre à Juin, ou Janvier à Juin
■ Entrée en A.P.
17 à 22 h hebdo
Représentation en Méthodologie et 2 langues vivantes
Contrôle écrit hebdomadaire
■ Succès importants confirmés
Centre : 83, 87, Av. d'Italie
TOLBIAC 75013 Paris
Tél. 585.59.35
Centre : 6, Av. Léon Héribert
AUTEUIL 75016 Paris
Tél. 224.10.72-520.46.14

ISTH
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
depuis 1953
SUCCES MEDECINE
Année Blanche Méthodologique
Bases C et D - Enseignements à temps complet
Centre TOLBIAC 83, 87, Av. d'Italie - 75013 Paris Tél. 585.59.35

NUMÉRO UN DU TAPIS D'ORIENT
Atighetchi
TAPIS D'ORIENT
Jusqu'à fin octobre, consultez un nombre de catalogues
20%
aux particuliers
Tapis anciens ou contemporains : persans, caucasiens, afghans, turcs, pakistanais, etc.
dans ses entrepôts
4, RUE DE PENTHIEVRE - 8^e
métro : Miroisard
265.90.43 +

مكتبة المجلد

L'IRAK ET L'IRAN

DANS LE MONDE

Téhéran. M. Fidel Castro était venu le saluer à son départ de La Havane. La presse cubaine relate le conflit sans prendre parti, en citant les agences occidentales et Tass. Le président du Pakistan, le général Zia, a offert, lui aussi, sa médiation aux belligérants, en tant que président de l'Organisation de la Conférence islamique.

● A PARIS, le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, arrivé mercredi soir, a été reçu ce jeudi pendant près d'une heure et demie par le président de la République.

« M. Tarek Aziz, a déclaré à l'issue de cet entretien M. Blot, porte-parole adjoint de l'Elysée, a indiqué à M. Giscard d'Estaing que l'Irak n'avait pas d'objectifs territoriaux en Iran autres que ceux portant sur les territoires contestés. Il a également indiqué que son gouvernement n'avait pas l'intention de maintenir des forces armées sur le territoire iranien. Au cours de l'entretien ont été examinées les conditions dans lesquelles pourrait s'ouvrir une négociation permettant de traiter par des voies

politiques le contentieux entre les différents pays. Différentes formules possibles ont été examinées.

« Le président de la République a souligné l'intérêt que soit exprimée le plus rapidement possible par les autorités irakiennes leur disponibilité en vue de l'ouverture de négociations. Il a émis l'opinion que les Etats islamiques doivent avoir un rôle particulier à jouer dans la recherche d'une solution.

« Le président a rappelé l'importance vitale que la France attache à la liberté de navigation dans le golfe et le détroit d'Ormuz. Le vice-premier ministre lui a donné des assurances quant à la volonté des autorités irakiennes de ne rien entreprendre qui puisse mettre en cause cette liberté.

Le porte-parole a déclaré que le problème des armements n'avait pas été abordé. M. Aziz, s'est, pour sa part, refusé à toute déclaration, mais devait préciser sa position à l'occasion d'une conférence de presse dans l'après-midi de ce jeudi.

WASHINGTON : M. Carter s'efforce de rassurer les Américains

Washington. — Pour se fonder en pétrole, les Etats-Unis ne comptent ni sur l'Irak, ni sur l'Iran, qui a rompu toute relation avec eux, ni sur l'Irak, qui leur en vend une quantité dérisoire. Ils se sentent pourtant concernés au premier chef par le conflit entre ces deux pays. Et ce n'est pas seulement à cause de l'affaire des cinquante-deux otages, qui apparaît à gauche des médias après avoir fait naître pour la première fois depuis longtemps, quelques heures d'espoir.

Washington s'efforce d'ailleurs de distinguer au maximum cette guerre des pétroles, arrivée à son troisième cent vingt-septième jour, de la guerre très réelle que se livrent Bagdad et Téhéran. Il y a bien eu, après l'ouverture des hostilités, un appel du pied à l'Iran pour qu'il libère les otages « dans son propre intérêt ». Cela n'a pas donné grand-chose. M. Carter et ses collaborateurs font donc passer au second plan l'affaire qui tourmente tant d'Américains et mettent l'accent sur « cette situation très dangereuse » pouvant menacer « la paix et la stabilité dans la région ». On estime ici qu'aucun des deux belligérants n'a les moyens de vaincre tout à fait l'autre, même si la guerre devait se poursuivre, mais on craint une déstabilisation de l'Irak qui entraînerait des réactions en chaîne.

Les Etats-Unis n'apprécient guère d'être désignés par Téhéran comme les responsables de la guerre. Plutôt que de traiter cette accusation par le mépris, ils continuent à vouloir prendre au sérieux le gouvernement iranien. Outre des dénégations solennelles, Washington a fait savoir « de manière privée » à M. Radjavi, le chef du gouvernement de Téhéran, qu'il n'était pour rien dans ce conflit.

M. Carter a rejeté « des accusations évidemment fausses », mercredi après-midi 24 septembre, après avoir réuni à la Maison Blanche ses principaux conseillers (dont M. Hauck, secrétaire d'Etat, rappelle quelques heures de New-York où il participait à l'Assemblée des Nations

De notre correspondant

unies). « Nous n'avons pas été et nous ne serons pas impliqués dans le conflit entre l'Irak et l'Iran », a dit le président dans une allocution qui se voulait à la fois vigoureuse et rassurante.

Une fois de plus, les Etats-Unis estiment qu'il ne « devrait y avoir aucune ingérence dans ce conflit, de quelque nature que ce soit ». L'O.R.S.A. est naturellement visée. On ne veut pas qu'elle profite de la situation, mais on l'imagine aussi embarrassée qu'à l'époque du conflit entre la Somalie et l'Ethiopie. En tout cas, Washington ne peut rien lui reprocher pour le moment, comme l'a reconnu mercredi le porte-parole du département d'Etat.

Les embarras de M Reagan

Selon M. Carter, l'Irak et l'Iran doivent cesser de se battre immédiatement et négocier. Les Etats-Unis entendent agir dans ce sens « avec le plus grand nombre de nations possibles » et les organisations internationales. M. Carter a apporté un « appui vigoureux » à la déclaration de l'Europe des Neuf affirmant que la liberté de navigation dans le Golfe est de première importance « pour la communauté internationale tout entière ».

Cela dit, le président a cherché à éviter toute panique et à mettre en garde les compagnies pétrolières contre des rumeurs motivées : « Je sais que le conflit a causé une inquiétude considérable quant à une sévère réduction des fournitures de monde en pétrole (...). Cette inquiétude n'est pas justifiée par la situation présente. » Même si la suppression des livraisons de pétrole devait « persister pour une durée déraisonnable », les nations qui en consomment le plus auraient suffisamment de réserves. « La marge de sécurité est bien plus grande aujourd'hui qu'au printemps de 1973 et 1974, lorsque la révolution iranienne réduisit les fournitures. »

Le conflit irano-irakien s'insère naturellement dans la campagne électorale américaine. M. Carter n'a pu s'empêcher de vanter sa politique de conservation de l'énergie. Il est vrai que, en deux ans, les Etats-Unis ont réduit d'un septième leur consommation de pétrole et d'un quart leurs importations. C'est une pierre dans le jardin de M. Reagan, qui cherche à rassurer ses concitoyens d'une autre manière, en leur affirmant que le sol américain est très riche et que mieux vaut forer que se restreindre.

Accusé d'être un dangereux extrémiste, le candidat républicain a été contraint d'approuver l'attitude prudente et la « stricte neutralité » de l'Administration américaine. Mais si on en est là, rappelle-t-il depuis le début de la semaine dans ses tournées électorales, si M. Carter « n'a pas le choix », c'est bien parce que les Etats-Unis ont perdu toute prépondérance dans la région.

ROBERT SOLÉ

Samaritaine Capucines

27, BOULEVARD DES CAPUCINES
75002 PARIS - TEL : 261.57.25

Samaritaine de Luxe

Quinzaine du vêtement pour homme.



MESURE INDUSTRIELLE

avec essayage, finition main
Costume 2 pièces, pure laine, choix sur lisses

1390 f.

GRANDE MESURE,

3 essayages, costume 2 pièces, draperies
françaises ou anglaises

2950 f.

PRÊT-A-PORTER,

Costume 2 pièces, spécial voyage,
Retors pure laine peignée

1150 f.

Pardessus super loden, 80 % laine,
20 % polyamide

690 f.

Pardessus demi-saison, pure laine

890 f.

Costume d'intérieur coté, 85 % laine,
5 % polyamide

650 f.

Samaritaine Capucines. Le bon goût en toute occasion

ANVERS Centre Mondial du

DIAMANT

Tous renseignements
vous seront communiqués
par téléphone ou numéro
TEL : 19-32-31 31-27-54
GENERAL DIAMANT
FELIXAANST 22 ANVERS

LES FOURRURES MALAT

FOURREUR
FABRICANT
GARANTIE
DE CONFIANCE

ont la fourrure qu'il vous faut.
Grand choix prêt-à-porter ou sur mesure.
Vison, loup, renard. Choix de chapéaux.
Grand choix de fourrures pour intérieur de
manteaux.
Service après-vente - TEL : 878-68-67.

47, rue La Fayette, 75009 Paris - Métro : LE PERLIER

Une réédition exceptionnelle du prestigieux «De Gaulle» en or 22 carats
à l'occasion du 40^e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940



Reproduction plus grande
que taille réelle.
Taille réelle : 14 mm, 1,5 gr d'or 22 carats.
Taille réelle : 21 mm, 6 gr d'or 22 carats.
Taille réelle : 30 mm, 15 gr d'or 22 carats.

UNE EDITION NUMISMATIQUE FRANÇAISE FRAPPEE EN QUALITE FLEUR DE COIN DANS LES ATELIERS DE LA MONNAIE DE PARIS

Réédité pour la première fois depuis 10 ans

L'édition du 40^e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940 du «De Gaulle» en qualité Fleur de Coin sera frappée uniquement en or 22 carats.

Le «De Gaulle» est frappé exclusivement dans les Ateliers de la Monnaie de Paris. Certificat d'authenticité fourni avec chaque «De Gaulle».

Limites :
1) Ne sont admises à la souscription du 40^e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940 que 5000 séries complètes du «De Gaulle».
2) Ne peuvent être souscrites qu'un maximum 5 séries complètes du «De Gaulle», ou bien 10 «De Gaulles» d'une même taille, par chaque souscripteur.
Garantie de prix : ces prix du «De Gaulle» sont garantis jusqu'à la livraison des Ateliers de la Monnaie de Paris (Décembre 80 à Avril 81).

Le «De Gaulle» est frappé dans les Ateliers de la Monnaie de Paris.

Une médaille numismatique d'une importance aussi capitale se devait d'être frappée, le plus grand, le plus connu qui soit en France, à savoir la Monnaie de Paris. Le fait que le «De Gaulle» soit frappé par la Monnaie de Paris et soit une Edition Numismatique Française constitue pour les collectionneurs avertis la meilleure garantie d'authenticité et de perfection. Chaque pièce est accompagnée de son certificat d'authenticité.

La frappe en qualité Fleur de Coin.

Cette frappe exceptionnelle au cœur de l'or 22 carats, dans les Ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles, sera réalisée avec un soin et une technique tout particuliers, à savoir : ceux qui donneront au «De Gaulle» la qualité Fleur de Coin. La qualité Fleur de Coin est extrêmement difficile à obtenir et nécessite un travail intense ainsi que des contrôles rigoureux et individuels de chaque unité produite à sa sortie du balancier monétaire. Tout «De Gaulle» qui présenterait le moindre défaut, même imperceptible, par l'œil du profane, serait immédiatement refusé. Ne sortent des Ateliers de la Monnaie de Paris que les Fleur de Coin parfaites.

Le prix du «De Gaulle» Numismatique Française a augmenté d'une façon spectaculaire.

Les heureux souscripteurs du «De Gaulle» pendant les années 1968-1970, ont pu alors les acquiescer à des prix à peine croyables :
Le «De Gaulle» 14 mm, 1,5 gr d'or : 32 F. Le «De Gaulle» 21 mm, 6 gr d'or : 108 F. Le «De Gaulle» 30 mm, 15 gr d'or : 270 F.

Aujourd'hui, les prix de vente de ces mêmes «De Gaulles» sont plus de 12 fois ce qu'ils étaient à l'époque.
Le «De Gaulle» 14 mm, 1,5 gr d'or : 400 F. Le «De Gaulle» 21 mm, 6 gr d'or : 1350 F. Le «De Gaulle» 30 mm, 15 gr d'or : 3375 F.

Ces prix ont donc subi une hausse de plus de 1200 % en quelques années, soit une moyenne annuelle de plus de 100 % par an, et cela sur 12 ans. Il est à signaler d'autre part que ces «De Gaulles» anciens sont actuellement introuvables et qu'il y a peu de chances que les précédents souscripteurs acceptent de s'en défaire, compte tenu de leur grande rareté. Bien entendu, les chiffres mentionnés ci-dessus ne font que constater le passé et ne peuvent en aucun cas être considérés comme une garantie de plus value.

Des prix garantis jusqu'à la livraison

Les prix mentionnés ci-dessus sont garantis jusqu'à la livraison des Ateliers de la Monnaie de Paris. Les livraisons des Ateliers de la Monnaie

sont prévues pour s'échelonner de décembre 1980 à avril 1981. Néanmoins, ces prix ne sont garantis que pour les 500 premières séries. Au-delà de cette quantité, les prix risquent d'être majorés en cas de hausse du métal précieux. Les souscripteurs qui auraient retourné leur Titre Personnel de Souscription en retard pour bénéficier de la présente offre, seraient évidemment avisés et auraient la faculté de se désister.

Constituez-vous un trésor en or 22 carats : Le «De Gaulle» que la Monnaie de Paris réédite pour la première fois depuis dix ans, fait partie d'une série intitulée «Les Grands Leaders Politiques dans le Monde». Aussi, la réédition du «De Gaulle» sera certainement suivie par la réédition de quelques autres Grands Leaders qui ont marqué leur époque, dont notamment le «Churchill» et le «Mao Tse Tung».

De strictes limites de souscription
Les souscripteurs de l'émission du 40^e anniversaire de l'appel du 18 juin ne seront admises qu'à concurrence de 5 000 séries.

Toute souscription qui parviendrait hors de cette limite serait retournée et ne pourrait pas être honorée. Sauf à trouver une personne qui aurait souscrit à temps et qui accepterait de se désister de son «De Gaulle». En plus, il a été fixé une limite de 5 séries complètes du «De Gaulle» ou bien de 10 «De Gaulles» d'une même taille, par souscripteur.

TITRE PERSONNEL DE SOUSCRIPTION

à découper et à retourner à
LA NUMISMATIQUE FRANÇAISE, SERVICE «DE GAULLE»,
41 RUE FRANÇOIS 1^{er}, 75008 PARIS

Je désire souscrire en «De Gaulle» (réédition du 40^e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940), frappé dans les Ateliers de l'Administration de la Monnaie de Paris.
Toute souscription est sujette à acceptation préalable. En cas d'acceptation, je vous prie de m'adresser : (indiquer les quantités souhaitées).

☐ «De Gaulle» or 14 mm : 400 F. ☐ «De Gaulle» or 30 mm : 3375 F.
☐ «De Gaulle» or 21 mm : 1350 F. ☐ «De Gaulle» or, série complètes : 125 F.

☐ «De Gaulle» argent 1^{er} titre 21 mm, 6 gr : 180 F.

Je ne vous adresse pas d'argent aujourd'hui. Je régle ai réception de ma facture, qui me sera adressée dès l'acceptation de ma demande de souscription (les frais d'envoi sont en sus : 20 F).

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Tél. _____ Date _____ Signature _____

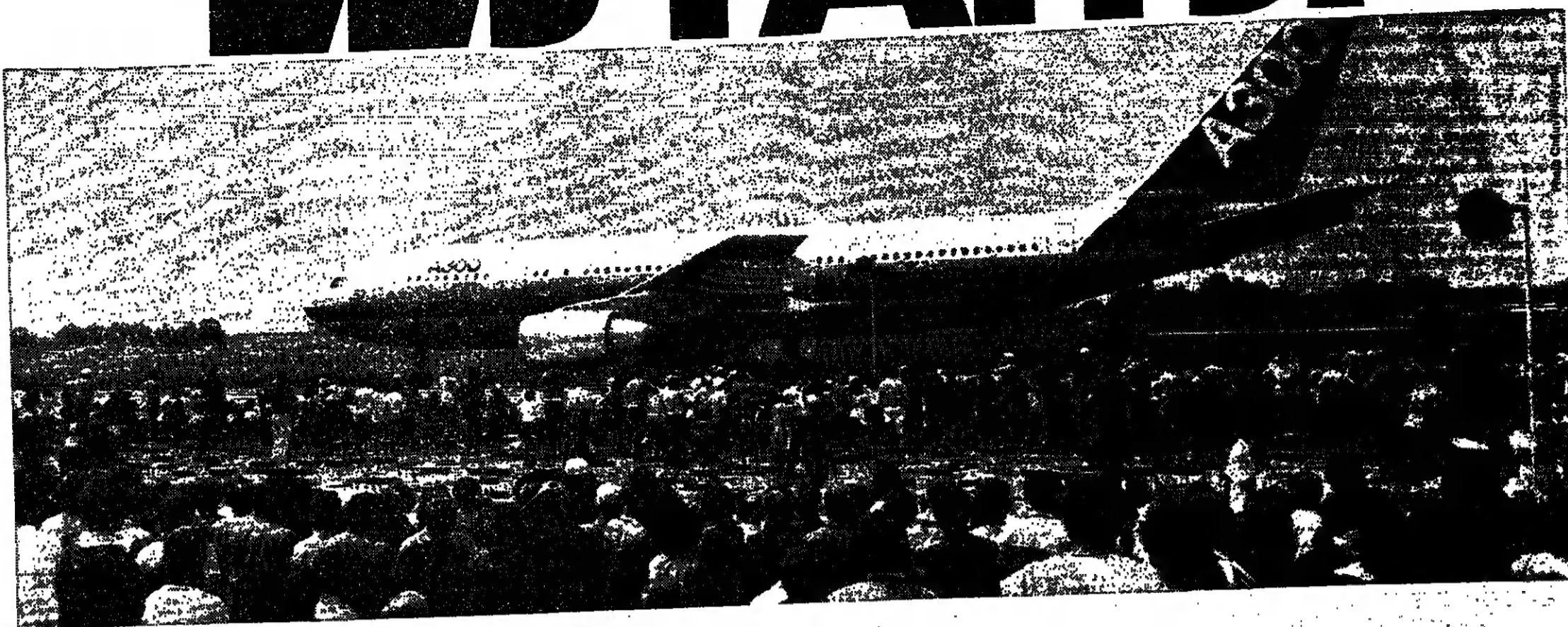
Pascal Jardin. La bête à bon Dieu.



Suite et fin du Nain Jaune.
Un extraordinaire souffle de vie.
200 pages.

FLAMMARION

LES FAITS.



L'EFFET.

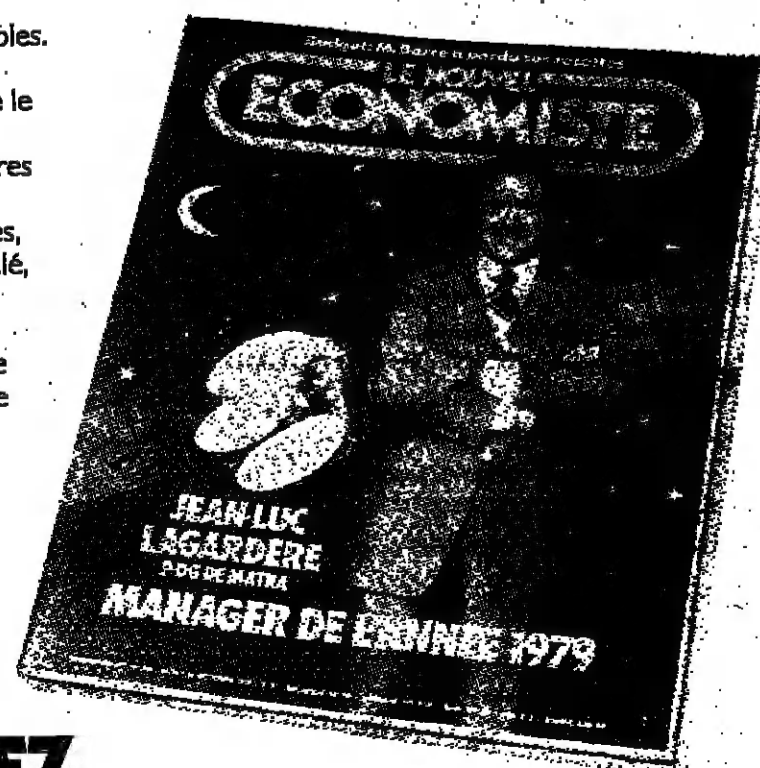


Quand l'Airbus décolle, ce sont les ventes à l'étranger de la technologie de pointe française qui grimpent.
Pas d'interprétation là-dedans, mais des faits. Et leurs conséquences, concrètes, vérifiables. Sans devoir d'école sur les hypothèses ni dissertation sur les doctrines.
C'est ce qu'attendent aujourd'hui les vrais décisionnaires. C'est ce que leur apporte le Nouvel Economiste.

Chaque vendredi, le Nouvel Economiste informe, analyse et commente, sans œillères ni parti-pris. Et bien souvent avant tout le monde.
L'économie générale, l'emploi, l'importation, le commerce, la finance, les entreprises, les hommes, les syndicats, l'innovation, les techniques... Tout est abordé, tout est fouillé, tout est clairement exposé.

Le Nouvel Economiste ne propose pas une réflexion sur l'économie: le Nouvel Economiste donne à ceux qui décident les éléments qui leur permettront de prendre leur décision en connaissance de cause. Qu'il s'agisse de leur vie professionnelle ou de leurs affaires privées.

Savoir pour agir, et non pas savoir pour savoir. C'est la volonté du Nouvel Economiste. Et c'est celle des hommes qui le lisent.



**LE NOUVEL ECONOMISTE.
NOUS INFORMONS. VOUS DECIDEZ.**

مكتبة من الأعمال

LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

Un balcon en ruine

(Suite de la première page.)

Mais sa démocratie à lui était du type musclic jacobin. Il liquida sans autre forme de procès les dirigeants communistes. Il mena la vie dure aux traditionalistes groupés autour de leurs chefs coutumiers, les *aghas*. Quant aux nationalistes kurdes, dont il avait payé le concours de belles promesses, il noya dans le sang leurs velléités d'autonomie.

Abondamment côtoyée par les bons esprits de la terre entière, la réussite d'Atatürk lui valut des émules. Si les résultats obtenus par Nadir chah en Afghanistan

nieten demeuraient modestes, il n'en alla pas de même en Perse, où un colonel de cosaques renversa le trône verrouillé des Khedjars, sur lequel il s'installa sous le nom de Reza Chah. Il reconstruisit le pays en Iran pour le rattacher à la tradition antique, et alla jusqu'à donner à la dynastie par lui fondée le nom de Pahlavi, repris de la langue parlée sous le règne des Sassanides, soit avant la conquête musulmane. Il ne pouvait pas défer plus ouvertement le pouvoir des prêtres, des mollahs, qui devaient faire chèrement payer à son fils le poids des outrages qu'il leur fit subir.

Un coup d'Etat tous les dix ans

Atatürk mourut en 1938. Il fut remplacé par Ismet Inönü, son fidèle compagnon d'armes. Celui-ci réussit à maintenir la neutralité de la Turquie pendant la deuxième guerre mondiale et fut victime de ses efforts pour faire mériter au pays son nom de démocratie : à la surprise générale. Il perdit les élections de 1950 au profit du parti démocrate, porte-parole des paysans et des religieux. Le succès de cette formation mettait en évidence un divorce entre les villes, tournées vers l'Europe, et les campagnes très attachées à l'Orient et à l'Islam.

A partir de 1954, le gouvernement dut faire face à de graves difficultés économiques et sociales, conséquences d'une industrialisation trop rapide. Le climat se tendit de plus en plus. En 1960, l'armée sortit de ses casernes, au nom du hémalisme, et ramena Inönü. Mais celui-ci ne réussit pas à obtenir la consécration du suffrage universel. Dès 1965, le Parti de la justice de Süleyman Demirel, héritier du parti démocrate dissous, gagna haut la main les élections. Pas plus que Demirel, il ne réussit à dominer la crise économique, et l'on vit se développer un mouvement de guérilla turban.

Une seconde fois, en 1971, les militaires intervinrent en imposant un gouvernement de salut public. La tension, depuis lors, n'a fait que s'aggraver, du fait notamment de la crise économique mondiale : à l'heure actuelle, l'essentiel du produit des exportations turques va à l'achat de pétrole et au service d'une dette qui est parmi les plus élevées du monde. Les militaires ont fait quelque deux mille morts depuis le début de l'année.

Dans ces conditions, c'est plutôt avec un soupire de soulagement que l'on a accueilli le troisième putsch des généraux turcs, soucieux en priorité de donner un coup d'arrêt au terrorisme. Mais il leur faut se battre sur deux fronts : d'un côté les extrémistes de gauche, déterminés à faire sauter l'une des places fortes de l'impérialisme américain et à jeter dans les bras des Russes le pétrole qu'ils ne reçoivent pas, de ce fait, quelques encouragements au Nord, de l'autre, ceux de droite : fascistes, ou « fondamentalistes » dont on ne jurerait pas qu'ils ne bénéficient pas d'encouragements au Sud ou à l'Est. Compte tenu d'une situation économique proche de la banqueroute, rien d'étonnant que l'actuelle tentative des militaires réveille mieux que celles de 1960 et de 1971 : à chaque fois, au fond, ils ont été impuissants à

endiguer durablement la remontée des forces hostiles au hémalisme, dont Paul-Marie Henry article du Monde (1), annonce, dès l'an dernier, la fin.

L'écroulement de la Turquie, qui demeure possible, l'avènement sur son sol d'un pouvoir qui prendrait son inspiration à Moscou, à Tripoli ou à Téhéran, constituerait pour la coalition atlantique après la chute de la monarchie iranienne, autre preuve de l'échec du hémalisme, une défaite retentissante. Car la Turquie, gardienne des détroits, est aussi le principal point d'appui des États-Unis en Méditerranée orientale et au Proche-Orient. Leur base la plus proche se trouve à 3 000 kilomètres de là, à Diego-Garcia. On comprend qu'ils s'emploient activement à s'installer en Égypte et à se procurer des « facilités » en Somalie, en Oman et à Bahreïn.

Il y a une belle leçon, en effet, que la Turquie a dû renoncer à la neutralité qu'elle avait pu maintenir pendant la deuxième guerre mondiale. A peine celle-ci finie, l'U.R.S.S. a tenté de s'assurer des bases dans les Dardanelles et en Égée, et de mettre la main sur l'Asie Mineure d'Iran. Ankara, du coup, fut bien aise de pouvoir compter sur la protection des États-Unis, qui lui fut solennellement promise en 1947 par la doctrine Truman. De son côté, la Grande-Bretagne, privée des Indes, se hâta d'un empire de rechange en Orient arabe, autour de l'Irak gouverné par un de ses hommes liges, Noury Saïd.

Poster Dulles dirigeait alors, au nom d'Eisenhower, la diplomatie américaine. Convaincu que le seul moyen de « contenir » l'agressivité naturelle de l'Union soviétique était de l'entourer d'une ceinture ininterrompue de pays amis, il entreprit de construire un pont entre le pacte atlantique et celui dit de Manille, qui avait été conclu après la fin de la première guerre d'Indochine entre les États anticomunistes de l'Asie du Sud-Est, l'Égypte, présentée pour y participer, refusa du fait de la position pro-occidentale prise par Washington et par Londres. Un pacte qui créait le Cento (Central Treaty Organisation) n'en fut pas moins conclu, le 24 février 1955, à Bagdad, entre l'Irak et la Turquie, auquel devaient bientôt se joindre le Royaume-Uni, le Pakistan et l'Iran. L'absence des États-Unis n'était que de pure forme puisqu'ils étaient présents dans tous les organismes. Celle de la France s'expliquait par la guerre d'Algérie, qui rendait sa fréquentation par trop compromettante.

La guerre froide au Proche-Orient

Sur le moment, la signature du pacte fut considérée comme un grand succès pour la diplomatie occidentale. En fait, il n'avait réussi qu'à introduire la guerre froide au Proche-Orient et à jeter dans les bras des Russes les Égyptiens furieux de l'encouragement ainsi donné aux visées hégémoniques de Bagdad, que résumait l'image du Croissant fertile. Depuis lors, le Proche-Orient n'a pas cessé d'être un terrain d'affrontement. Dresser la liste des guerres étrangères ou civiles, des massacres, des renversements d'alliances, des fusions vite dénoncées qui s'y sont succédées, serait fastidieux. On notera seulement que trois ans après la signature du pacte de Bagdad, un coup d'État entraîna, le 14 juillet 1958, l'assassinat de Noury Saïd et de son roi, la chute du régime monarchiste et la sortie de l'Irak du pacte de Bagdad. Entre les putschs sanglants et les soulèvements kurdes, ce pays a connu depuis lors de nombreuses vicissitudes. Mais il n'a guère varié dans son opposition à Israël, à la Syrie et à l'Iran.

Dans le cas du premier nommé, l'absence de frontières communes a toujours singulièrement limité les effets pratiques d'un discours d'une violence extrême. Dans

On avait vu alors le souverain iranien ambassadeur, à Alger, l'homme fort de l'Irak, qui en est aujourd'hui devenu président, ce même Saddam Hussein à propos duquel il nous avait dit, quelques mois plus tôt, ne pas comprendre « comment le monde avait pu prendre une interview d'un tel tueur ». C'est dans ce moment d'exceptionnel dégel que Bagdad devait inviter à se taire ou à s'exiler l'ayatollah Khomeiny, qui depuis quinze ans menait depuis son territoire, contre le régime impérial, une campagne de propagande acharnée. Jusque-là, en effet, non content de contrer les prétentions territoriales de Téhéran et son appui aux intérêts américains, l'Irak se posait, contre les systèmes féodaux du Golfe, en champion du tiers-mondisme le plus radical, et même du socialisme scientifique, à travers un dît pro-soviétique.

C'était là l'aboutissement d'une évolution marquée entre les deux pays par de sévères périodes de tension, notamment après l'exécution massive à Bagdad de communistes. Mais la conclusion d'un traité d'amitié, le fait que dans les communautés communes les dirigeants irakiens se voyaient décerner le titre rarement attribué de « camarades », le rôle joué par l'U.R.S.S. dans le développement économique et militaire du pays, portaient à croire que celui-ci était définitivement engagé, comme Cuba ou le Vietnam, sur la voie conduisant à l'intégration dans le camp socialiste.

Une fois de plus, cependant, il est apparu que, surtout en Orient, rien n'est définitif. L'établissement, à Kaboul et à Aden, en 1978, à la suite de coups d'État ouvertement encouragés par Moscou, de régimes proprement communistes a suscité à Bagdad, où le parti communiste demeure puissant, des craintes que l'invasion de l'Afghanistan ne pouvait qu'encourager.

Après bien d'autres, l'Irak a compris qu'il ne faut pas bon, si l'on entend garder son indépen-

dance, se mettre sous la protection exclusive des Soviétiques. D'où ses efforts répétés pour diversifier ses achats d'armes que la France a encouragés jusqu'à prendre le risque de l'aider à se doter d'un armement nucléaire. D'où ses votes remarqués à la conférence islamique d'Islamabad et aux Nations unies pour condamner l'intervention soviétique en Afghanistan. D'où, enfin, son rapprochement avec l'Arabie Saoudite, qui s'explique d'abord par le défi religieux que Khomeiny lance aussi bien au modérisme socialiste et à la gauche qu'à l'islamisme radical, et par le fait que, dans le monde arabe, on ne peut pas se passer de pétrole. Mais, en même temps, le fait que l'Irak, en misant sur l'appartenance au club de plus de la moitié de sa population, qu'un conservatisme pro-occidental des féodaux de Ryad. Dès à présent, ce rapprochement a abouti à des résultats : les deux pays, qui contrairement à eux seuls près de 80 % de la production de l'OPEP, ont contraint les rates Riads qui avaient des ambassades à Jérusalem à les replier à Tel-Aviv, en réplique à la décision de M. Begin de proclamer la première nomination « capitale éternelle » d'Israël. Ils ont adopté, lors de la dernière réunion de l'OPEP, une attitude commune sur le problème de la limitation de leur production. Enfin, le roi Khaled a manifestement donné le feu vert à l'attaque de l'Iran.

La guerre entre deux des pays que le pacte de Bagdad avait prétendu sceller achève évidemment de mettre en lumière l'échec de la tentative des Américains pour établir, au sud de l'U.R.S.S., un barrage comparable à celui qui la contient en Europe. Il est significatif qu'elle ne constitue pas pour autant un succès pour l'U.R.S.S., dont l'embarras paraît bien, en la circonstance, résumer l'attitude. L'Iran n'est pas sorti de la sphère d'influence des États-Unis pour tomber dans la sienne. Quant à l'Irak, il poursuit en l'affaire des visées propres — récupération du contrôle du Chatt-el-Arab, neutralisation de la prédication khomeiniste, expansion dans les régions voisines — qui

n'ont rien à voir avec les objectifs du Kremlin, lequel se trouve au demeurant aux prises avec bien trop de soucis, en Éthiopie, en Afghanistan, en Pologne, pour s'en mettre d'autres sur les bras. A quoi s'ajoute qu'il ne sait pas trop comment répondre aux sollicitations du président Assad. Conscient de la faiblesse de son pouvoir face aux assauts des frères musulmans, celui-ci vit, depuis la défection égyptienne, dans la crainte d'une attaque israélienne. Il voudrait bien, pour s'en prémunir, conclure un traité d'alliance avec l'U.R.S.S., dont il n'a pas craint, pour ce faire, d'approuver l'intervention à Kaboul. Mais les Soviétiques hésitent d'autant plus à s'engager qu'ils ont appris, à la lumière des traités analogues conclus avec l'Égypte et l'Irak, combien il est difficile

de bâtir durablement sur le sable de l'Orient.

Il n'y a pas eu d'épreuve de forces majeures dans le monde depuis trente-cinq ans dans laquelle l'une ou l'autre des super-puissances, sinon les deux, ne se soit trouvée plus ou moins directement engagée. Si la guerre irako-iranienne devait faire exception à la règle, ce serait le signe que les deux empires, dont la rivalité domine ce demi-siècle, ne sont plus décidément en mesure d'imposer leur volonté à leurs clients indociles. Mais il faut tout de même attendre quelque temps avant d'être sûr que ceux qu'ils avaient coutume de traiter en simples pions de l'échiquier sont en passe de devenir les maîtres du jeu.

ANDRÉ FONTAINE.

279000 F
AU LIEU DE 396000 F
VOTRE APPARTEMENT

ANTIBES

Pour tout savoir sur la nouvelle propriété, rendez-vous bon à Pierre et Vacances - 54, av. Marceau - 75008 Paris - Tél. 720.70.87

Nom _____ Profession _____

Adresse _____

Tél. _____ Tél. Bure. _____



ANTIBES

3 AUX GALERIES LAFAYETTE

AUX GALERIES LAFAYETTE.
LA FÊTE DES RECOMMENCE. POUR LA 21^e FOIS. UNE FÊTE EXCEPTIONNELLE.
LES ARTICLES SONT EXCEPTIONNELS : CHOISIS SPÉCIALEMENT POUR LES
LES PRIX SONT EXCEPTIONNELS : CE SONT LES FAMEUX PRIX ENFIN,
LES DE RÊVE : DES PRODUITS DE RÊVE, DONT TOUT LE MONDE RÊVE, A DES PRIX NE LES RATEZ PAS.
ET AUSSI, LE CRÉDIT GRATUIT 9 MOIS* SUR TOUT LE MAGASIN.

animé par **EUROPE 1**

* Crédit gratuit 9 mois à partir de 1000 F d'achat, sans sur les articles marqués d'un petit rouge, après versement comptant 10%, dès occupation du dossier. Les frais de crédit Cofinac sont pris en charge par les Galeries Lafayette, sans aucune incidence (TTC) avant sur le montant du crédit.

Galerias Lafayette

Hausmann, Belle-Épine, Maine Montparnasse, Entrepôt de l'Île Saint-Denis.

JEUDI
25
SEPTEMBRE

VENREDI
26
SEPTEMBRE

SAMEDI
27
SEPTEMBRE

(1) La fin du hémalisme. Le Monde du 11 décembre 1979.

EUROPE

Pologne

Les syndicats indépendants affirment que la diffamation des dissidents constitue une violation des accords de Gdansk

Varsovie (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). Dans la bousculade joyeuse, M. Lech Wałęsa et d'autres représentants des fondateurs des syndicats indépendants Solidarnosc ont déposé mercredi 24 septembre la demande d'enregistrement de leur organisation qui représente en fin de compte trente-huit comités interentreprises. Une foule de trois mille personnes les a suivis ensuite jusqu'au bureau du soldat inconnu où une gerbe a été déposée.

Puis, pendant deux heures, au siège du gouvernement, quatre vice-présidents ministériels, MM. Mieczysław Jagielski, Kazimierz Barcikowski, Aleksander Kopeć et Tadeusz Grabek, et la délégation syndicale, présidée par M. Wałęsa, ont discuté une soixantaine de représentants venus de toute la Pologne : de Szczecin, Wrocław, Lublin, Katowice, etc., ont débattu de leurs griefs réciproques. M. Wałęsa a déploré « l'absence » de l'information dans le pays, la propagande des nouveaux syndicats, disant que de telles « lacunes » ne peuvent que dégrader une situation dans laquelle les militants syndicaux sont discriminés « dans de nombreuses régions du pays.

Le vice-premier ministre, M. Barcikowski, signataire de l'accord de Szczecin, a dit qu'il ne fallait pas « rétrograder » ces difficultés, les organisations ouvrières indépendantes sont « quelques choses de nouveau » et n'ont pas encore acquis droit de cité partout.

Le désaccord a été total quant à l'appréciation du rôle des dissidents. Ceux-ci, qualifiés officiel-

lement de « forces antisocialistes », font l'objet depuis plusieurs jours d'une sévère campagne dans les moyens d'information. M. Jagielski, le négociateur des accords de Gdansk, a pris à partie les dissidents qui, selon lui, œuvrent pour saper le socialisme en contradiction avec l'accord social signé aux chantiers navals de Gdansk.

A M. Barcikowski, qui proposait d'écarter des enregistrements de déclarations des « forces antisocialistes », M. Wałęsa a répondu abruptement : « Nous n'avons pas le temps. D'ailleurs, à pour- suivi le leader syndical, « ces forces n'ont aucune influence sur les travailleurs ».

Une « petite remise en ordre »

Les délégués ont d'autre part chaleureusement applaudi le représentant du « syndicat indépendant des agriculteurs », M. Zdzisław Ostalek, qui a dénoncé la « gabegie » et le « désordre » qui, selon lui, règnent dans la gestion des affaires agricoles. Il a demandé que la campagne soit « réellement administrée » par les paysans ; il a ajouté : « Le nom du système importe peu. L'essentiel est que les gens aient de quoi manger et soient heureux ».

Puis, tard, dans la journée, au cours d'une réunion à l'usine de tracteurs Ursus, M. Wałęsa et ses amis ont rendu publiques deux motions adoptées le matin.

La première est très explicite : « Le 24 septembre, la presse a annoncé la création par le Conseil d'Etat d'une commission pour

l'élaboration d'un projet de loi sur les syndicats. Le syndicat indépendant et autogéré n'a pas été consulté sur sa composition. Ses représentants ont été délégués à la commission, sans qu'on leur ait demandé leur avis. La commission de coordination des syndicats indépendants estime que la composition de ladite commission crée un manque de parti pris flagrant et prive pratiquement les syndicats indépendants de toute influence sur le projet de loi à élaborer ».

Le second texte, émanant aussi de la commission de coordination, appuie clairement les dissidents : « Le 23 septembre, le journal télévisé a présenté des interviews tronquées de Marija Pionka et Jacek Kuroń, deux personnes qui secondent le comité de coordination des syndicats indépendants de Gdansk. L'émision en question est une nouvelle tentative de jeter le discrédit sur des militants et d'autres personnes soutenant le syndicat indépendant de Solidarnosc. Nous rappelons qu'on a eu recours aux mêmes méthodes lorsqu'on refusait d'entamer les pourparlers avec le M.R.S. de Gdansk : il y a quelques semaines la propagande attaquait les grévistes de la même manière. Le comité de coordination des syndicats indépendants et autogérés procède à la mise en garde des syndicats indépendants et est impossible sans l'aide des hommes de bonne volonté, entre autres sans l'aide des militants politiques indépendants qui, depuis des années, défendent les persécutés. Ils ont défendu entre autres ceux qui sont aujourd'hui en prison : Lech Wałęsa, Andrzej Gizański, Kazimierz Switon, Andrzej Kozłowski, Alina Pienkowska, Jacek Pichowski, Nic-

ola et emprisonnés pour leurs activités en faveur des syndicats indépendants. Ceux qui la propagande désigne par le nom de forces antisocialistes émettent depuis quatre ans les thèses que l'on avance aujourd'hui dans la discussion nationale sur le programme du régime. Nous considérons la diffamation des militants et des personnes collaborant avec les syndicats indépendants et autogérés comme une action dirigée contre les syndicats et qui constitue une violation des accords de Gdansk approuvés par les ouvriers de la Pologne entière ».

En fin de la journée, M. Wałęsa a dû se soumettre à une conférence de presse dans les locaux de l'agence officielle Reutpress. Répondant aux questions des journalistes étrangers, notamment soviétiques, il a dit notamment : « Nous ne sommes une menace pour personne et ne pouvons remettre personne en question. C'est ainsi que tout le monde nous comprend, et encore plus nos amis et nos voisins. (...) Nous faisons chez nous une petite remise en ordre qui devrait servir d'exemple. » Parant des pays occidentaux, il a dit : « Les modèles étrangers ne nous conviennent pas. Certaines choses qui, mais pas toutes. Nous sommes la Pologne, et pour la Pologne, il faut s'y prendre différemment ».

D'autre part, on apprenait que le président du comité de radio et de la télévision, M. Józef Barcki, nommé à ce poste le 24 août, et porte-parole du gouvernement sans remplace par M. Zdzisław Siedziński, rédacteur en chef du journal Głosza Robotnicza, organe du parti de Wrocław. L'ancien ministre des cultes, M. Kazimierz Rakol, qui avait perdu son portefeuille en même temps que son siège au comité central après le huitième congrès, en février, a été nommé à la présidence de la radio-télévision.

Enfin, une enquête a été ordonnée par le parquet de Varsovie contre M. Leszek Moczulski, président de la Confédération des syndicats indépendants (mouvement) récemment hétérodoxe, après avoir été arrêté mardi. Il est reproché à M. Moczulski, précise l'agence F.A.P., d'avoir porté atteinte à la dignité de la télévision, M. Józef Barcki, nommé à ce poste le 24 août, et porte-parole du gouvernement sans remplace par M. Zdzisław Siedziński, rédacteur en chef du journal Głosza Robotnicza, organe du parti de Wrocław. L'ancien ministre des cultes, M. Kazimierz Rakol, qui avait perdu son portefeuille en même temps que son siège au comité central après le huitième congrès, en février, a été nommé à la présidence de la radio-télévision.

Union soviétique

Un dissident condamné bénéficie d'un sursis après avoir reconnu ses « erreurs »

De notre correspondant

Moscou. — M. Lev Regelson a été condamné, mercredi 24 septembre, à cinq ans de camp avec sursis. M. Viatcheslav Bakhtine, à trois ans de camp sans sursis. Deux procès, deux verdicts. M. Regelson, qui appartenait au « séminaire orthodoxe », non officiel, était accusé d'agitation et de propagande anti-soviétique. Il a reconnu ses « erreurs » et il s'est repenti d'avoir porté préjudice au prestige international de l'U.R.S.S. M. Bakhtine, l'un des fondateurs de la commission de travail sur l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques, était accusé de fabrication et de diffusion de calomnies sur le système politique et social de l'U.R.S.S. Il a refusé, pour sa part, de coopérer avec ses juges et leur a même déclaré, après lecture du verdict, que ses jeunes enfants et petits-enfants auraient honte de ce procès.

La différence du traitement infligé aux deux accusés explique sans doute par leurs attitudes respectives. C'est la première fois, en tout cas à notre connaissance, qu'un procès de dissident se termine par une peine assortie de sursis. Jusqu'à présent, il n'y avait eu que des condamnations fermes, même si certains condamnés plus coopératifs que d'autres ont parfois bénéficié de libération anticipée. Cette dernière, toute relative des autorités peut inciter d'autres accusés à confesser leurs fautes. Elle peut également jeter le trouble dans les rangs aujourd'hui bien clairs des contestataires, qui seront enclins à se méfier les uns des autres.

Une autre particularité de la série de procès qui vient de s'ouvrir — quatre collaborateurs de la revue non officielle Potki (Recherches) (1), ainsi que des animateurs du Comité de défense des croyants devraient passer inévitablement en jugement — est que le nombre des dissidents prêts à plaider coupable a brusquement augmenté. Alors que depuis le début du mouvement contestataire, il y a une dizaine d'années, seuls deux de ses membres — Piotr Yakir et Zviad Gamsakhouria — étaient publiquement revenus sur leurs engagements, au moins cinq ont renié leurs convictions quand ils n'ont pas chargé leurs amis au cours des derniers mois. Certes, les autorités disposent de divers moyens pour obtenir ces reniements : menaces physiques, in-

fluence morale, pression sur la famille et les enfants, etc. Il n'est pas moins que ces moyens ne sont pas nouveaux, mais ils ne sont pas toujours aussi efficaces.

Même si les dirigeants soviétiques reprochent aux Occidentaux de vouloir privilégier, à l'occasion de la conférence de Madrid, l'un des aspects de l'acte final d'Helsinki — la question des droits de l'homme — pour mettre en accusation l'U.R.S.S., ils se sont préparés à affronter les critiques. La série actuelle de procès fait paradoxalement partie de cette préparation. En effet, par rapport aux affaires précédentes, la détention préventive est beaucoup plus courte ; les accusés sont jugés plus rapidement ; l'agence Tass donne une plus grande publicité aux débats, qualifiés de publics bien qu'avec observateurs étrangers n'y soit admis. Elle insiste dans ses commentaires sur le caractère de « droit commun » des crimes et délits reprochés aux accusés, certains d'entre eux semblent concéder cette opinion en plaçant coupable. Ceux qui se montent coopératifs peuvent bénéficier de l'indulgence du tribunal : la conclusion qui paraît s'imposer est que les dissidents condamnés le sont en toute justice.

DANIEL VERNET.

(1) Le procès de M. Abramkin, qui a été ouvert le mercredi 24 septembre, a été ajourné au 1er octobre en raison d'une maladie de son avocat.

ASIE

Inde

Le Sénat américain autorise la vente de 38 tonnes d'uranium enrichi

De notre correspondant

Washington. — A la suite d'une des batailles parlementaires les plus vives de ces dernières années, le Sénat américain a autorisé, mercredi 24 septembre, la vente de 38 tonnes d'uranium enrichi à l'Inde. C'est une décision importante, susceptible d'affecter la politique de non-diffusion des armes nucléaires défendue par les Etats-Unis. C'est aussi une grande victoire pour M. Jimmy Carter — la première qu'il remporte au Congrès depuis longtemps.

M. Carter s'est battu avec acharnement. Ses émissaires se sont efforcés de convaincre le Sénat tandis qu'il téléphonait personnellement aux sénateurs indécis. C'est à deux voix de majorité (48 contre 40) que sa thèse l'a finalement emporté.

Les Etats-Unis livraient de l'uranium enrichi à l'Inde depuis 1963 pour approvisionner deux réacteurs à Tarapur, près de Bombay. Mais ce pays refuse d'adhérer au traité de non-prolifération des armes nucléaires signé cinq ans plus tard. Et, en 1974, il procéda à une première explosion atomique, grâce à du matériel fourni par le Canada et les Etats-Unis.

Cela incita le Congrès américain à adopter en 1978 la loi de non-prolifération nucléaire : une disposition très stricte obligeant les clients des Etats-Unis à soumettre leurs installations nucléaires à des contrôles internationaux. La loi fut votée avec l'appui de M. Jimmy Carter, qui deux ans plus tôt, lors de sa campagne présidentielle, s'était posé en adversaire résolu de la dissémination des armes nucléaires. Il fut convenu que l'administration américaine disposerait de deux ans pour renégocier les accords en vigueur avec un certain nombre de pays.

Mais l'Inde refusa, encore une fois, de se soumettre. Un accord avait été conclu en 1968. De quel droit les Etats-Unis la renégociaient-ils en question ?

Des arguments contraires

Au fil des mois, la position de M. Carter s'affaiblissait, puis changea carrément. En juin 1980, le président décida qu'on livrerait de l'uranium à l'Inde, malgré le vote, en sens contraire et à l'unanimité, de la commission de contrôle compétente. C'était porter l'affaire devant le Congrès.

Les partisans de M. Carter ne manquaient pas d'arguments. Ils rappelaient l'effort d'Inde exportée par New-Delhi selon laquelle un accord ne peut être modifié par un seul des partenaires. Ils insistent sur le fait que l'Inde aurait, en tout cas, les moyens de construire d'autres bombes, car, si on ne lui donnait pas cet uranium, elle irait le chercher ailleurs ; en Union soviétique, par exemple. N'aurait-elle pas conclu un accord militaire avec le Kremlin ? D'ailleurs, ceux qui s'opposaient à la vente des trente-huit tonnes d'uranium ne voulaient pas, au fond, empêcher M. Gandhi d'avoir fait affaire avec Moscou ?

Deux autres arguments, plus décisifs, étaient défendus par le président lui-même. Premièrement, ce n'est vraiment pas le moment de se brouiller avec un autre Etat asiatique. Deuxièmement, en donnant satisfaction à l'Inde, on pourrait avoir une certaine influence sur elle et l'ame-

ner à adhérer au traité de non-prolifération. Les adversaires de la vente retournaient cette démonstration comme un gant. L'Union soviétique ? Jamais elle ne donnerait un gramme d'uranium à l'Inde. Sur ces choses-là, les Russes ne plaisaient pas. Mme Gandhi n'est-elle même pas le demandeur, étant trop soucieuse de conserver des relations avec Washington. Et on veut « garder » l'Inde, ajoutaient ces parlementaires, il existe d'autres moyens, plus efficaces : développer le commerce avec elle, lui permettre notamment de vendre davantage de textiles aux Etats-Unis.

Mais l'argument clé était évidemment que, en livrant de l'uranium enrichi à un pays qui se refuse aux contrôles internationaux, Washington perdait toute crédibilité. Il n'avait plus qu'à ranger dans le tiroir la politique de non-diffusion des armes nucléaires. Les Américains furent non seulement les partisans, mais les promoteurs au milieu des années 60. Après cela, comment penser l'Inde, le Pakistan, le Brésil, l'Argentine ou l'Afrique du Sud d'adhérer au traité de 1968 ? Comment « garder » la France parce qu'elle vend de l'uranium très enrichi à l'Irak ? Et y a-t-il quelques jours encore, les Etats-Unis ne viennent-ils pas d'exprimer leur amertume au gouvernement de Berner parce que des armes nucléaires auraient été livrées au Pakistan du matériel nucléaire susceptible de finir dans les laboratoires de l'Armée ?

La Maison Blanche a exprimé sa satisfaction aussitôt après le vote du Sénat, mais qu'il lui fallait attendre la victoire, elle s'est efforcée de rassurer : à l'avenir, l'Inde ne recevra de matériel nucléaire qu'à la condition expresse de donner des garanties. — R.S.

AFRIQUE

Ouganda

L'OPÉRATION

HUMANITAIRE FRANÇAISE AU KAROMOJA A PRIS FIN

L'opération française Menthe lancée le 22 août pour aider la population de Karomoja (district de l'Ouganda) frappée par la famine, a pris fin le dimanche 21 septembre. Les deux hélicoptères Funn qui ont permis, en deux vols, de transporter de 173 tonnes de vivres et de médicaments, ont été démontés au Kenya et les quarante et un militaires français de l'opération ont quitté Nairobi pour Paris le 22 septembre. Le lieutenant-colonel Alain Pfister, qui commandait le détachement, a estimé que « la situation d'urgence était passée » dans le Karomoja. Les équipes médicales de Médecins sans frontières et de Médecins du monde vont cependant rester sur place au moins jusqu'à la fin de l'année. L'Ouganda doit encore envoyer 3 000 tonnes de céréales. Une assistance technique pour le développement agricole et l'irrigation de la région est également prévue.

A travers le monde

Corée du Sud

TOUS LES PARTIS POLITIQUES SUD-CORÉENS ET L'ASSEMBLÉE NATIONALE auront des débats après l'adoption de la nouvelle Constitution par référendum le 30 octobre prochain. A-t-on appris le mercredi 24 septembre à Séoul, de sources gouvernementales autorisées. Le Comité spécial pour la sécurité nationale, dirigé par des militaires, prévoit également des mesures de purges rétroactives qui frapperont un certain nombre d'hommes politiques. La nouvelle Constitution prévoit, d'autre part, que l'élection présidentielle aura lieu avant le 30 juin 1981.

CINQUANTE-SEPT ENSEIGNANTS ET ÉTUDIANTS DU DÉPARTEMENT DE MATHÉMATIQUES DU CENTRE UNIVERSITAIRE D'ORSAY ont adressé à l'ambassade de Corée du Sud une pétition de mandant : « la vie saute pour Kim Dae-jong ».

États-Unis

M. GEORGE WARNER, un haut fonctionnaire américain chargé de superviser en Thaïlande l'aide aux réfugiés khmères, a été arrêté mardi 23 septembre à Washington après avoir été surpris en flagrant délit au moment où il acceptait des pots-de-vin de la part de représentants de sociétés céréalières. — (A.F.P.)

Pérou

CINQ PÉRUVIENS licenciés par leur entreprise ont fait irruption, mercredi 24 septembre, dans l'ambassade de France à Lima pour tenter d'attirer l'attention sur leurs problèmes.

Roumanie

DES MANŒUVRES DE L'ARMÉE ROUMAINE destinées à contrôler la bonne organisation d'une « défense de la patrie dans les conditions d'une guerre conduite par tout le peuple » ont eu lieu le week-end dernier dans la région de Brasov, avec la participation, à côté de l'armée régulière et de la police, des gardes patriotes volontaires formés après l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968.

Tchécoslovaquie

NEUF DISSIDENTS INTERPELLÉS DIMANCHE 21 septembre ont été relâchés mardi, après avoir été interrogés sur leur apui aux grévistes polonais. Ils n'ont pas été inculpés. — (Reuter.)

LA CAMPAGNE DE L'OPPOSITION EN R.F.A.

Le ministre-président bavarois cherche à corriger son image

De notre envoyée spéciale

Cologne. — Un service d'ordre musclé contient avec peine la foule qui se presse aux portes du Palais des sports de Cologne, déjà pleine à craquer. La nuque dans les épaules, le candidat de l'opposition fait son entrée en fanfare dans l'arène, les bras levés pour accueillir l'ovation. M. Franz Josef Strauss, partout où il se produit, fait salle comble, même en dehors de ses fiefs. La salle est jeune. Le jeune Union chrétienne-démocrates et chrétiens sociaux — a visiblement mobilisé ses troupes, comme si l'opposition menait sur un avenir plus lointain que les prochaines élections.

L'heure n'est pas aux finesses politiques, elle est au spectacle. A la moindre plaisanterie, on s'élève, on s'élève, on s'élève. On attend du candidat chrétien-démocrate qu'il raille, qu'il tempête, qu'il exulte. Non : M. Strauss joue la maîtrise. Il ne fait qu'une bouchée des quelques contestataires légers passés à travers les mailles du filet filtrant les entrées (on ne participe plus à ses réunions électorales que sur invitation). Il parle d'une voix forte mais calme, s'autorisant ici un sarcasme, là une courte envolée. Pas de torrents d'injures, pas d'importunement, en tout cas, d'importunement. Le ministre-président bavarois a visiblement décidé de corriger son image. Mais n'est-il pas trop tard ?

Dans le duel auquel se résument les élections au Bundestag, M. Strauss est aujourd'hui quasi unanimement donné perdant.

C'est un discours presque entièrement défensif, que, sans s'embarrasser de nuances, il adresse à l'auditoire sur le thème : voilà ce qui attend la République fédérale avec Helmut Schmidt. La véritable alternative, dit-il, n'est pas entre la paix et la liberté, mais entre la paix et la soumission à l'U.R.S.S. Il décrit le chancelier actuel comme l'exécutant de ce qu'il nomme la « troïka » ou le « gros de Moscou » au sein du S.P.D. Il dénonce le glissement progressif de la société ouest-allemande vers le socialisme. L'alignement des Etats-Unis, l'hégémonie de l'U.R.S.S. et la « paix soviétique » promise à la République fédérale. Il jure, lui, de son atlantisme et de sa bonne foi, rappelle son passé politique irréprochable.

A quelques dizaines de kilomètres de là, M. Helmut Kohl, le président de la C.D.U., réunit ce jour de force de parier pendant plus d'une heure aux élections rassemblées pour l'entendre sur une petite place de Mülheim, en ne citant qu'une seule fois, en fin de discours, le nom de M. Strauss. Il est de ceux qui, chez les chrétiens-démocrates, se sont d'abord opposés à la candidature du ministre-président de Bavière et cachent mal aujourd'hui qu'ils lui demeurent hostiles. Il mobilise des milliers de militants, des moyens matériels colossaux, mais dans lesquels les enjeux sont moins bien définis que jamais.

CLAIRE TREAN.

Les cent premiers jours du « chancelier Strauss »

De notre correspondant

Bonn. — Les spécialistes des sondages (et, semble-t-il, la majorité des citoyens ouest-allemands) conviennent que M. Strauss n'a aucune chance de battre le chancelier Schmidt lors des élections du 5 octobre, le candidat de l'opposition chrétienne-démocrate n'en a pas moins présenté mercredi 24 septembre le programme qu'il entend réaliser durant les cent premiers jours qui suivront son avènement. D'un bout à l'autre de sa conférence de presse, il s'est comporté comme si aucun doute ne pouvait subsister quant à sa victoire. En fait, que chancelier, dit-il sans la moindre affectation, je détermine les grandes lignes de la politique gouvernementale. Je ferai ceci ou cela. J'ai de très bonnes relations avec le chancelier et j'en aurai de tout aussi bonnes avec un autre président américain si tel devait être le cas.

Ce programme des cent premiers jours ne comporte rien de très nouveau. Le chancelier Schmidt ayant été sa campagne

sur « la préservation de la paix » avec l'Est, M. Strauss réaffirme de son côté que sa première démarche consistera à se rendre à Washington afin de rétablir la confiance nécessaire non seulement entre la R.F.A. et les Etats-Unis, mais entre tous les partenaires de l'alliance atlantique. Notons la remise en ordre des finances et de l'économie de la R.F.A., dont les chrétiens-démocrates ont fait un thème essentiel dans la bataille électorale. M. Strauss a aussi mis l'accent sur la nécessité de défendre les droits de tous les Allemands, à l'Est comme à l'Ouest, alors que, selon lui, dans ses contacts avec le bloc soviétique, le chancelier Schmidt étudie ce problème.

Pressé de questions à ce sujet, M. Strauss a quasiment reconnu que, s'il ne l'emportait pas le 5 octobre, la famille chrétienne-démocrate serait en droit de choisir librement un autre candidat pour 1984.

JEAN WETZ.

مكتبة الأمل

nous déclare la veuve de l'ancien premier ministre Ali Bhutto

De notre envoyé spécial

cre une armée compromise qu'elle ne sera pas l'objet de la vindicte populaire. Elle doit réaliser l'im-passe dans laquelle elle se trouve et choisir son camp: celui des oppresseurs ou celui des opprimés.

Pour la fille, il s'agit d'isoler chaque jour davantage le général Zia : l'isoler au sein de l'armée et dans la classe politique.

Sur ce plan, les propos de la fille laissent entrevoir un changement d'attitude qui peut modifier singulièrement les données du problème pakistanais. Certes, elle continue à exclure toute alliance avec elle acceptée désormais d'envoyer une possible collaboration avec les autres partis, sur la base d'un programme minimum dont le contenu reste à préciser.

démocratie, une structure fédérale, des provinces autonomes. Aujourd'hui, observe-t-elle, il n'y a ni démocratie ni fédéralisme mais un système centralisé, un régime autoritaire dominé par un seul homme. Ce pays, ajoute-t-elle, aait été créé pour permettre aux musulmans d'échapper à l'oppression de la majorité hindoue. Aujourd'hui il vit sous la loi martiale, régime de représen-

« Nous considérons toutes les lois-disant loi islamiques comme... » et sans valeur, car elles ont été prises dans le cadre de la loi martiale instaurée en juillet 1977 et au mépris de la Constitution de 1973. Seul un Parlement élu démocratiquement peut légiférer. En Islam, observe pour conclure la fille, on ne peut jamais légitimer ce qui, au départ, est illégitime : Zia, quoi qu'il fasse sera toujours illégitime. »

PATRICK FRANCIS.

LE MINISTRE DES AFFAIRES FRONTALIÈRES A ÉTÉ TUÉ EN TENTANT D'OBTENIR LE RALLIEMENT DE CERTAINES TRIBUS.

Les autorités afghanes ont distribué, mercredi 24 septembre, par avion des tracts demandant aux populations de la province de Paktia de tuer ou de permettre l'arrestation des rebelles responsables de l'assassinat du 13 septembre à Kaboul du général Fayz Mohammad, ministre des Affaires frontalières, a-t-on appris à New-Delhi. Ces tracts constituent une confirmation de la mort de M. Mohammad, revendiquée et annoncée par les rebelles du front de la résistance afghane (*Le Monde* des 18 et 17 septembre).

Le ministre a été tué dans un village de la province du Paktia, alors qu'il était porteur d'une somme d'argent destinée à s'assurer le soutien ou la neutralité des tribus de la région.

(Reuters - A.P.)

**« Un homme
totalement isolé »**

Pour les Bhutto, aucun homme politique, aucun parti ne peut accepter de collaborer avec le régime militaire sous peine de perdre aussitôt toute crédibilité auprès de l'opinion.

Forces de la conviction d'être à la tête du seul parti bénéficiaire d'un large soutien populaire, elles adoptent vis-à-vis du général Zia une attitude intransigente. « Peut-être déclare la fille de l'ancien premier ministre, pourrions-nous ouvrir la porte du dialogue, avec un autre général, mais avec lui, jamais ».

Une intransigeance, que confortait la campagne de séduction menée par le candidat. Il semblait avoir placé beaucoup d'espérance. « Son insistance pour obtenir le concours d'un ou de deux députés, me paraissait étrange », explique Mlle Bizot, prouvant qu'il ne peut y avoir de censure populaire hors de nous. « Mais elle peut aussi, ajoute-t-elle, que la position que certains le disent. La fait même qu'il ait fait cette offre et même qu'il se sent ait contracté une obligation. Mais elle affirme-t-elle, c'est un homme tellement sûr qu'il ne bénéficie du soutien d'aucun secteur de la population. Mais elle dit pourquoi aurait-il besoin de s'en-tourer d'autant de garde-fous : la mortelle, censure de la presse, la censure de toute activité politique, l'absence de toute liberté d'expression, l'absence de toute liberté d'expression ? »

Deux issues à l'impasse politique

Reste que, et dans sa maison-forteresse de Karachi. Mlle Benazir Bhutto le reconnaît, la situa-

« Nous n'avons », constate, mère, Mme Bhutto, ni les jungles vietnamiennes, ni les montagnes afghanes, seulement des collines et des déserts. Dans ces conditions, comment lutter contre cette armée monstrueuse ? » Heureusement, ajoute cette femme au visage grave, voire tragique, le temps joue contre la Pak. Plus il commet d'erreurs et plus il s'éloigne de la population. Plus important, c'est qu'elle lui ait résisté jusqu'ici et quelle continue de lui résister.

2) « Seconde option, poursuit la fille, que quelqu'un dans l'armée parvienne à utiliser cette dernière non comme une force réactionnaire mais comme une force révolutionnaire, capable de renverser un régime décadent et tyrannique, et susceptible d'assurer les conditions requises pour une transition vers la démocratie. On verra cela dans de nombreux pays du tiers-monde », insiste-t-elle.

A entendre ces deux femmes, l'un fascinant d'un réalisme patient, voire sceptique, et d'une étrange bellesse où la passion n'est qu'un passe le dégoûtant. L'autre, la cliente de l'acteur, est la cliente de l'acteur, du Pakistan rend surtout dans la révolution interne d'une armée, constatant le fossé qui ne cesse de se creuser entre elle et le peuple, cherchera un jour à sauver son âme. « Quand un militaire rentre dans son village, raconte-t-elle, il est en uniforme. La caserne est son uniforme. La caserne et il est très rare de voir un soldat se promener dans la rue en uniforme ».

Encore faut-il, ainsi que le note elle Bensafi, arriver à convain-

depuis octobre 1979 et se poursuivent actuellement («*ils nous invitent à faire la paix*» constate le Rik). Mais les conditions ne sont pas encore réunies pour que s'instaure un dialogue de parti à parti et ce, bien que des faits positifs soient intervenus, à commencer par le refus — jusqu'à présent — des propositions faites par le général Zia («*Tout parti qui les accepterait, trahirait-elle, serait-il considéré comme un parti communiste*» — *immedakhtariem* — *ecclz* du parti celui qui accepterait de dîner en sa compagnie ou de se rendre à une de ses réceptions. »

« Toujours illégitime »

Attitude aussi intransigente que la condamnation de la politique d'islamisation poursuivie actuellement par le président pakistanais. En fait, affirme Mlle Benasir, le régime qu'il met en place est en totale contradiction avec ce que souhaitaient les créateurs du Pakistan : une

**GROS ARRIVAGES
DE PLANTES VERTES
D'APPARTEMENT, TOUTES TAILLES
JUSQU'A 3 MÈTRES.
Nombreuses variétés différentes.**

PRIMFLEUR

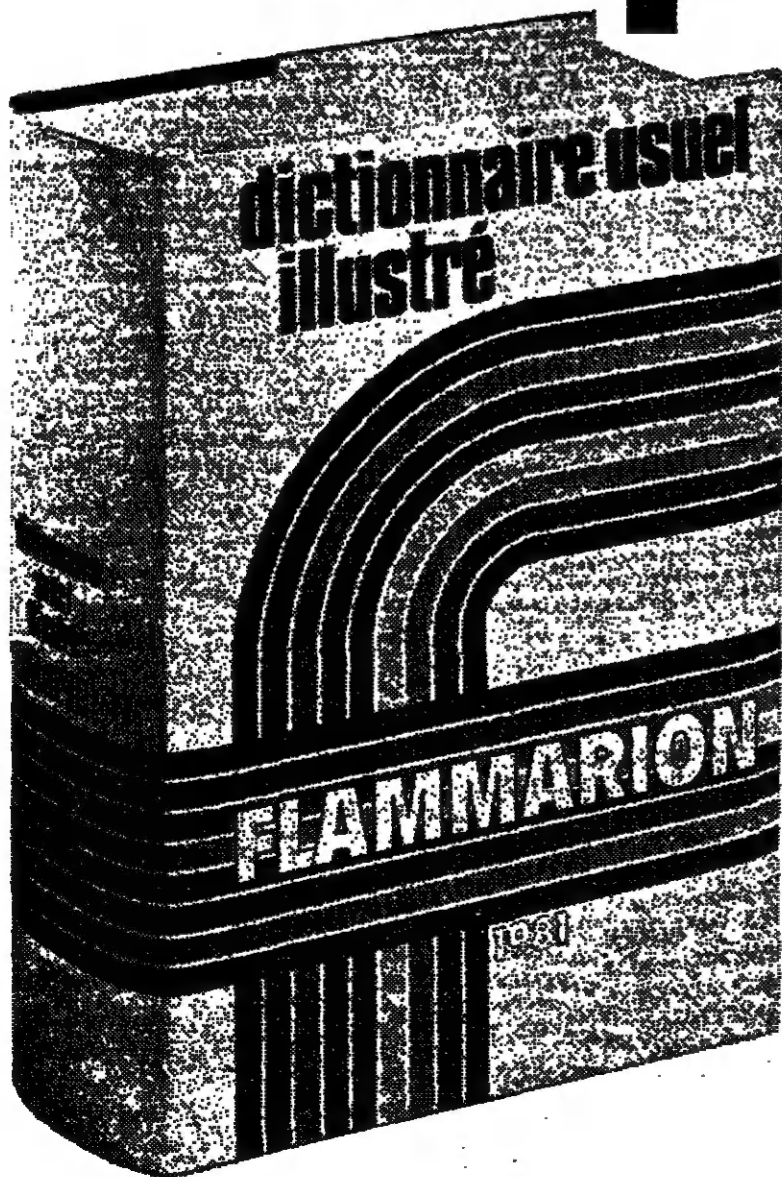
EXPOSITION-VENTE SUR 1000 M²

**choix considérable de plantes fleuries,
et fleurs coupées.**

80, av. de Villiers - 126, av. de Wagram, Paris 17^e
Tél. : 227.13.06 - 622.10.59 - 267.12.67

Ouvert tous les jours
de 7 h 30 à 20 h 30.

Le Petit Flammarion est plus précis.



Le Petit Flammarion a été conçu avec une très grande rigueur. C'est ainsi que la transcription phonétique est indiquée non seulement pour tous les mots français (noms communs et noms propres) mais aussi pour la grande majorité des noms propres et des noms communs dans une vingtaine de langues.

Cette précision et cette rigueur font du Petit Flammarion le plus moderne des dictionnaires : il rend compte des connaissances les plus récentes, il donne les définitions de termes modernes de mathématique ou de domaines relativement nouveaux tels que l'écologie, l'ethnologie, l'éthologie, etc.

Avec ses 76 000 définitions, ses 1 944 pages très denses, ses milliers d'illustrations, son atlas de 27 pages en couleurs, le Petit Flammarion représente une nouvelle génération de dictionnaires.

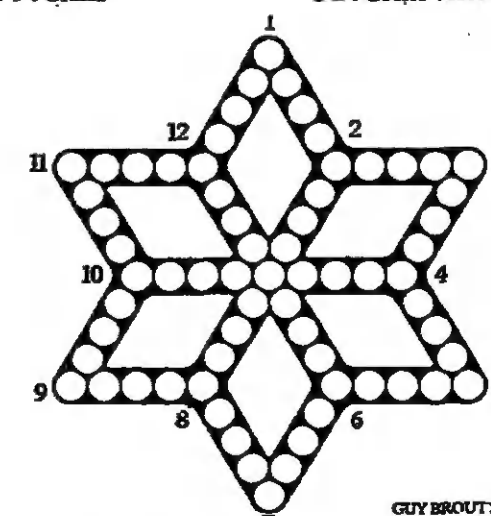
Un dictionnaire encyclopédique très pratique avec un seul classement pour les noms propres et les noms communs.

Dictionnaire usuel illustré Flammarion.
1944 pages 15,7 x 23 - 57 hors-texte en
couleurs. Un atlas de 27 pages en couleurs.
Une édition Quillet et Flammarion.

**Sans le Petit Flammarion,
il est difficile de faire ces mots étoilés.**

Règle du jeu : Les deux chiffres précédant chaque définition correspondent au mot à inscrire dans les cercles (une lettre par cercle). Certains mots s'inscrivent et se lisent donc soit de bas en haut ou de haut en bas, soit de gauche à droite ou de droite à gauche, soit en diagonale.

Définitions	9-10 : Terme de jeu.
1-2 : Qualité d'étranger dans la Grèce antique.	10-11 : Instrument chirurgical.
2-3 : Cheville de bois.	11-12 : Canard.
3-4 : Général anglais.	12-1 : Moven de communication.
4-5 : Relatif au bois.	10-4 : Qualifie parfois du verre.
5-6 : Substance calcaire.	12-6 : Si elle est discrète, elle est séparée.
6-7 : Mammifères.	8-2 : Cécité verbale.
7-8 : Bâtiment.	
8-9 : Grain.	

**Solutions données dans ce numéro**

« La crise d'Afghanistan trouble l'ensemble des relations internationales »

هكذا من الأصل

Monsieur plutôt distingué.



DETAIL:

CHAUSSETTES LAINE MELANGÉE
VERT ECOSSE.

DIM

DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

AISNE : un siège pour le P. S. ?

De notre correspondant

Laon. — La campagne électorale des sénatoriales était sur le point de s'achever dans la monotonie. Les observateurs estimaient que des dix candidats en présence deux seraient élus : M. Jacques Pelletier, secrétaire d'État à l'éducation, qui avait quitté le palais du Luxembourg pour entrer au gouvernement, et M. Maurice Brugnon, député socialiste de la Thiérache, tenu par un changement d'Assemblée. Il y avait tout juste un peu de suspense pour le troisième siège entre le sortant M. Jacques Bracconier (R.P.R.) et M. Paul Girod (U.D.F.), suppléant de M. Jacques Pelletier. Les deux hommes avaient une cote très voisine. Quant à M. Gilbert Dervès, sénateur sortant (C.N.P.), qui se retrouvait isolé, on lui accordait peu de chance d'être réélu. On ne pensait pas non plus que le parti communiste puisse placer l'un de ses trois candidats (MM. Serge Montoury, conseiller général de Saint-Quentin-Sud, maire de Cauchy ; Raymond Mahondaux, maire d'Hirson, et Pierre Lemret, conseiller général et ancien maire de Château-Thierry).

Il y eut une première déception avec la constitution d'une liste commune composée de deux centristes, MM. Pelletier et Girod (1), et d'un gaulliste, M. Bracconier.

Un communiqué de M. Pelletier

La liste Pelletier réagissait vivement au fait que M. Dervès, U.D.F., son suppléant, M. Robert Lemret, ancien adjoint au maire de Saint-Quentin, qui était alors M. Jacques Bracconier, M. Lefèvre est par ailleurs vice-président de la fédération départementale du C.D.S. M. Pelletier précisait dans un communiqué que M. Paul Girod et lui-même

étaient « les deux seuls candidats officiellement inscrits par l'U.D.F. par lettre officielle du président national en date du 7 juillet 1980 ». Ce communiqué, signé par les trois socialistes, ajoutait : « Nous sommes surpris de constater l'ignorance de la loi de la vie politique au sein d'un parti qui se prétend être le plus démocratique de la République ».

Cette querelle interne à la majorité est observée d'un œil sceptique par les six candidats de gauche. Ceux-ci n'ont pas les mêmes problèmes. P.C. et P.S. vont à la bataille du premier tour, chacun sous son propre drapeau. L'union à gauche devrait jouer encore le 28 septembre pour le second tour des élections sénatoriales. Dans quelles conditions ?

ROLAND MAQUIN.

AUTRES CANDIDATS :

P.S. : MM. Guy Fournet, conseiller général de Soissons-Nord ; M. Maurice Brugnon, conseiller général de Saint-Quentin-Sud.

P.C. : MM. Pierre Lemret, conseiller général de Château-Thierry ; Serge Montoury, conseiller général de Saint-Quentin-Sud, maire de Cauchy ; Raymond Mahondaux, maire d'Hirson.

ARDENNES : la majorité sur les rangs

De notre correspondant

Charleville-Mézières. — La majorité a serré les rangs pour essayer de contenir la menace socialiste incarnée par deux nouveaux venus dans la compétition sénatoriale, MM. Jean Delantre, maire de Charleville-Mézières, conseiller régional, vice-président du conseil général, et Abel Noiret, conseiller général du canton de Charleville-Mézières, président du conseil général, qui sont tous deux enseignants. M. Delantre est en outre au lycée Chanzy à Charleville et M. Noiret professeur dans le collège de sa commune.

La majorité a vite pris conscience des risques que les deux candidats du P.S. font courir à ses deux sénateurs sortants, MM. Tassin (U.D.F.-C.D.S.), vice-président du conseil général, maire de Cauroy-les-Machault, et Maurice Buis (U.D.F.-C.D.S.), rapporteur général du budget au sein de la Haute Assemblée.

Après avoir envisagé de s'engager dans la compétition — le nom de M. Jacques Soudille, député de la troisième circonscription et président du conseil régional de Champagne-Ardenne, était en jeu — le P.S. a finalement décidé de ne pas se présenter. En 1971, la majorité avait présenté neuf candidats au premier tour. Cette fois-ci, le parti socialiste ne s'est pas présenté.

M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M. Tassin a déclaré :

« M

Le Monde

DI MANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

LA POLITIQUE SE VEND BIEN

Peut-on lancer un homme politique comme une savonnette ? Les professionnels du marketing s'y emploient. Sans garantie.

Enquête de Jean-François Cornier

RICHARD LEWONTIN CONTRE LA SOCIOBIOLOGIE

Biologiste et marxiste, l'Américain Richard Lewontin a pris la tête du combat contre la sociobiologie.

Interview de Claude Fischer

Cette semaine dans :

les nouvelles littéraires

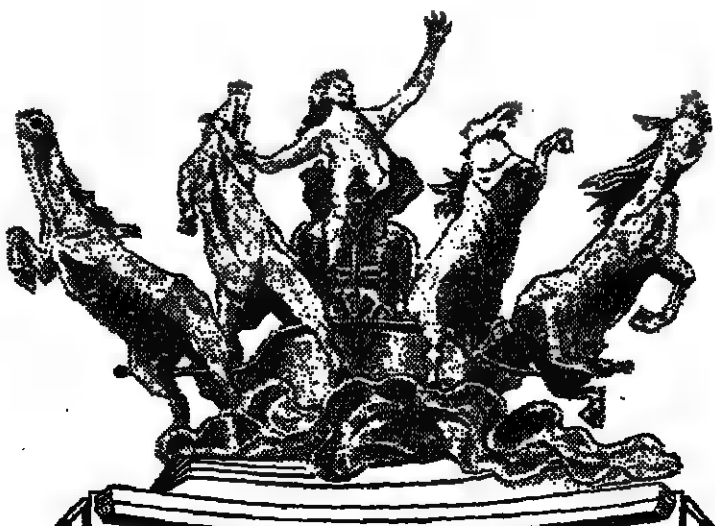
L'AFFAIRE DELPEY

Comme en U.R.S.S ?
Un écrivain en prison pour raison d'état...

Au Grand Palais à Paris
du 25 Septembre au 12 Octobre 1980

La X^e Biennale internationale des Antiquaires

avec les Décorateurs et la Haute Joaillerie de France



Ouvert tous les jours de 11 h à 23 h
et le dimanche de 10 h à 20 h
métro : Champs-Élysées-Clemenceau

POLITIQUE

Le bicamérisme en France

II. - Le régime électoral du Sénat et ses inégalités

par FRANÇOIS GOGUEL (*)

Dans son premier numéro (*Le Monde* du 25 septembre), François Goguel a montré à la suite de quelle évolution la France se trouve dotée aujourd'hui d'un régime bicaméral, selon lequel la primauté législative est émise au suffrage universel direct se concilie un important rôle reconnu à la seconde Chambre.

Les dispositions qui régissent aujourd'hui l'élection des sénateurs de la métropole découlent directement de celles qui avaient été adoptées en 1946 pour le Conseil de la République défunte.

Selon la Constitution de 1946, celui-ci, renouvelable par moitié, devait être élu au suffrage indirect par les collectivités locales. Cette prescription n'avait rien d'inconciliable avec un système reposant sur une base homogène, comme Gambetta avait proposé de le faire en 1882, le nombre de députés sénateurs désignés dans chaque commune.

Mais la conjoncture politique de 1946 ne s'y prêtait pas. Les élections municipales de 1947 avaient été caractérisées, dans presque toutes les villes, par un recul considérable des partis de la « troisième force » (modérés, M.R.P., radicaux et socialistes, S.F.I.O.), qui avaient beaucoup moins résisté que la F.C. à la poussée du R.P.F. Donner aux représentants des villes, dans les collèges électoraux du Conseil de la République, une place correspondant à l'importance de la population, aurait donc comporté un risque grave pour le régime en cours de mise en place, en dépit de ses défauts évidents, constituait alors pour les partis qui s'y identifiaient un impératif

primordial. En 1946, si le P.C. et le R.P.F. avaient obtenu à eux deux la majorité des sièges de la seconde Chambre, cela aurait pu provoquer un blocage du processus législatif, rendant inévitables des interventions législatives par le R.P.F. Le M.R.P. et la S.F.I.O., d'abord réticents, furent donc se résigner à donner au Conseil de la République, comme le souhaitaient les radicaux et les modérés, une base électorale très analogue à celle de l'ancien Sénat. Sans doute accorda-t-on aux communes urbaines plus d'électeurs pour le Conseil de la République qu'elles n'en avaient eu autrefois pour le Sénat : tous les conseillers municipaux des communes de plus de 1000 habitants furent appelés à participer à l'élection des sénateurs de la République. Dans les communes de plus de 45 000 habitants, les conseillers municipaux eurent à désigner en outre un député suppléant par tranche de 5 000 habitants au-delà de 45 000. Mais, simultanément, le nombre de députés à désigner par les conseillers municipaux des commu-

nes de 500 à 1500 habitants fut porté de deux (sous la III^e République) à trois, ce qui suffisait à établir la prépondérance des communes rurales dans l'élection de la seconde Chambre. Quant à la répartition des sièges entre départements, elle fut déterminée par une règle numérique inscrite dans la loi. Chaque département avait un siège jusqu'à 154 000 habitants (1) et, au-delà, à un siège par tranche de 250 000 habitants, ou fraction, si minute fut-elle, de ce chiffre. La fixation de cette population inégale, correspondant chacun à un siège de membre du Conseil de la République, avait pour effet (et d'ailleurs pour but) de provoquer une sensible sur-représentation des départements les moins peuplés, ou des électeurs communistes et gaullistes étaient moins nombreux qu'ailleurs. Quant à la durée du mandat des membres de la seconde Chambre, elle fut fixée à six ans, comme pour les conseillers municipaux, qui devaient désigner ou constituer la grande majorité de leurs

successeurs à la fin de la IV^e République. A l'inverse, l'inégalité de représentation des départements profitait beaucoup aux modérés et, plus encore, aux radicaux. Les socialistes et les non-inscrits dans les départements que cette inégalité favorisait et dans ceux qu'elle défavorisait.

Il est plus malaisé de calculer avec précision à quel nombre de députés correspondait celui des sénateurs élus dans les communes de moins de 500 habitants. D'une part, en effet, les seuls retenus pour l'établissement du tableau qui, dans la publication du recensement de 1976, donne la population globale et le nombre de communes de chacune de ces catégories, ne sont pas toujours identiques à ceux que fixe la loi électorale du Sénat quant au nombre de députés sénateurs par commune. D'autre part, le recensement avant déduction des doubles comptes dans la population comptée à part, et les chiffres qui y figurent sont donc supérieurs (d'un peu moins de 2 % pour l'ensemble de la France métropolitaine) à ceux des populations municipales qui sont pris en compte au niveau électoral.

On ne peut donc avancer à cet égard que des ordres de grandeur ; mais il est certain que les communes de moins de 500 habitants, au nombre d'environ 33 500, sont représentées dans les collèges électoraux du Sénat, pour l'ensemble de la France métropolitaine, par environ 28 000 députés sénateurs, ce qui n'est pas loin de la moitié. Or leur population ne dépasse guère 30 % de la population métropolitaine. Si l'on y ajoute les députés des communes de 500 à 3500 habitants, on constate que la majorité du collège électoral du Sénat appartient, pour l'ensemble de la France, aux représentants de communes dont la population totale est de l'ordre de 35 % de la population métropolitaine.

A bien voir les choses, le régime électoral du Sénat comporte donc aujourd'hui, quoique de manière un peu moins accentuée, des inégalités de représentation analogues à celles qui caractérisaient celui du Sénat de la III^e République.

Comment ne pas tirer certaines conclusions d'une telle constatation ?

Prochain article :

PERSPECTIVES ET RÉFORMES

(1) Ce chiffre avait été choisi parce que la population du Lot dépassait légèrement. C'est dans ce département que s'était présentée la candidature officielle au Conseil de la République. Le projet régional, les électorales, P. Joutard - Sources orales et archives orales, D. Aron-Schnapper - D. Hanet. Pratiques et objets culturels (comptes rendus).

1958

ments dont la population avait dépassé l'un des seuils résultant de cette règle, sans cependant la réduire dans les deux départements (2) dont la population avait décru en 1958 de l'un d'eux.

Quant à la représentation des communes urbaines dans les collèges électoraux du Sénat, elle a été augmentée par l'ordonnance de 1958 : c'est maintenant dans toutes les communes de plus de 30 000 habitants que les conseillers municipaux sont appelés à désigner des députés supplémentaires, et cela à raison d'un par tranche de 1 000 habitants au-delà de 30 000. Mais cette règle a été bien loin d'établir une véritable parité entre communes : un village de 800 habitants dispose de deux sièges dans le collège électoral, tandis qu'une ville de 80 000 habitants n'en a que six, soit 1 pour

Le P.C. et le R.P.R. désavantagés

Les conséquences de ce système électoral peuvent être déterminées avec précision. Les élections municipales de 1977 ont montré que le nombre de sièges attribués à chaque département. En classant les départements par ordre croissant de population, on constate que les sept premiers de la liste sont appelés, selon la loi de 1976, à élire la majorité — 180 — des 208 sénateurs métropolitains qui, admettant après le renouvellement triennal de 1983, Or, au recensement de 1976, la population des sept départements était de 23 778 739 personnes, soit 43,25 % du total de la population métropolitaine.

Si cette inégalité de représentation n'est politiquement sans effet, la moitié des membres métropolitains de chacun des groupes du Sénat seraient élus dans l'un de ces 7 départements. Or ce n'est pas le cas. Avant le renouvellement de 1983, le groupe communiste n'y avait aucun élu. Le groupe socialiste en a 29 sur 57 (50,9 %) ; le groupe radical en a 12 sur 14 (85,7 %) ; le surplus de la Gauche démocratique 11 sur 24 (45,8 %) ; le R.P.R. 15 sur 30 (50 %) ; l'Union centriste 23 sur 47 (48,9 %) ; l'Union républicaine 32 sur 47 (68 %) ; le groupe

du Centre national des indépendants et paysans 11 sur 16 (68,7 %) ; le groupe des députés non inscrits à six (30 %).

L'effet qu'on avait attendu en 1946 de la loi électorale du Conseil de la République subsiste donc trente-deux ans plus tard : la répartition des sièges entre départements défavorise beaucoup les communistes et quelque peu les gaullistes. Les héritiers du M.R.P. continuent, plus encore que des derniers, à être désavantagés, ce qui peut-être parce que depuis 1958 leur nombre a diminué. Identifié au régime qui leur a succédé, à subir les conséquences du

(*) Ancien membre du Conseil constitutionnel.

Annales

Économies Sociétés Civilisations

Revue bimestrielle fondée par Lucien FÉVRE et Marc BLOCH, publiée avec le concours du C.N.R.S. et de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales

Au sommaire du n° 1 Janvier-Février 1980

DEMOGRAPHIE ET SOCIÉTÉ : Une démographie différentielle : les populations rurales d'Ancien Régime, R. Derouet - Les villes nouvelles au XVIII^e siècle, Ph. Braunstein.

ALPHABÉTISATION : École et alphabétisation au XVIII^e siècle, J. Hérouard - L'alphabétisation de Calvin à Jules Ferry, F. Mout.

ARCHIVES ORALES : UNE AUTRE HISTOIRE II : Le travail de la mémoire, F. Raphaël - Le temps du souvenir, N. Wachtel - Une mémoire collective : les métallurgistes retraités de Givors, Y. Lequin et J. Pétré-Hugues - Les archives orales et patrimoines ethnologiques (Nord de la France-Belgique), J. Gillet - Un projet régional, les électorales, P. Joutard - Sources orales et archives orales, D. Aron-Schnapper - D. Hanet. Pratiques et objets culturels (comptes rendus).

Au sommaire du n° 2 Mars-Avril 1980

Un sanctuaire et son saint : Jean-Marie Vianney, curé d'Arns, P. Bourry. Sur un livre de F. Furet : La Révolution française, J.P. Hirsch - Penser la révolution dans la Révolution française, C. Lefort. Le recrutement des hauts fonctionnaires en 1901, C. Charle.

LES CRISES DÉMOGRAPHIQUES : Les crises démographiques en France aux XVIII^e et XVIII^e siècles, F. Lebrun - Crises urbaines à Bordeaux au XVIII^e siècle, J.P. Fauriol.

LE DOMAINE MÉDIÉVAL : L'œuvre au Moyen Âge, Vincent-Cassy - Byzance dans l'historiographie soviétique, A. Kazhdan - Les sociétés médiévales (comptes rendus).

Le numéro : 40 F
Abonnement 1980 : France 180 F ; Étranger 220 F

ARMAND COLIN

Apprendre une langue, c'est d'abord la vivre.

DEUTSCH

Köln/Zürich

ENGLISH

London/Bournemouth/

Brighton/Cambridge/Dublin/

Edinburgh/Glasgow/Les

ESPAÑOL

Madrid/Barcelona

FRANÇAIS

Paris/Lausanne/Neuchâtel/

Cap d'Antibes

ITALIANO

Firenze

Cours intensifs de 1 à 3 mois pendant toute l'année. Cours de civilisation et langues de spécialité.

Stages de perfectionnement pour l'enseignement des langues.

Programme culturel, visites, excursions, hébergement en famille.

EUROCENTRES

FONDATION SANS BUT LUCRATIF.

Renseignements et inscriptions : Eurocentres de Paris, 10, G. passage Dauphine, 75008 Paris, tél. 225-61-49

مكتبة القرآن

en France

Le Monde DES LIVRES

Valentin l'absolu

● La transparence légère d'Yvonne Baby.

DES la page-préface, nous apprenons tout savoir. Max, le grand fils, Valentin. Il écrit dans la musique dans son hamac. «... Jeanne avait honte de son tuteur gris et de ses bas. Valentin a tout de suite aimé Jeanne. Il lui donna sa chambre...»

Premier mouvement, donc : la joie. Valentin crève, manœuvre le bateau, écoute Bach, rend heureux ses demi-frère et demi-sœur dont le père est mort. Il a rêvé d'être astronome. Médecin, il fait de la recherche. Rien d'étonnant si, à la page 6 — allegro — Jeanne « se demandait s'il était vraiment un génie ». Mais Valentin désire, il en mourir, les sommets. Science, amour, musique le satisfont, aussi longtemps qu'il pense, avec le Kilroy de Faulkner, avoir griffonné son nom « sur le mur de Pouébo final et irrévocable ». De lui son père dira : «... Maintenant il est tout, tout de suite, sans renoncer à rien...»

Jeanne est l'absolu. « Il a dit que tu es belle. Non a dit Jeanne et il a dit C'est moi qui suis... » Première partie d'un concerto intense et bref : nous découvrons la musicalité d'un être. Un piano, un violon jouant ensemble ? Encore chacun doit-il respecter de ne pas déborder l'autre. Un réalisme de soliste n'est-ce pas ?

Quitter le laboratoire ? Devenir le grand musicien que son père n'a pas pu être ? Mais un instrument ne donne pas l'absolu. « J'ai découvert que la simplicité du Bösendorfer est un piège... »

Le père meurt et Valentin, d'un élan désespéré, débarrasse l'aquarium, tuer le dernier des poissons-clowns. « Tu es fou a dit Jeanne. Valentin a eu un sourire bizarre. Il a dit C'était un malade, puis Tachons de rester charmants. Jeanne sortit. » Narcisse s'enfonça ainsi dans son refus. Pense-t-il à la for-

mule surréaliste citée par son père : « L'égalité est une hiérarchie comme une autre » ?

« Je ne céderai pas. » Il est parti, déposant son alliance au pied d'une statue. Jeanne s'est approchée du Bösendorfer. « Elle jouait. » Libre ? Délivrée ? Fin de partition.

Oui, l'espoir, la nuit et la nuit, Jeanne Baby, petite musique de nuit, donnait une à la nostalgie de ceux qui ne veulent à l'histoire leur propre image arie singulière.

DOMINIQUE DESANTI.

(Lire le livre page 17.)

Borges fait son bilan

● De Lewis Carroll au tango.

VOICI donc réimprimées aujourd'hui, et fort joliment traduites par Françoise-Marie Rosset, les quarante-trois préfaces que Jorge Luis Borges écrits entre les années 1923 et

classification chronologique ou thématique nous ont permis de suivre avec plus de précision l'itinéraire de Borges, lecteur et présentateur des œuvres d'autrui, et de mieux cerner l'évolution de ses options et de ses goûts. Ces préfaces, d'autre part, accablent l'allure de notation encyclopédique, le carac-

ter de notre choix. Notre jugement est favorable parce que personne ne parle mieux que Borges d'un certain Buenos Aires, de l'Argentine du passé, de ses figures prestigieuses — José Hernández, Sarmiento, Leopoldo Lugones — ou pittoresques — Leopoldo Fernandini — personne ne sait définir avec plus de charme le talent d'un ami — Silvina Ocampo, Norma Lange, María Esther Vazquez, Adolfo Bioy Casares, — et surtout aucun d'un des lettres ne sait illuminer d'éclairs aussi fulgurants les grands et les petits sommets de la création universelle.

Mais notre réaction est défectueuse dans la mesure où Borges tourne délibérément le dos au présent et à l'avenir de son continent. Argentin, il ne mentionne à aucun moment ses contemporains les plus dotés : Cortázar et Sabato, Latino-Américain, il ne retient qu'un nom, celui d'Alfonso Reyes, son homologue mexicain, sublimant cette prodigieuse mélodie que constituent notamment Carpentier, Asturias et Neruda, Garro, Marquez, Rulfo, Fuentes, Vargas Llosa.

Une préférence pour l'Angleterre

En réalité, Borges montre une belle indifférence envers les cultures jusqu'alors étouffées par le colonialisme, il ne laisse pas vagabonder sa curiosité pourtant avide d'insolite ni son goût pour les légendes multiples et surréalistes sur la nouvelle littérature latino-américaine. Son univers, dans l'Argentine traditionnelle, à ses origines préférentielles aux Etats-Unis — Emerson, Walt Whitman, Melville, Francis Bret Hart, Henry James sont ici et préfacés — et en Europe. Une préface est consacrée au Chénier marin, de Valéry, une autre à Marcel Schwob ; deux autres aux classiques espagnols Cervantes et Quevedo ; une à Kafka ; une au mystique suédois Emmanuel Swedenborg.

Mais, à travers de multiples références, c'est la connaissance profonde et l'interprétation originale des littératures occidentales qui se révèlent. Avec une nette préférence pour l'Angleterre. « Il se peut que, sans m'en douter, j'ai toujours été un peu britannique, avoue-t-il malicieusement. Il est de fait que, pour moi, Waterloo est toujours une victoire. » Ce passage nous ramène à une autre d'ingénioses préfaces : celle à Shakespeare, à Edward Gibbon, à Carlyle, « le père du nazisme », qui « habite et peut-être traverse la rue britannique ». D'une lettre à l'autre, les références de Borges à ses sources littéraires profitent, et Blake, de Quincey, Stevenson, O. G. R. d. E. King, Yeats, Chesterton, E. M. Forster, s'ajoutent à la mémoire de l'auteur d'Enquêtes un incessant et vertigineux chassé-croisé spirituel.

La lecture française sera sans doute étonnée par les références locales, mais elle lui, qui émaille certains passages. Mais il découvrira avec étonnement l'impact que la France, grâce à sa langue et à sa littérature — Dumas, Hugo, Verlaine — exerçait il y a peu encore — sur l'Argentine.

CLAUDE COUFFON.

(Lire le livre page 19.)



★ Dessin de J.-P. GAGNAT.

1975. Elles sont présentées selon le critère le plus simple : l'ordre alphabétique, et vont du poète argentin Alfonsina Storni (1894-1927) à Walt Whitman (1819-1893), en passant par Shakespeare et Olf Stapledon.

On le devine : cette disposition qui rapproche par la capricieuse volonté de l'initiale un poète du tango (Evaristo Carriego) et un maître du fantastique (Lewis Carroll), ou qui juxtapose deux époques parfois séparées dans l'histoire des hommes par des bouleversements fondamentaux, ne facilite pas une lecture suivie. Une

titre de « commande » de certains textes, heureusement peu nombreux.

« Une préface, quand elle est réussie, dit Borges dans la « Préface des préfaces », à son Livre de préfaces, n'est pas une manière de tout : c'est une forme latérale de la critique. Je ne sais quel jugement favorable ou défavorable méritent les mêmes, qui groupent tant d'opinions sur tant d'auteurs... L'ouvrage réimprimé, par une lecture rétrospective, passionnante, l'intelligence et le cœur exaltés ont envie d'invoquer les deux adjectifs propo-

La révolte de Walter Prévost

● Les désirs de révolte d'un jeune poète.

LUC-SUB-MER est le second roman de Walter Prévost, de vingt-quatre ans. Dès le premier, Prévost, qui lui valut, en 1978, le Prix de la vocation, on distingue chez ce jeune écrivain une rare justesse de ton pour peindre les générations en désarroi de l'après-mai, dans un paysage de banlieues mouillées et monotones. Dans Luc-sub-mer, le style de Walter Prévost s'est encore resserré, contracté ; il se déploie avec une extrême économie de mots et évoque singulièrement celui d'un Emmanuel Bove, autre avarice de syllabes, qu'on a redécouvert récemment.

Si Walter Prévost se sent comme Bove dans un univers de médiocrité, il n'est pas lui, d'une ironie radicale et cocasse, mais d'une petite complainte qui n'a l'air de rien et se révèle pourtant d'une grave efficacité. On peut parler à son égard de réalisme romantique.

C'est Luc, son « héros », jeune poète dans un centre de tri parisien, souffre du vague à l'âme de sa génération, qui croit bien être revenue de tout. Il veut

« toujours plus et il ne s'est même pas vu. » Dans ce pays où les révolutions se passent tous les jours, où « tout est mort, tout est pourri », « on ne sait pas pourquoi mourir », à l'épreuve des « non-sentiments ». A cette espérance absente s'ajoute une vie quotidienne vaine et stérile. Walter Prévost décrit admirablement l'existence grise des poètes : le travail répétitif sur les quais, dans le froid et les nuits qui n'en finissent pas ; le petit verre vite pris dans les bars blêmes, bonspouls arabes où geint une « musique consensuelle de misère et de dénuement » ; les discussions politiques à la « cantochoc » ; « l'absence d'un tracteuriste » ; les conflits sociaux qui se déroulent toujours selon le même schéma : la détresse inavouée. Au-delà du travail, les douces de la vraie vie prennent aussi un goût de centre : le bonheur à deux qui règle l'emploi du temps, prend la forme d'un renoncement (mais à quoi ?). Les aventures fatiguées, c'est un peu sale, un peu moche. On se retrouve encore plus seul et on n'en sort pas. »

Luc, cet ancien communiste, ne croit plus à la « douce chaleur » du « coude-à-coude fraternel ». Une visite à sa mère, qui a lui bricole tous les ans un paill...

BERNARD ALLIOT.

★ LUC-SUB-MER, de Walter Prévost. Grasset, 220 pages. Environ 42 F.

« UNE COMÉDIE FRANÇAISE », d'Érik Orsenna « UNE SORTE DE BLEU », d'Alain Gerber DEUX UNIVERS

LE vocabulaire, comme la nature, à sa transformation en marchandise, et aux galvaudages qui s'ensuivent. Prenez l'épithète d'« univers » : vous ne pouvez plus ouvrir un journal ou aller poste sans l'entendre aux lèvres des auteurs d'articles. Argument de vente passe-partout et inviolable, le mot a perdu tout sens, jusqu'à être plus à la littérature que ce qu'est à la langue l'adjectif superlatif.

Un autre des professionnels de l'écriture, la critique tente d'ultimes périphrases, du genre : « une sorte singulière se révèle », « un monde original s'impose », « ça rappelle Machin ». Mais ces formules sont aussitôt réutilisées par d'autres professionnels. Comment expliquerait-on à un certain art d'agencer les mots vous a enrichi ? Faudrait-il, contre toute attente, passer à l'inflection ? On dirait, par exemple : « Lisez Orsenna et Gerber » non pas parce qu'ils sont deux écrivains, mais parce qu'ils sont deux mondes, de Machin, des enrichissements, et même plus, mais parce que... moi qui vous le dis ! Et Orsenna et Gerber ensemble, s'il vous plaît. Pourquoi ? Parce que.

Bah ! Attendez un peu. Pendant le temps perdu, comme les adjudants qui se veulent voir qu'une tête, quelques banquiers relayés par un pluralisme des médias ne voudront voir, dans le libraire, qu'une pile. Pensez-vous à ces caprices arguments.

Pourquoi Orsenna et Gerber, je trouve, Orsenna et Gerber ? Veillons voir.

D'ABORD, Orsenna. Vous avez pu y goûter, si vous avez voulu. C'est lui qui a écrit *Loyola's blues* (1974) et *Le monde de Lausanne* (prix Nisimier 1977). Pour lui ? Dompteur pour Orsenna, surtout il aime sourire. Avec Bénédictine, Pividal et quelques autres, Orsenna marque le début d'un humour à la française que l'histoire et ses moeurs ne s'effacent pas. Orsenna banni de nos lettres depuis les « Histoires ». Thème commun aux deux livres : l'opérette loufoque à quoi l'histoire nous rend, une par la poignée d'ambitieux qui croient le faire.

Hier, la *Comédie Française* parcourait le premier demi-siècle sur les traces d'un petit intrigant centriste. Une comédie française reprenait le film *Machin* dans peu mémo-

par Bertrand Poirot-Delpech

réelles années 50 — rappelez-vous : les pigeons du Duolox, Bobet, Machin, Suz, l'Algérie française qui tu zut... — au Pathé-Baby d'une quintessence de famille bourgeoise, dans le manège au *Manège d'Amim* : papa centriste, maman jalouse et petite sœur chieuse (il faut bien s'occuper), quelques modèles à Bréhat, avec quelques bleus marins, quelques sous-entendus, recettes de tricot et de charité en tous genres...

HOBBY (enchanté par Amim, comme de ses deux cousins : titer le pouvoir en *Machin* ses secrets sur lesquels la France repose, *Machin* sur l'eau. La putine, Charles, *Machin* le vrai des l'âge de... cinq ans. Faute de *Machin* Malraux — la place est prise, ce l'agace saez ! — il aidera Geneviève Tabouis à lire l'histoire politique sur les traces de nos ministres, du haut d'un balcon surplombant Matignon !

Par la même le ménage Amim se dégingolait quelque peu, à l'image de nos belles familles. Grand-père a mal tourné, à Uruguay. Papa disparaît avec de jeunes personnes, maman milite, à Versailles, pour de Gaulle et... la contraception ; la mère se partage entre le *Machin* coquin et l'O.A.S., Charles entre le F.L.N. et les *Machin* algériens en shettand des séjours linguistiques. Il fera médecine, un mémoire de ses maudites imaginations d'enfant ; mais il finira, comme rêvé, au *Machin* du pouvoir, médecin personnel et lauréat d'un *Machin* Charles — il n'y en a pas trente-six ! — à qui il conseillera de prendre un *Machin* au Paraguay en écrivant non plus des Mémoires, qu'il faut se donner la peine de *Machin*, mais des romans exotiques à briser les sangles...

COMME tous les livres mieux que bons : plaisants à lire, à l'image de nos belles familles. Grand-père a mal tourné, à Uruguay. Papa disparaît avec de jeunes personnes, maman milite, à Versailles, pour de Gaulle et... la contraception ; la mère se partage entre le *Machin* coquin et l'O.A.S., Charles entre le F.L.N. et les *Machin* algériens en shettand des séjours linguistiques. Il fera médecine, un mémoire de ses maudites imaginations d'enfant ; mais il finira, comme rêvé, au *Machin* du pouvoir, médecin personnel et lauréat d'un *Machin* Charles — il n'y en a pas trente-six ! — à qui il conseillera de prendre un *Machin* au Paraguay en écrivant non plus des Mémoires, qu'il faut se donner la peine de *Machin*, mais des romans exotiques à briser les sangles...

On a parlé de Giraudoux, à propos de son humour plein d'inventions littéraires et de mots cocasses. On pourrait aussi évoquer l'ironie à froid de Nisimier, celui de *Perfidie*, et le mordant surréaliste de Vitrac dans ses *Enquêtes* sur le pouvoir. En condition de ne pas négliger que cet art du jeu n'est jamais gratuit et va très loin. Les *Machin* et *Enquêtes* apparemment les plus célèbres traduisent une littérature parfaite de notre temps. Ce *Machin* de burlesque *Machin* l'air de nos romans de l'époque mieux que bien des pesantes sagas réalistes.

Voilà la réputation du rire, en nos temps pompeux, et la prestige de l'empois, vous allez voir que, croyant être gentil et profitable, on va *Machin* Orsenna à devenir « enfin sérieux ». Puisse-t-il n'en rien faire !

(Lire le livre page 17.)

Claude MOURTHE

LE TEMPS DES FUGUES

Ce roman est un véritable thriller efficace qui n'est pas sans rappeler les chefs-d'œuvre du genre des années 50.

50.

Fabre

Gallimard

Borges fait son bilan

(1) Traduit par Françoise-Marie
le
Albin Michel.

Quand Sundman transpose une saga

univers. ■■■ est ■■■
admise, ■■■ n'a ■■■ utilité
ou religieuse. Aux v-
de réagir : l'action seule
permet de forger ■■■ qui
leur permettront d'affronter le

Les ■■■ d'un ■■■ sont
surprenants pour le lecteur,
■ ■■■ et la préci-
sion ■■■ faits. Alors, il faut
pour jouer ■■■ phrase, le
mot (un ■■■ comme
une enquête...), qui nous permet
tenants et
l'action. Le bien-
ne se réduit
à cette ■■■. Le
lire s'écrit suivre une
partir à l'essai sur
des hommes et femmes sont
loties au po-

Notre époque parle trop, pour
ne que ou pour dire,
qui importe : ■■■ fait du
cacophonie, Sundman
récupère la
mots, leur banalité, leur

BERNARD GENIS.

★ CE LIVRE EST UNE GRANDE
 ILE, traduit du ~~français~~ ~~français~~
 Monique d'Argentré - ~~1984~~ 84.
 Gallimard, 216 p. Environ 53 F.

Le Grand Robert.
Mieux qu'un dictionnaire, un outil de communication.

Au mot "doux" par exemple on ne trouve pas moins de 130 mots de sens proches et plus de 100 contraires, répartis en 3 familles de sens, et plus de 20 emplois différents, employés dans 15 citations.

Pour la
 du **XX** siècle
 naître c'est le
 Mots nouveaux
 même cobble
 tournaucra
 tes, personna
 rains, héros
 bra, la film
 dessinées... t
XX siècle
 contemporain
 de **XX** siècle
 vers le **XX**
 dans le **XX**

Pour la seconde du **XIX** siècle, ce dictionnaire c'est le Grand Robert. Mots nouveaux, anciens ou même oubliés, expressions, tournures, **adages** récents, personnages contemporains, héros **de la** célébrité, **des** films, de **nos** destructions... tout ce qui **est** notre culture contemporaine et l'histoire de **notre** civilisation à travers la langue **de** dans le **Grand** Robert.

En plus des 100 000 mots et des 1000 noms propres qu'il contient, il y a 200 ~~pages~~ et plans originaux, 100 illustrations en couleurs et plus de 100 citations empruntées à de nombreux auteurs français de François Villon à Françoise Sagan.

Chaque jour, ou presque, vous éprouveriez votre Grand Robert. Pour vérifier le sens d'un mot, une définition, une date. Pour finir votre grille de mots croisés, ou pour en trouver la clé. Pour éclaircir une idée et trouver ou apprendre le mot juste. Pour répondre aux questions de vos enfants, ou, tout simplement pour rêver, en vous laissant porter par la richesse des idées, des Arts, des Sciences, des Lettres, des événements, des pays, et des mots de notre langue avec tout ce qu'ils entraînent.

les associer correctement en des tournures fortes et précises. Ce pouvoir, ce "savoir dire", c'est ce que Robert Venturi offre à chacune de ses lignes et ces 11 volumes y contribuent.

C'est là une mission importante

car, la maîtrise du langage est une nécessité, tant pour l'épanouissement intellectuel des enfants que pour l'harmonieuse insertion de chacun dans sa vie professionnelle, familiale ou culturelle.

**Dès demain
au centre de votre bibliothèque.**

"Cette œuvre va rendre les plus grands services à tous ceux qui usent de la langue française avec le souci de la respecter et le désir qu'elle les inspire".

AVEC 96 F

Je choisis.

**Offre
exceptionnelle.**

A tout acquéreur du Grand Robert la Langue Française, nous offrons la possibilité de recevoir gratuitement un supplément de réservation supplémentaire et selon les conditions exceptionnelles exposées dans le bon à découper, le Grand Robert des Noms propres en 4 volumes.

Cet ouvrage illustré de plus de 100 photos en couleurs et plus de 100 plans originaux, complète harmonieusement le Grand Robert de la Langue Française en 4 volumes. Pour cette offre, c'est ainsi 1 volume élégamment reliés "havane" que vous pourrez, dès demain, mettre au complet votre bibliothèque.

1 Je déclare avoir reçu de votre... vous demandant de me faire savoir :
☐ Le Grand Robert Lutzre réduire havane en 7 volumes,
☐ Le Grand Robert Lutzre réduire langue de la Langue Française en 7 volumes et le Grand Robert des Noms propres en 7 volumes (soit 21 volumes au total).
 Je vous adresse avec le présent coupon la somme de 96 F, correspondant aux droits de réservation des 7 volumes du Grand Robert, par Chèque bancaire n° 21.650 du 10 mars 1982, à l'occasion de tout règlement de paiement, effectué à l'ordre de Socotec.
 Je choisis de régler le solde selon les modalités suivantes :
☐ sur comptant les 7 volumes au prix de 1.969 F (soit un prix total de 13.783 F plus l'avance versée de 96 F),
☐ sur comptant les 11 volumes au prix de 1.969 F (soit un prix total de 21.859 F plus l'avance versée de 96 F).
 Votre Lutzre me permettra en outre d'acquiescer que les volumes... concernent et la langue de réception.
☐ à crédit les 7 volumes au prix total de 2.221,80 F correspondant à un total de 96 F au taux effectif global de 21,74 %
☐ 11 volumes au prix total de 2.221,80 F correspondant à un total de 96 F au taux effectif global de 21,74 %

*Offre réservée aux personnes majeures résidant en France métropolitaine. A retourner à Secodit, 115 - 76410 Cély-en-France. Les personnes résidant hors de France métropolitaine peuvent demander une documentation à SNL Le Robert 107, avenue Parmentier 75111 Paris.

Les informations concernant vos conditions de vente avec offre préalable me [] transmises en même temps que les volumes.

J'ai bien noté qu'à réception des ouvrages, 7 ou 14 jours après, j'ai disposé d'un délai de 7 jours pour renvoyer les volumes et, en fait, j'ai renvoyé, à vos frais, les volumes dans leur emballage d'origine.

Si je ne renvoie pas dans ce délai, vous pouvez considérer que mon achat est définitif et me [] selon les modalités que j'ai acceptées.

2 ☐ de recevoir gratuitement une documentation complémentaire sur le Grand Robert en 11 volumes sans aucun engagement de ma part.

Nom

Adresse Ville

Code postal N° de Tél.

Cadeau gratuit*

A ceux qui auront commandé le Grand Robert et quel que soit le mode de paiement choisi, sera offert gratuitement la reproduction en tirage limité, sur papier chiffon, de 5 planches extraites du "Livre de Lecture bourguignon".

Le charmant ouvrage du XVII^e siècle, imprimé avec des clous sur du papier chandelle, est un objet rare et peu connu. Ces extraits constituent un ensemble exceptionnel que le Robert est heureux d'offrir à ses

*Offre valable 2 mois à compter du 26 septembre 1980.

**DICTIONNAIRES
LE ROBERT**

Le Monde

Société

Des Avignonnais contre la prostitution Les gêneuses de la rue Paul-Manivet

De **René** envoyé spécial

Avignon. — Bien sûr, certains jours de mistral à Avignon, on trouve, dans la rue Paul-Manivet, des filles y étant folles, très folles. Les plus tolérantes de ces vertueuses militantes proposent que « les filles » apprennent une plaque à l'entrée de leur maison.

Enfin, on s'entend avec le procureur de la République : les animateurs du comité, qui veulent que les filles soient « très folles », ont un quartier « réservé » où on ne rencontre pas de gens respectables, des familles. Le premier brandit son code pénal — « un passe-temps », dit-il — et les autres, protestant, disent qu'un peu de respect ne fait pas de mal.

Dans le quartier, en général, on s'en accommode : la prostitution n'est-elle pas un mal nécessaire ? Et, après tout, les prostituées ne paient-elles pas, elles aussi, des impôts ? La réponse d'un des animateurs, la plupart propriétaires de leurs maisons, le kinésithérapeute de la soignée et les habitants de la tolérance, même si aucun n'intervient pour les défendre lorsqu'elles sont attaquées. Quelques-uns pourtant, en février 1979, ont créé un comité de quartier pour défendre ce qui place les prostituées de la rue Paul-Manivet, « ailleurs » : dans des « zones », proposent les plus jeunes, dans des maisons closes rénovées, suggèrent les plus anciens, dont les propriétaires sont très précis : « Il y avait

Cette campagne, pour l'instant, n'a pas été très fructueuse. Le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

Les clients, qui viennent des Bouches-du-Rhône et du Var pour ne pas être reconnus, n'ont pas cette agitation. La discrétion est, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, de règle : les prostituées y tiennent, car elles ont laissé famille et enfants dans l'ignorance de leurs activités. Les membres de l'association de réinsertion Le Nid ne veulent pas non plus de publicité, car ils préfèrent les contacts directs aux déclarations tapageuses jouant dans cette affaire un rôle utile de groupe de pression en faveur des prostituées, dont la première réaction était plutôt de repul et d'agressivité. Les pouvoirs publics, enfin, respectent cette règle de silence :

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

le connaissent la situation de la région d'Avignon, où nombreux sont les salariés agricoles, cathédraux ou immigrés.

« Ce sont tous les problèmes de la région », dit le maire, M. Henri Duffaut, qui minimise l'événement, et grâce à l'ouverture d'esprit de la police qui ne veut pas entreprendre ses droits. « Rien ne nous permet de faire autre chose », dit-il. Le législateur, lui, au contraire, nous propose simplement de dresser des contraventions pour racolage. Une infirmière libérale, Mme Pacini, qui a repris il y a un an la clientèle d'une religieuse, n'a jamais éprouvé de malaise grâce au fait de la présence des prostituées. La vie, malgré l'action du comité, continue paisible. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas. « On se dit bonjour, bonsoir », dit une vieille femme, et d'ailleurs, on ne se parle pas.

L'informatique et les libertés

LES PAYS DE L'O.C.D.E. ADOPTENT UNE RECOMMANDATION SUR LES FLUX DE DONNÉES INDIVIDUELLES

Le Conseil de l'O.C.D.E. a adopté, mardi 23 septembre, malgré le délai de réflexion demandé par deux États, une recommandation sur l'informatique et les libertés. Aux termes de cette recommandation, les vingt-quatre États membres se sont engagés à mettre en œuvre une série de « lignes directrices » destinées à faciliter la libre circulation des données personnelles, à protéger les ressortissants de ces États contre les dangers de l'informatique. La recommandation insiste sur la nécessité d'accorder à toute personne physique un droit de regard sur les fichiers la concernant et d'obtenir, le cas échéant, une rectification. Elle demande à chaque État de ne pas édicter de réglementations qui, sous prétexte de protéger la vie privée, s'opposeraient à la libre circulation des données nominatives.

Un accord en ce sens a été conclu, le 17 septembre à Strasbourg, entre les vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe (le Monde du 19 septembre). La recommandation adoptée par l'O.C.D.E. se distingue de cet accord sur trois points : 1) Elle porte sur les fichiers automatisés et les fichiers manuels ; 2) Elle ne se limite pas aux données nominatives ; 3) Elle ne se limite pas à la convention adoptée à Strasbourg en 1980 et à la valeur contractuelle après sa ratification.

Elle a été adoptée par les États-Unis, le Canada, le Japon et l'Australie qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe.

FAITS ET JUGEMENTS

Le maire adjoint de Saint-Chamé est mis en liberté

M. Christian Dublet, maire adjoint de Saint-Chamé (Bouches-du-Rhône), arrêté le 12 septembre et inculpé de complicité, par « fourniture de moyens », de la tentative de vol d'un groupe de jeunes immigrés venus de Salon-de-Provence. M. Dublet affirme qu'il ignorait que M. Germain était armé d'un revolver. Au moins, deux coups de feu furent tirés pendant la poursuite sur la voiture des jeunes gens. M. Germain est toujours incarcéré. Il est inculpé de tentative de vol.

M. Dublet accepte alors de prendre dans sa voiture M. Paul Germain, professeur de français de lycée, pour le conduire à la police. M. Dublet affirme qu'il ignorait que M. Germain était armé d'un revolver. Au moins, deux coups de feu furent tirés pendant la poursuite sur la voiture des jeunes gens. M. Germain est toujours incarcéré. Il est inculpé de tentative de vol.

M. Dublet accepte alors de prendre dans sa voiture M. Paul Germain, professeur de français de lycée, pour le conduire à la police. M. Dublet affirme qu'il ignorait que M. Germain était armé d'un revolver. Au moins, deux coups de feu furent tirés pendant la poursuite sur la voiture des jeunes gens. M. Germain est toujours incarcéré. Il est inculpé de tentative de vol.

M. Dublet accepte alors de prendre dans sa voiture M. Paul Germain, professeur de français de lycée, pour le conduire à la police. M. Dublet affirme qu'il ignorait que M. Germain était armé d'un revolver. Au moins, deux coups de feu furent tirés pendant la poursuite sur la voiture des jeunes gens. M. Germain est toujours incarcéré. Il est inculpé de tentative de vol.

M. Dublet accepte alors de prendre dans sa voiture M. Paul Germain, professeur de français de lycée, pour le conduire à la police. M. Dublet affirme qu'il ignorait que M. Germain était armé d'un revolver. Au moins, deux coups de feu furent tirés pendant la poursuite sur la voiture des jeunes gens. M. Germain est toujours incarcéré. Il est inculpé de tentative de vol.

M. Dublet accepte alors de prendre dans sa voiture M. Paul Germain, professeur de français de lycée, pour le conduire à la police. M. Dublet affirme qu'il ignorait que M. Germain était armé d'un revolver. Au moins, deux coups de feu furent tirés pendant la poursuite sur la voiture des jeunes gens. M. Germain est toujours incarcéré. Il est inculpé de tentative de vol.

M. Dublet accepte alors de prendre dans sa voiture M. Paul Germain, professeur de français de lycée, pour le conduire à la police. M. Dublet affirme qu'il ignorait que M. Germain était armé d'un revolver. Au moins, deux coups de feu furent tirés pendant la poursuite sur la voiture des jeunes gens. M. Germain est toujours incarcéré. Il est inculpé de tentative de vol.

M. Dublet accepte alors de prendre dans sa voiture M. Paul Germain, professeur de français de lycée, pour le conduire à la police. M. Dublet affirme qu'il ignorait que M. Germain était armé d'un revolver. Au moins, deux coups de feu furent tirés pendant la poursuite sur la voiture des jeunes gens. M. Germain est toujours incarcéré. Il est inculpé de tentative de vol.

M. Dublet accepte alors de prendre dans sa voiture M. Paul Germain, professeur de français de lycée, pour le conduire à la police. M. Dublet affirme qu'il ignorait que M. Germain était armé d'un revolver. Au moins, deux coups de feu furent tirés pendant la poursuite sur la voiture des jeunes gens. M. Germain est toujours incarcéré. Il est inculpé de tentative de vol.

M. Dublet accepte alors de prendre dans sa voiture M. Paul Germain, professeur de français de lycée, pour le conduire à la police. M. Dublet affirme qu'il ignorait que M. Germain était armé d'un revolver. Au moins, deux coups de feu furent tirés pendant la poursuite sur la voiture des jeunes gens. M. Germain est toujours incarcéré. Il est inculpé de tentative de vol.

M. Dublet accepte alors de prendre dans sa voiture M. Paul Germain, professeur de français de lycée, pour le conduire à la police. M. Dublet affirme qu'il ignorait que M. Germain était armé d'un revolver. Au moins, deux coups de feu furent tirés pendant la poursuite sur la voiture des jeunes gens. M. Germain est toujours incarcéré. Il est inculpé de tentative de vol.

M. Dublet accepte alors de prendre dans sa voiture M. Paul Germain, professeur de français de lycée, pour le conduire à la police. M. Dublet affirme qu'il ignorait que M. Germain était armé d'un revolver. Au moins, deux coups de feu furent tirés pendant la poursuite sur la voiture des jeunes gens. M. Germain est toujours incarcéré. Il est inculpé de tentative de vol.

M. Dublet accepte alors de prendre dans sa voiture M. Paul Germain, professeur de français de lycée, pour le conduire à la police. M. Dublet affirme qu'il ignorait que M. Germain était armé d'un revolver. Au moins, deux coups de feu furent tirés pendant la poursuite sur la voiture des jeunes gens. M. Germain est toujours incarcéré. Il est inculpé de tentative de vol.

M. Dublet accepte alors de prendre dans sa voiture M. Paul Germain, professeur de français de lycée, pour le conduire à la police. M. Dublet affirme qu'il ignorait que M. Germain était armé d'un revolver. Au moins, deux coups de feu furent tirés pendant la poursuite sur la voiture des jeunes gens. M. Germain est toujours incarcéré. Il est inculpé de tentative de vol.

M. Dublet accepte alors de prendre dans sa voiture M. Paul Germain, professeur de français de lycée, pour le conduire à la police. M. Dublet affirme qu'il ignorait que M. Germain était armé d'un revolver. Au moins, deux coups de feu furent tirés pendant la poursuite sur la voiture des jeunes gens. M. Germain est toujours incarcéré. Il est inculpé de tentative de vol.

M. Dublet accepte alors de prendre dans sa voiture M. Paul Germain, professeur de français de lycée, pour le conduire à la police. M. Dublet affirme qu'il ignorait que M. Germain était armé d'un revolver. Au moins, deux coups de feu furent tirés pendant la poursuite sur la voiture des jeunes gens. M. Germain est toujours incarcéré. Il est inculpé de tentative de vol.

M. Dublet accepte alors de prendre dans sa voiture M. Paul Germain, professeur de français de lycée, pour le conduire à la police. M. Dublet affirme qu'il ignorait que M. Germain était armé d'un revolver. Au moins, deux coups de feu furent tirés pendant la poursuite sur la voiture des jeunes gens. M. Germain est toujours incarcéré. Il est inculpé de tentative de vol.

Quinze membres présumés d'Action directe sont actuellement détenus

Après les enquêtes menées par la police sur les activités de l'organisation Action directe, quinze personnes ont été libérées mais demeurent inculpées. D'autre part, quatre jeunes gens sont actuellement placés en garde à vue et interrogés dans les locaux de la brigade criminelle. Enfin, MM. Alain Le Mée, vingt-trois ans, et Philippe de Sa, vingt-six ans, qui font l'objet de mandats d'arrêt, sont toujours en fuite.

Les deux membres d'Action directe arrêtés le 19 septembre, Laurent Lonsard, âgé de vingt-trois ans, étudiant en sciences économiques, et Marie Arago-Etard, âgée de vingt ans, ont été inculpés mercredi 24 septembre par M. Michel Legerand, magistrat instructeur à la Cour de sûreté de l'État, de « destruction volontaire d'édifices publics par substances explosives, de tentatives de meurtres (mitrailleurs), de participation à une association de malfaiteurs et de fausse déclaration en vue d'obtenir un passeport ». Les deux jeunes gens ont été choisis pour défenseurs M^{rs} Georges Kleiman et Larmier ; Marie Arago-Etard, M^{rs} Henri Leclerc et Jean-Pierre Maynard.

Cette décision du magistrat instructeur a été intervenue le lendemain 25 septembre. Les deux amis de Henri Conty (le Monde du 26 septembre), révélés aux enquêteurs, ont participé le 8 août, en compagnie de Jean-Marc Rouillan, à l'attaque du domicile de M. Lonsard, à la rue de la République, à Paris, où se trouvait un stock d'explosifs. Les deux amis de Henri Conty (le Monde du 26 septembre), révélés aux enquêteurs, ont participé le 8 août, en compagnie de Jean-Marc Rouillan, à l'attaque du domicile de M. Lonsard, à la rue de la République, à Paris, où se trouvait un stock d'explosifs.

FAITS DIVERS

L'ENLEVEMENT DE M. GALLE

Lyon. — Trois jours après l'enlèvement de M. Bernard Galle, gendre du notaire et homme politique lyonnais, M. Galle (le Monde du 17 septembre), la discrétion de la famille et des enquêteurs, toute spéciale quant aux tractations en cours, la chiffon rouge, secrètement, le 24 septembre, à l'adresse du domicile lyonnais de M. Galle, une lettre indiquant que le prisonnier était en train d'être relâché. Les tractations de la famille avec les autorités ont été, selon toute vraisemblance, poursuivies, il apparaît de plus en plus évident que la police est volontairement à l'écart des tractations. Ainsi, la voiture de M. Galle n'a été retrouvée que vingt-quatre heures après sa disparition. Les deux amis de Henri Conty (le Monde du 26 septembre), révélés aux enquêteurs, ont participé le 8 août, en compagnie de Jean-Marc Rouillan, à l'attaque du domicile de M. Lonsard, à la rue de la République, à Paris, où se trouvait un stock d'explosifs.

Les dernières estimations avancées du montant de la rançon — de cinq à vingt millions de francs — doivent être prises avec beaucoup de prudence. En outre, écrit-on dans le Monde, « la somme de cinq millions parait faible » au regard des possibilités financières supposées de M. Galle. M. Galle n'a pas été libéré, il y a dans ces appréciations de quel donner à penser aux ravisseurs. — C. S.

(1) Une erreur nous a été signalée dans le Monde du 26 septembre. M. Galle n'a pas été libéré, il y a dans ces appréciations de quel donner à penser aux ravisseurs. — C. S.

(1) Une erreur nous a été signalée dans le Monde du 26 septembre. M. Galle n'a pas été libéré, il y a dans ces appréciations de quel donner à penser aux ravisseurs. — C. S.

(1) Une erreur nous a été signalée dans le Monde du 26 septembre. M. Galle n'a pas été libéré, il y a dans ces appréciations de quel donner à penser aux ravisseurs. — C. S.

(1) Une erreur nous a été signalée dans le Monde du 26 septembre. M. Galle n'a pas été libéré, il y a dans ces appréciations de quel donner à penser aux ravisseurs. — C. S.

(1) Une erreur nous a été signalée dans le Monde du 26 septembre. M. Galle n'a pas été libéré, il y a dans ces appréciations de quel donner à penser aux ravisseurs. — C. S.

(1) Une erreur nous a été signalée dans le Monde du 26 septembre. M. Galle n'a pas été libéré, il y a dans ces appréciations de quel donner à penser aux ravisseurs. — C. S.

(1) Une erreur nous a été signalée dans le Monde du 26 septembre. M. Galle n'a pas été libéré, il y a dans ces appréciations de quel donner à penser aux ravisseurs. — C. S.

(1) Une erreur nous a été signalée dans le Monde du 26 septembre. M. Galle n'a pas été libéré, il y a dans ces appréciations de quel donner à penser aux ravisseurs. — C. S.

(1) Une erreur nous a été signalée dans le Monde du 26 septembre. M. Galle n'a pas été libéré, il y a dans ces appréciations de quel donner à penser aux ravisseurs. — C. S.

(1) Une erreur nous a été signalée dans le Monde du 26 septembre. M. Galle n'a pas été libéré, il y a dans ces appréciations de quel donner à penser aux ravisseurs. — C. S.

(1) Une erreur nous a été signalée dans le Monde du 26 septembre. M. Galle n'a pas été libéré, il y a dans ces appréciations de quel donner à penser aux ravisseurs. — C. S.

(1) Une erreur nous a été signalée dans le Monde du 26 septembre. M. Galle n'a pas été libéré, il y a dans ces appréciations de quel donner à penser aux ravisseurs. — C. S.

JUSTICE

M. HENRI MAYNIER PROFESSEUR GÉNÉRAL

A LA COUR DE CASSATION

Sur proposition du garde des Sceaux, ministre de la Justice, le conseil des ministres du 24 septembre a nommé M. Henri Maynier, premier avocat général à la Cour de cassation, procureur général près la Cour de cassation.

M. Maynier est entré dans la magistrature en 1952 après avoir été avocat à la Cour de cassation. Il a été nommé premier avocat général à la Cour de cassation en 1960. Nommé en 1961 président de la chambre à la Cour d'appel d'Orléans, il a été nommé directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice. Directeur de cabinet de M. Edgar Pisani, alors ministre de la Justice, il a été nommé directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice. Directeur de cabinet de M. Edgar Pisani, alors ministre de la Justice, il a été nommé directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice.

Parcours : M. Maynier est entré dans la magistrature en 1952 après avoir été avocat à la Cour de cassation. Il a été nommé premier avocat général à la Cour de cassation en 1960. Nommé en 1961 président de la chambre à la Cour d'appel d'Orléans, il a été nommé directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice. Directeur de cabinet de M. Edgar Pisani, alors ministre de la Justice, il a été nommé directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice.

En Espagne

COLLISION ENTRE UN TRAIN ET UN CAR : VINGT-CINQ TUÉS

Vingt-cinq personnes ont trouvé la mort et une trentaine ont été blessées dans la collision survenue mercredi 24 septembre entre un train et un car sur la route de Valence, en Espagne. Un train rapide reliant Madrid à Valence a heurté un car sur lequel se trouvaient des touristes. Les deux trains ont été arrêtés à la gare de Valence. Les deux trains ont été arrêtés à la gare de Valence. Les deux trains ont été arrêtés à la gare de Valence.

CORRESPONDANCE

Français perdus à New-York

Mme Anne-Marie Gillet, du Mans, nous apporte son témoignage : « Voyageant aux États-Unis, nous avons été arrêtés par la police à New-York. Les policiers nous ont demandé si nous étions Français. Nous leur avons répondu que oui. Ils nous ont alors demandé si nous étions armés. Nous leur avons répondu que non. Ils nous ont alors demandé si nous étions des touristes. Nous leur avons répondu que oui. Ils nous ont alors demandé si nous étions des touristes. Nous leur avons répondu que oui. Ils nous ont alors demandé si nous étions des touristes. Nous leur avons répondu que oui. Ils nous ont alors demandé si nous étions des touristes. Nous leur avons répondu que oui. Ils nous

ÉDUCATION

UN CONGRÈS A AVIGNON

Les conseillers d'orientation en proie à leurs contradictions

De notre envoyé spécial

Avignon. — L'Association des conseillers d'orientation (ACO) a réuni son 15^e congrès national à Avignon, du 22 au 24 septembre. Plus de cinquante personnes y ont participé (1).

Les conseillers d'orientation ont une double fonction : être des conseillers pour la vie professionnelle, mais aussi des conseillers pour la vie sociale. Ils ne s'occupent pas d'un seul aspect de la vie d'un jeune, mais de l'ensemble de sa formation. Ils sont donc confrontés à de nombreuses contradictions. D'une part, ils doivent être des conseillers pour la vie professionnelle, mais d'autre part, ils doivent être des conseillers pour la vie sociale. Cette double fonction les rend très utiles, mais aussi très difficiles à gérer.

Le principal problème des conseillers d'orientation est de concilier ces deux fonctions. Ils doivent être des conseillers pour la vie professionnelle, mais aussi des conseillers pour la vie sociale. Cette double fonction les rend très utiles, mais aussi très difficiles à gérer. Ils doivent donc trouver un équilibre entre ces deux aspects de leur travail.

Les conseillers d'orientation sont confrontés à de nombreuses contradictions. D'une part, ils doivent être des conseillers pour la vie professionnelle, mais d'autre part, ils doivent être des conseillers pour la vie sociale. Cette double fonction les rend très utiles, mais aussi très difficiles à gérer. Ils doivent donc trouver un équilibre entre ces deux aspects de leur travail.

Il n'y a pas de règle générale lorsqu'il s'agit de gérer ces contradictions. Chaque conseiller d'orientation doit trouver sa propre manière de concilier ces deux fonctions. C'est pourquoi il est si important de leur offrir un cadre de travail adapté à leurs besoins.

PHARMACIE CAPU

Ena. sup. privé Centres Vaugirard et T. 531-31-13

ead école des attachés de direction

329.97.60 Enseignement supérieur de gestion. Admission directe en troisième année pour les candidats titulaires d'une licence. Sur dossier. B.T.S. - D.U.T.

esd-quartier latin

325.44.40 un enseignement d'un style différent pour la formation d'assistant(e) de direction B.T.S.S. bilingue - trilingue

15, rue Soufflot-75240 Paris-Cédex 05 enseignement privé

Nom Adresse

desire recevoir la brochure ESD EAD

Diplôme Niveau

SCIENCES

L'exploitation des gisements à grande profondeur

Le groupe ELF expérimente un télémanipulateur pour les opérations pétrolières sous-marines

De notre envoyée spéciale

Brest. — L'exploitation du pétrole « offshore » a fait actuellement des progrès énormes. Les profondeurs d'eau ne dépassent pas 150 mètres, à l'exception près, le champ de Cognac dans le golfe du Mexique, qui est sous 200 mètres d'eau. Les opérations sont donc de plus en plus complexes. Le groupe ELF expérimente un télémanipulateur pour les opérations pétrolières sous-marines. Ce dispositif permet de réaliser des opérations de maintenance d'un champ « offshore ». Mais, dans quelques années, on exploitera le pétrole sous-marin par des profondeurs de plusieurs centaines de mètres. L'intervention des plongeurs sera alors impossible. Toutes les opérations pétrolières cherchent donc, depuis une quinzaine d'années, à développer les technologies nécessaires à l'exploitation des ressources offshore. Le moment est venu, il faudra disposer, d'une part, de plateformes capables de résister à des vents de plus de 100 km/h, et de collecter du pétrole extrait et d'effectuer divers travaux d'entretien. Le groupe ELF vient de présenter un engin de ce type, qui expérimente près de Brest.

Les yeux fixés sur quatre écrans de télévision, les mains courrant sur une console de commande, deux hommes font manœuvrer deux bras articulés de façon à faire réaliser par TIM (télémanipulateur d'intervention sous-marin) une série de tâches de maintenance électrique. L'opération n'est pas aisée car TIM est, sous 20 mètres d'eau de mer, posé sur le fond du bassin d'essais du Centre national d'océanographie (C.N.O.) près de Brest. Mais les deux hommes ont dû se familiariser rapidement avec l'engin.

Le groupe ELF a installé un petit gisement artificiel du champ de Grouard au large de Brest, pour expérimenter les nouvelles techniques dans les conditions réelles à l'exception de la profondeur d'eau qui n'est que de 60 mètres. Grouard Nord est équipé de trois puits de pétrole d'un type spécial, est en exploitation depuis 1978, et TIM permettra d'y suppléer toute intervention nécessaire. TIM a été commandé par ELF en octobre 1978, aux Ateliers de Construction de Suresnes (A.C.S.) de Nantes qui l'ont conçu en liaison étroite avec ELF. La construction a commencé en juillet 1979 d'avril à août 1980, il a été essayé au large de Nantes et depuis le 1^{er} août dernier l'exploitation est en cours. TIM est un petit engin de 10 mètres de long, 2 mètres de large et 1 mètre de haut. Il est équipé de trois puits de pétrole d'un type spécial, est en exploitation depuis 1978, et TIM permettra d'y suppléer toute intervention nécessaire. TIM a été commandé par ELF en octobre 1978, aux Ateliers de Construction de Suresnes (A.C.S.) de Nantes qui l'ont conçu en liaison étroite avec ELF. La construction a commencé en juillet 1979 d'avril à août 1980, il a été essayé au large de Nantes et depuis le 1^{er} août dernier l'exploitation est en cours. TIM est un petit engin de 10 mètres de long, 2 mètres de large et 1 mètre de haut. Il est équipé de trois puits de pétrole d'un type spécial, est en exploitation depuis 1978, et TIM permettra d'y suppléer toute intervention nécessaire.

D'un poids total de 13 tonnes, TIM sera descendu par un bateau de surface à l'aide d'un système de levage. Il se compose

SPORTS

CYCLISME

LE RETOUR DE BAVAZZI DANS PARIS-BRUXELLES

Paris-Bruxelles est une des grandes classiques du cyclisme, et son audience est toujours importante. C'est pourquoi il est si important de leur offrir un cadre de travail adapté à leurs besoins.

Paris-Bruxelles est une des grandes classiques du cyclisme, et son audience est toujours importante. C'est pourquoi il est si important de leur offrir un cadre de travail adapté à leurs besoins. Les organisateurs de la course ont décidé de faire revenir Bavazzi, qui a été absent de la course pendant plusieurs années. Cette décision a été très bien accueillie par les fans de la course.

Les organisateurs de la course ont décidé de faire revenir Bavazzi, qui a été absent de la course pendant plusieurs années. Cette décision a été très bien accueillie par les fans de la course. Ils ont donc décidé de faire revenir Bavazzi, qui a été absent de la course pendant plusieurs années.

Apprendre l'AMERICAIN A L'AMERICAN CENTER

Cours de conversation dans les langues et soir. Lycées partir 15 ans. Inscriptions immédiates. Début : 1^{er} octobre. Cours privés. Préparation au T.O.E.F.L. Cours pour enfants.

M. JACQUES POLY, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INRA

Le conseil des ministres du 24 septembre a approuvé la nomination de Jacques Poly au poste de président du conseil d'administration de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). M. Poly a été nommé à la tête de l'INRA, qui a été créé en 1963. Il a été nommé à la tête de l'INRA, qui a été créé en 1963. Il a été nommé à la tête de l'INRA, qui a été créé en 1963.

UNESCO

M. HERVÉ BOURGES DEVIENT LE PORTE-PAROLE PERSONNEL DE M. M'BOW

M. Amadou M'Bow, directeur général de l'UNESCO, a nommé M. Hervé Bourges comme porte-parole personnel. M. Bourges a été nommé à la tête de l'UNESCO, qui a été créé en 1945. Il a été nommé à la tête de l'UNESCO, qui a été créé en 1945. Il a été nommé à la tête de l'UNESCO, qui a été créé en 1945.

M. Bourges a été nommé à la tête de l'UNESCO, qui a été créé en 1945. Il a été nommé à la tête de l'UNESCO, qui a été créé en 1945. Il a été nommé à la tête de l'UNESCO, qui a été créé en 1945.

CARNET

Naissances

Bernard et Sylvie PINCENT, née Lachaux, ont eu un fils, Quentin, le 13 septembre 1980. Le Clos-Royal 5, Boulevard des Foy-Bouchard, 44200 Saint-Sébastien-sur-Loire.

Fonctions

On nous prie d'annoncer les fiançailles de Nathalie ROUETOU, fille du docteur Robert Rouetou, et de Mme, née Michèle Bouysse, avec Benoît LOUIS-PINEAU, fils de M. Jean Louis-Pineau et de Mme, née Geneviève Mouton, Champ-Pierre, 18000 Angoulême, 13, rue Bonaparte, 17000 Paris.

Décès

M. et Mme Bernat-Bollande, M. et Mme Luc Bernat-Bollande, Claude, Marc, Alex et Raphaël. Le docteur et Mme Manant et Joseph. M. et Mme Michel Bernat-Bollande, Fanny, Jean-Baptiste et Agathe, Mlle Agnès Bernat-Bollande, Mlle Isabelle Bernat-Bollande, ont le douleur de faire part du décès de Mlle Françoise BERNAT-BOLLANDE, à l'âge de trente-deux ans.

Mme Guy Bertrand, son épouse, petite-enfants et arrière-petits-enfants, font part du décès de M. Guy BERTRAND, croix de guerre 1939-1940, survenu le 18 septembre 1980. Les obsèques ont eu lieu à Saint-Germain-en-Laye, le 22 septembre 1980, dans la plus stricte intimité.

Mme Emile Chiche, le docteur et Mme Patrick Chiche et leurs enfants, les familles Chiche, Sebah, Douah, Minaret, Israël et Albon-Djian, ont le douleur de faire part du décès du docteur Emile CHICHE, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 18 septembre 1980. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière de Montparnasse, le 14 septembre 1980. La famille ne reçoit pas.

Mme Pierre Devoluy, son épouse, a le douleur de faire part du décès de M. Pierre DEVOLUY, président honoraire de la Société des Vignerons, survenu le 31 septembre 1980, en son domicile de Neuilly-sur-Seine. Les obsèques auront lieu le vendredi 26 septembre 1980, à 13 h 30, en l'église Saint-Jacques (Baptiste de Neuilly), 115, avenue de Gaulle, où l'on se réunira. L'inhumation aura lieu au cimetière de Neuilly. M. et Mme Devoluy ont le regret de ne pas recevoir de condoléances.

M. Marcel Mazoyer, ingénieur agronome, a le regret de faire part du décès de M. Marcel MAZUYER, son père, et de sa famille. Les obsèques ont eu lieu le 22 septembre 1980, à 14 heures, en l'église de la Madeleine. L'inhumation aura lieu au cimetière de la Madeleine.

La direction générale de la société L'Air liquide a le regret de faire part du décès de M. Marcel MAZUYER, ingénieur agronome, directeur de la division Industries pharmaceutiques, survenu le 23 septembre 1980, dans sa cinquante-neuvième année. Les obsèques auront lieu le vendredi 26 septembre 1980, à 14 heures, en l'église de la Madeleine. L'inhumation aura lieu au cimetière de la Madeleine.

Mme Roger SANANES, M. Patrick SANANES, Lisa et Anna, ont le douleur d'annoncer le décès subit de Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

M. et Mme Roger SANANES ont le douleur de faire part du décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

Le président et les membres du conseil d'administration, le directeur et le personnel du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, les représentants des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, ont le douleur d'annoncer le décès de M. Roger SANANES, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 23 septembre 1980, à 14 heures. Les obsèques auront lieu à l'église d'Endoumen (Cher), vendredi 26 septembre, à 10 heures. C'est ainsi qu'il a été fait part.

par JAMES SARAZIN

Méts merçhes, Wolfgang Beer et Juliana Plambeck avaient fait échouer un attentat prévu contre le procureur général fédéral : ils allaient distribuer aux automobilistes des tracts et des chéttes présentant les photos des autres membres de la conspiration.

Des liens quasi institutionnels existent bel et bien entre la police européenne — et pas seulement à l'Ouest. M. Herold, président du B.R.A., explique, par exemple, que des hommes à lui assistaient à l'arrestation de M. Meyer et de plusieurs de ses camarades de l'Armée Fraction, et que d'autres polices étrangères assistaient aux conférences yougoslaves lors de l'arrestation de quatre membres de la R.A.F. (1). « Nos liens sont plus étroits sans doute avec la police britannique », dit M. Herold. Mais nous entretenons aussi des rapports « états avec le Danemark, le Danemark, l'Italie et les États-Unis », dit-il. « Les terroristes allemands et français ont ainsi été arrêtés à l'étranger ces derniers mois » (2).

M. Kurt Rehnmann, procureur fédéral, dit : « La pression des recherches policières en Allemagne a fait fuir à l'étranger les terroristes encore en liberté. Ils ont fui vers l'Espagne, l'Arabie Orientale, l'Yougoslavie, la France, l'U.R.S.S. On les a effectivement vu avec la mort ».

Wolfgang Beer et Juliana Plambeck ont été d'une mort violée en France comme les trois autres utilisés par le commando qu'ils ont retrouvés. Ils ont pu être retrouvés à la suite de cinq arrestations de la rue Platon, en avril, 1971, lorsque la police française n'eut pas un rôle très glorieux, les agents du R.G.A. qui supervisaient l'opération n'ayant pas été au courant de l'affaire, dont on ignorait beaucoup à Paris, et réduisant le rôle de leurs confrères français à celui

notions de collaboration entre les polices et de souveraineté nationale. Il pas davantage question de savoir si l'effort de coopération européenne est « tous les jours » ou orienté au profit d'un quelconque intérêt. Car, à l'autre bout du continent ouest-européen, le ministre espagnol de l'Intérieur, M. Carrero Blanco, a fait récemment du laxisme de la France, qui héberge dans la plus grande impunité les chefs de bandes armées, le principal problème selon lui, qui laisse entrer sur son territoire le produit de l'« impôt révolutionnaire » prélevé par l'ETA et qui, à l'occasion, abrite même des camps d'entraînement.

« On voit localisé les encheûs du FETA », explique M. Carrero Blanco, « mais le financement de l' » impôt du FETA, qu'on ne peut pas faire français, qui n'a rien fait, au sein de l'Europe, n'est pas le même. Appliquer sa législation sur les délits financiers qui permettrait de faire cesser l'entrée en France des armes, l'Europe ne peut pas le faire. Mais on réalise que l'ETA ne peut pas réaliser ses buts sans l'argent. »

Malgré quelques indélébiles accrocs de cette espèce, l'« euro-police » fonctionne, dans l'ensemble, à la satisfaction de tous. Les ministres de l'Intérieur jugent la coopération nécessaire, et M. Virgilio Rozgoni, ministre italien de l'Intérieur, a même qu'une session du Parlement européen sur le terrorisme. Ne pouvant compter sur l'interpol, l'organisation internationale de police criminelle, qui s'entend en principe tant sur le plan politique que sur le plan philosophique, religieux et militaire, l'euro-police est même dotée, depuis peu, d'une structure pérenne.

sommet, ont lieu entre dirigeants
 L'Union, réuni à Beyrouth,
 en septembre 1978, des
 dirigeants de l'O.L.P., de l'I.R.A.
 et de la demande l'Armée
 rouge japonaise l'ETA
 et les argentins.

Mais il y a plus : les
 services occidentaux ont acquis
 la conviction que les groupes
 terroristes reçoivent l'appui finan-
 cier et technique de plusieurs
 pays. Le D.S.T. a identifié quatre
 de ces « foyers » : l'Irak, la Syrie,
 la Libye et le Yémen du Sud.
 D'autres, ont localisé, dans le
 dernier pays, trois camps, à Baouf,
 Minkhal et Al-Gheida, dans les
 quels un total de sept cent
 cinquante, mais cinq cents Syri-
 ens, une centaine d'Arabes
 Aliéna entraîneraient des
 groupes terroristes venus du
 monde entier. En Libye, une
 trentaine de camps, une centaine
 d'installations du même type, situées
 à Sebha, à 300 kilomètres
 au sud de Tripoli, et on aurait vu
 côte à côte des Palestiniens
 et des commandos de l'I.R.A. Un

L'Union

« L'un » pouvait vraiment
 parler de « terrorisme » terro-
 riste ? Il apparaissait donc que
 plusieurs « foyers » de par le
 monde pouvaient continuer d'en-
 tretenir longtemps encore une
 menace politique dans certains
 Etats. Le décor devenait des lors
 d'une guerre subversive, à la
 laquelle il fallait se répondre.
 Les gouvernements
 ont donc imaginé la plus large
 et la plus sophistiquée

— Face à face avec le

[illegible]

Espresso! à propos du Pays basque et ils assurent à l'occasion la formation des futurs spécialistes antiterroristes italiens. Mais ces relations sont également courtoises : un réseau radio auquel on s'accroche par un code relie la plupart des services européens (français, israéliens ; en France la Nda est le canal du Groupement interministériel de contrôle (G.I.C.) qui ne s'occupe actuellement que des écoutes téléphoniques. La diffusion des informations devient ainsi instantanée. Elle peut être générale ou ciblée : d'observations sur tel ou tel passage ou de renseignements sur un plaisir ; à ceux qui s'estiment trop éloignés des écoutes du pactole.

Et comment, insoû-
biement, le **police** change sous l'effet du phénomène terroriste ? De France la Nda n'ose pas toujours dire leur nom en brigades spéciales et en services qui ne le sont pas moins. Un tissu policier est en train peut-être de se démanteler et de recouvrir les vieilles démocraties d'Europe sans que leurs populations puissent avoir la moindre chance de les entendre sans même, souvent, que leurs élus soient amenés à émettre un simple avis. L'enjeu de la partie engagée peut se résumer en quelques chiffres approximatifs mais néanmoins significatifs. D'un côté — celui des terroristes — 34 Allemands, 250 Basques, une poignée d'Italiens, à côté de quelques autres. De l'autre — celui d'un quadrillage imposé à une multitude d'indigènes par le simple fait qu'ils ont des villages ou subversifs en puissance. Quel homme de pouvoir

FIN

M. Bonnet ne parle pas

Bien que M. Rehnman prône la précaution de préciser que la coopération avec Paris se fait « sur la base de la prudence soumise au contrôle de la France » et que les « polices d'État » ont été mises sous des « accords » du S.F.A., certaines phases du travail conjoint peuvent surprendre les lecteurs de la « Tribune » communiste. Pendant plusieurs semaines au début de cette année, par exemple, des gratifications de la police française furent versées à des informateurs minutieusement à Orly, les cartes de démantèlement collectées par leurs camarades français de la police de la capitale française. Or, grâce aux renseignements dit-on, ils auraient « dressé » quelques dizaines de terroristes et de sympathisants. De même, les renseignements fonctionnaires français ont été actuellement chargés de recenser les

Allemands vivant en France, les résultats de leur enquête devant être envoyés à Wiesbaden.

Le ministre de l'intérieur français, M. Christian Bonnet, refuse de répondre à la demande, nous le dit comme sur beaucoup d'autres. Seul de tous les ministres européens de l'intérieur, il refuse de répondre à toutes les demandes de terrorisme et l'antiterrorisme, jugeant inopportun d'en parler en ce moment. Faut question donc, de savoir comment un compte rendu peut faire connaître les

(1) Une fois que le G. A. a affirmé même que le ministre de l'intérieur français ne répondra pas à notre lettre 1974, le colonel Stasul peut tenter d'introduire une coopération avec le G. A. et le G. A. en territoire.

(2) Des renseignements de Milan se sont transmis au G. A. et ont été envoyés à Wiesbaden.

Depuis 1977, les policiers adhérents au système TRAVI — en l'occurrence les Neuf du Marché commun — ont constitué chacune un bureau de coordination chargé de rassembler les informations que les chefs de police se remettent tous les six mois le suivi de la coordination. Celui de la police de la ville de Lausanne, les Camps-Etysse, mais il ne figure sur aucun organisme officiel.

La rhubarbe et le séné

Travaillant sous le sceau du « secret défense », les services spéciaux ont encore moins de soucis à se faire pour l'officialisation d'une coopération entre le Club de Berne et qu'une manifestation, les services sociaux de la ville de Zurich ont même dans la main un livre du bon vieux temps : « Passe-moi la rhubarbe » : je te passerai le sécr. ». La D.S.T. française entretient, par exemple, une coopération étroite avec la D.D. allemande depuis 1955 ; les services italiens, pour leur part, ont toujours été sous l'étroite tutelle de la C.I.A.

La collaboration des « hommes de l'ombre » de la plupart des gouvernements occidentaux avec quelques constatazioni, presque générales. Tout d'abord, les mouvements terroristes européens — hormis à travers les frontières — demeurent idéologiques. Ils ont une stratégie unique qui définit un quelconque « cheffisme » et une idéologie. Ils ne sont pas des groupes logistiques qui fournissent d'armes, par exemple, et qui sont dirigés d'en-dehors : on dit par exemple que des membres de l'I.R.A. raient coutume de venir se reposer ou soigner leurs blessures dans des hôpitaux américains et d'être soignées par des Basques. Parfois aussi, des rencontres at-

—Face à face avec BMW.

Du 22 septembre au 4 octobre
5 BMW à gagner au
1^{er} Challenge européen BMW
de consommation*

Vous serez peut-être la chance d'être parmi les gagnants : une BMW série 3.

Ils y a 5 BMW à l'essai : une BMW 316 i, une 318 i, équipées du nouveau moteur 4 cylindres encore plus économique et performant, une 320, la première 6 cylindres BMW, ou mieux encore, la BMW 323 i, modèle sportif et fleuron de la célèbre série 3.

La tirage au sort permettra de déterminer les participants invités à la finale européenne, qui se déroulera sur le circuit d'Estoril au PORTUGAL, en novembre 80.

Demandez votre carte d'inscription, et toutes informations ~~sur ce concours~~ ce concours chez les concessionnaires BMW de votre région.

Relevez le défi avec la série 3
dans toutes les concessions BMW de votre région

[illegible]

*Règlement du concours déposé chez BMW AG - MUNICH

directement sur la plage de Cabourg

à seulement 2 heures ■ Paris par l'Autoroute.
La mer, ■ sable blond, l'air pur du large
■ votre appartement à

l'horizon marin

Av. Diablotins - Cabourg
Bureau de vente sur place :
Samedi, Dimanche, Lundi Tél. (31) 91 53 70
Une réalisation PHILIPPE MOREL
82 Bd Haussmann 75008 Paris Tél. (1) 293 61 17

Je souhaite recevoir votre documentation «Horizon marine»
Nom
Adresse

**P.M.E - P.M.I,
mettez le monde en concurrence.
C'est vous l'acheteur.**

Les exposants français et étrangers ont, cette année, redoublé d'efforts pour faire mieux découvrir les matériels qui augmentent les performances de votre entreprise : Travaux Publics, machines-outils, manutention, informatique, machines agricoles, matériels professionnels pour boulangeries, pâtisseries, collectivités, commerces, etc...
Ils vous offrent de nouveaux fournisseurs de nouveaux marchés. Le Bureau des Echanges Internationaux organise vos rendez-vous avec les missions commerciales étrangères.

Plus le choix est grand, plus l'achat est réussi.

56^e FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE

26 Septembre/6 Octobre 1980. Parc Chanot. 9h/19h

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 25 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE ■ TF 1

- h 20 L'île aux castells.
- h 25 Les Inconnus.
- 7 h 10 Une minute pour les femmes
S.O.S. couple.
- h 20 Eutelsco régionale.
- h 45 Série : Frédéric.
- 20 h Journal.
- 21 h 30 Série : La conquête du ciel.
D'après J.-L. Lignarot, scénario C. Desailly,
réal. C.-J. Bonnardot.
- 21 h 30 Magazine : L'enjeu.
De F. de Closets, B. de la Taille et A. Wenler.
L'édition spéciale, le sous-traitant dans
l'industrie automobile, les objets traqués : le
sacré des électrons ; le commerce du
cristal ; les instruments de musique.
- 22 h 45 Cinéma : « Eblouir »
Film français de J.-P. Mocky (1969), avec
Bourvil, F. Blanche, M. Londeau, E.-J. Chevillard,
Vasco, M. Lelire, B. Corbin.
« L'édition spéciale » : l'art des artistes
tourés de macabres en « étalons » qui sont
satisfaites les besoins sexuels des femmes
adolescentes sans qu'elles tombent dans l'addiction.
Une comédie de mœurs qui peut être le
sujet de la « consommation sexuelle ». Des
choses qui ne sont pas, un peu lourdes, mais
c'est bien fou.

DEUXIÈME CHAÎNE : A ■

16 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Le grand échiquier.
De J. Chancel.
Charles ASSAÏEUR.
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 30 Pour les Jeunes.
 A quel jeu-t-on en France : les Joutes
 22 Ké. 101 : Des Joutes auvergnates et
 12 h 35 Scènes de la vie de province : Fies
 de pays.
 Réal. : A. Delabarre.
 13 h 16 Journal.
 14 h 26 Émission régionale.
 17 h 58 Journal animal.
 Dehors l'écologie.
 20 h 1 Les Joux.
 20 h 30 Chânes (cycle Ch. Bronson) : « Je
 suis un homme... ».
 Film réalisé par A. Scuderi (1987).
 Y. Brynner, E. Wailan, B. McQueen
 G. Bronson, R. Vaughan, M. Dexter, J. Clarrin
 Le film est un village

constamment dévasté par une bande de pillards, acheteurs des armes et recrutent sept mercenaires pour les défendre. Transposition des Sept Samouraïs, d'Akira Kurosawa, 1954.

FRANCE - CULTURE

19 h. 30. Les progrès de la biologie et de la médecine : Les maladies du foie chez l'enfant.

20 h. Théâtre ~~à~~ à Harrison : ~~Le~~ retour, de J.-P. Wenzel.

21 h. 30. Nuits maritimes.

FRANCE - MUSIQUE

29 a. Festival de Berlin 1980 (en direct de Berlin), «Quatre études pour orchestre» (Stravinski); «Concerto pour piano et orchestre n° 5 en fa majeur» (Saint-Saëns); «Symphonie n° 5 en sol mineur» (Mahler); «Concerto» (Chostakovitch); «Rhapsodie espagnole» (Savall), par l'Orchestre de Jeunes de la Philharmonie, dir. K. Kondrachine, avec B. Bloch, piano.

30 a. Les Nuits d'été: Berce (Saint-Saëns, Monteverdi, Respighi, Wagner); 8 h. 4. Concert dans la ville (Puccini, Fauré, Debussy, Rognoni); 1 h. 4. Quatuor (Haydn, Scarlatti, Corelli).

[illegible]

LE TONNERRE ROUGE (A. v.o.) :
200 - 200 - 200 (325-32-51).
LE TROUPEAU (Ture. v.o.) : Studio
de la Harpe, 24 (334-34-83) : 14-
Juillet-Beaugrenelle, 15e (372-
71-70).
UNE FEMME EN VACANCE (Fr.) :
Paramount-Marivaux, 24 (336-30-
40).
LA FETE DE BRIAN (A. v.o.) :
Cluny-Ecoles 24 (336-30-40).

Les grandes retrans-

AMERICA-AMERICA (A. v.o.) :
U.G.C.-Marbeuf, 37 (323-18-52).
Saint-Antoine-des-Arts, 8 (326-
40-30) : 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e
(327-57-23) : 14-Juillet-Bastille, 11e
(333-90-31) : 14-Juillet-Beaugrenelle,
15e (333-90-31) : 14-Juillet-Beaugrenelle,
15e (333-90-31).
Olympie, 14e (337-47-43) : U.G.C.-
Leopold, 24 (281-50-32).
LES ENFANTS DU CAPITAINE
BLOOD (A. v.o.) : Action-View
37 (325-72-07).
LE GRAND ANDON (ARG. v.o.) : Studio
Cinéma, 10 (336-30-41) : Cluny-
Ecoles, 24 (336-30-41).
C'EST UN SECUR OBJET DU
DESIR (Fr.) : Forum-Cinéma, 11e
(297-53-74) : Berrill, 37 (742-50-23) :
Guinea, 24 (334-35-40) : Outlook, 37
(333-52-31).
LE CHARMÉ DISCRET (Fr.) : La
Belle-Étoile, 37 (337-47-71) : Elysée-
Bois, 37 (337-47-71).
LES DAMNÉS (It. v.o.) : (Fr.) :
14-Bois, 37 (337-47-71).
LE DECAVREUR (It. v.o.) :
pallion, 37 (334-51-89).
DECEVREUR (It. v.o.) : (Fr.) : Opéra-
Nigra, 37 (336-62-62).
LE DERNIER NABAB (A. v.o.) :
Studio-Cinéma, 10 (336-30-41).
DEROUD, 1700-1700 (Soc. v.o.) :
Saint-Ambroise, 11 (700-30-10) :
24-Bois, 37 (337-47-71).
LES DIX COMMANDEMENTS (A.
v.o.) : Mlysée - Point-Show, 37
(323-50-72) : V.I., 37 (323-50-72).
LES ENFANTS DU CAPITAINE
GRANT (A. v.o.) : Bapalim, 11e
(336-30-41).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) :
Renaissance, 19 (336-30-41).
LES ENFANTS DU PARADIS (A. v.o.) :
(337-50-90) : Cluny-Ecoles, 11e
(336-30-41).
LES ENFANTS DES COUTURES (Fr.) :
Studio-Cinéma, 10 (336-30-41).
RAIP (A.) : Palais des Arts, 37 (378-
40-30).

LES FILMS NOUVEAUX

[illegible][illegible]

PREMIERE CHAINE : TF 1

12 h 19 Régimes à tout.
13 h 30 Premier problème.
14 h Journal.
15 h 35 Émissions régionales.
15 h 50 Wickea le Viking.
Vive la guerre.
16 h 15 Croque esquamos.
16 h 30 L'Alchimie et les mathématiques :
14 h. 30, L'idole en laque ; 14 h. 35, Les
Mushachas ; 14 h. 35, L'abbé et sa ruche ;
15 h. 4, Variétés ; 15 h. 16, Les comètes.
17 h 15 Le soir.
17 h 35 Les nouvelles.
18 h 10 Une minute pour les femmes.
Savoir acheter son potage.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Série : Fédérat.
20 h Journal.
20 h 30 Au théâtre ce soir : « La terre est
laine ».
D'A. Allard Avec R. Goumeaux, W. Sabatini,
J. Coster, P. Marguon...
22 h 15 Sélections.
De C. Weillhoth Avec Blazière Courman,
« Le Boy Bore » dans les Croisées ; l'art
évidé ; la Compagnie Dominique Baguier ;
l'histoire pour les enfants.
23 h 45 Journal et cinq jours au Bourca.

DEUXIÈME CHAÎNE : ■ 2

12 h 39 **A.N.T.I.O.P.E.**
 12 h 5 **Passes donc ma voix.**
 12 h 30 **Série : Les amours des grandes toiles.**
 12 h 45 **.....**
 12 h 35 **Ensemble régionaliste.**
 12 h 50 **Face à vous.**
 14 h **Aujourd'hui madame.**
 Le mensuel.
 15 h **Série : Poésie story.**
 Mors à crêder
 16 h **Magazine : Centre salons.**
 Un jour à Roissy-Charles-de-Gaulle.
 16 h 55 **La télévision des Météoposteurs.**
 17 h 25 **Panêtre sur.....**
 L'invitation au rêve.
 18 h 30 **Bécard A.2.**
 D'you boy : Les paladins de France ; Goudorak.
 18 h 30 **C'est la vie.**
 18 h 50 **Sen : Des chiffres et des lettres.**
 20 **Ensemble régionaliste.**
 18 h 45 **Top club.**
 20 h **.....**
 20 h **.....**

Feuilleton : Jean [...]

D'après le roman de S. Boucquet, illustré
tion G. ... Avec P. Legrix, J.-M.
...
... dans la rue ...
tous les jours
tropseau de ... paradoxi,
...
donne dans ...
qu'un bébé et aussi
s'emmit tombé en cial, lui faire partager
de ...
se se manipuler ...
produit des épisodes.

21 h 6 Apocryphes : Vie publique et vie privée
U.M.A. à A. Burgeat (film vie), J.
unifié ... des ...

22 h 55 ...

23 h 6 ... (cycle comédies musicales
américaines) : « Marriage royal »,
Film américain ... S. Donan (1953), avec
P. C. ...
H. Wynn, G. Sharpe, S. Leonard.
dantisme américaine, et
d'embarras pour ...
dans revue l'occasion du mariage d'
la princesse Elizabeth. à rester odie
à son ...

Sur un argument très mince, ce tableau
acquiesce ... surtout
aux autres ... Fred Astaire.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

8 h 15 Pour les jeunes.
 du folklore japonais : le Sertidage.
 Une pour tous : « l'île du diable ».
12 h 55 Scènes de la vie de province : Gominé
 whap does whap.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 35 Dessin animé.
 L'ours Paddington.
20 h Les Jeun.
20 h 30 V 3 - Le samedi vendredi : La bataille
 des Kurdes.
 Les Kurdes en J.-M. Carada et M. Thie-
 ronne. Reportage : S. Giorzi.
21 h 30 Documentaire : Les Kurdes. Les tou-
 ristes.
 M. Giorzi et C. M. M.
 Un hommage à Frédéric Mistral proposé
 par l'association de l'occasion du cent qua-
 rantième anniversaire de la naissance du poète
 rencontre itinéraire entre Mistral et
 Girard en Provence.
22 h 45 Journal.
23 h 25 Magazine : Thémis.

FRANCE - CULTURE

8 a. 2. **Malinisme** :
 9 h. La chimie de la connaissance : Les
 langages de l'espace : A & H. 32. **Ministre**
 C. : F. :
 9 h. 50. **Esbec** au hasard.
 9 h. 7. **Ministère** des arts du spectacle.
 9 h. 40. Le texte et la musique : e Présent sovie-
 tique :
 9 h. 40. **Ministère** français contemporains :
 M. Constant.
 9 h. 4. Nous tous, **chansons** : Marcel, ancien
 combattant.
 9 h. 45. **Parapente**.
 9 h. 30. **Soliste** : ■ Kuhn, piano (Le Flam.
 Chailley).
 9 h. 4. **Sons** : ■ **l'inspire** par la terre.
 9 h. 4. Un livre, des voix : e **Ratier** et ses
 fils : A. Buhler.
 9 h. 4. Le **homme**, une ville : Copernic :
 Cracovie.
 9 h. 30. **Concert**.
 9 h. **Pouvoir** de la musique.
 9 h. 30. **Restituer** : e le Théâtre Chinois a.
 M. Chassé.
 9 h. 30. Les **grandes** **aventures** ■ la **musique**
moderne : Les problèmes scientifiques posés
 par la musique.
 ■ **Chopin** : J. Michalet.
 21 h. ■ **Black** et **blue**.
 22 h. 30. ■ ■ ■ **magiques**.

7 H. J. Chuvpikoff: Tart
Ramus. Battle at St
Hippocampus: 2 H. J. Chuvpikoff

mande (Mendelssohn), Beethoven, Barrios, Massani,
Krasaké, Nigier et Parry.)

11 a. b. Concert : [] pour piano
n° 33, c. [] pour piano violoncelle et
violoncelle n° 43 et 41. d. [] sonate
pour piano ; e. [] avec [] piano
et [] violon. f. B. Pidorot, violon-
celle : 13 h. 5.

14 a. b. Festival Barrios (en direct de Lyon) :
L'individue [] dirigée par Iru.

17 a. b. 20. Concert : [] pour 23
instruments : [] (R. Strauss), par
Movat ; [] philharmonique : []
c. [] : 19 h. A. Kiosque : 20 h. Prologue.

18 a. b. 20. Concert (Salle de Strasbourg) : « Ad-
gastrol » extraits du « Paradis perdu » (Fen-
derick). c. Concert symphonique à orches-
tre : [] (Scrymgeour), d. Symphonie
n° 2 (Penderick), par l'Orchestre sym-
phonique de la BBC, sous la direction de E.
[] O. Slinger, violon.

19 a. b. Les Nuits d'étoiles : Intermezzo (Chopin) :
23 h. A. [] cires : [] h. b. []
Jenne (Bach). Grande interprète : []
Ottavio Chausson.

TRIBUNES ET DÉBATS

Si on râle la longueur d'année,
si on rouspète contre le téé, ce
n'est pas parce qu'on a mauvaise
caractère ou mauvaise esprit, ça
vient du tout, mais là c'est
un déçu sans espoir.

Mes-
credi, TF1 propose un Tartuffe
en deux actes.

Pignol. Bon, pourquoi pas. Ce
nous est une série de doute du
Môtière de sinistra mensuris pré-
sentée cet été, un Tarteau
comique, chicheux, obscuro
qui une mise en scène d'Antoine
Vitez, peut-être apprécié
lespy feu, mais qui ne pouvait
que détourner à jamais les popu-
lations d'un auteur devenu, il faut
bien dire, difficile à suivre.

Cette fois-ci, les points de
relire, vous verriez. Les mots les
plus courants à l'époque, le veis,
il gendre, le vœux, ont complété
la liste des termes à connaître
nécessaires. Et de voir Alceste se rouler
par terre n'ajoutait rien à la
compréhension d'un personnage
ainsi rendu, contrairement aux
apparences, à l'attribution et bé-
nefice d'explication

Tartuffe, lui, avait le visage
de Galabru, un comique,
un vrai, très drôle, très ardent.
On risquait peu trop de
s'ennuyer. Et puis, les profs

leurs potaches, ■■■■ ?
heureux de cette collaboration
entre l'école ■■■■
choix. Tant pis pour Juhan ■■■■
et le film ■■■■ troisième,
appelle d'abord sur le bon bouton
et, dès la sortie de Mme Parnelle,
ce recommence, le génie, l'in-
passibilité nous reprendent. On se
sent des fourmis dans les
jambes. On a envie de lever la
station du souffre afin d'échapper
à cet amoncellement rourou —
Orgon au ■■■■ abénu, ■■■■
scène 4 — qui sent encore
l'encre et la craie.

Deux bonnes surprises cepen-
dant. Les scènes avec ■■■■
Tartuffe, si rien à redire, et la
superbe Dorine, campée ■■■■
Micheline Dax. Elle saute à su
trouver et garde tout du long
le rythme et le ton qu'il conve-
naient. Les autres se contien-
nent de lui crier après et de
changer les rythmes, inutile-
ment. La répétition, malin-
ce fait-il qu'on ne ait jamais ar-
rêté, qu'on ■■■■ d'une
interprétation ■■■■ quelconque.
Entre les vulgaires boulevar-
dières d' ■■■■ ce ■■■■
et ■■■■ méprisant
certaine avant-garde, il y aurait-il
place que pour ■■■■ médiocrité ?

CLAUDE SARRAUT

TRIBUNES ET DEBATS
JEUDI 25 SEPTEMBRE
 — **M. Arthur Fournet**, député
 R.F.D. du Var, est reçu à 19 h. 15
 sur Europe 1.
 — **M. Jean Monnet**, ministre
 du travail et de la participation
 à l'économie, l'émission « Le
 téléphone sonne », sur France-
 3, à 19 h. 20.
LE VENDREDI 26
 — **M. Pierre Messmer**, député
 R.F.D. de la Moselle, ancien pre-
 mier ministre, participe à l'émis-
 sion « Carte blanche à... » sur
 Europe 1, à 19 h. 15.

● Une émission de service dans le style des petites annonces hebdomadaires, qui tous les samedis de l'été Pierre Codu et Jean Meretto ont présentée sous le titre Les Alfred et les Sophie, a été diffusée par la nouvelle radio France-Inter chaque samedi de 18 heures à 18 heures. Cette chaîne de solidarité est animée par deux journalistes, Pierre Codu et Jean Meretto, qui mettent en relation un auditeur et une auditrice avec lequel ou laquelle seraient susceptibles de partager une demande de logement, d'emploi, de moyen de transport, etc.

**CRÉATION DE FILIALES
CINÉMATOGRAPHIQUES
LA S.F.P., TF 1 ET A**

ne société française de production cinématographique (P.C.), filiale à 99,8 % de la société française de production et d'édition audiovisuelles (S.F.P.), doit être constituée. Elle sera présidée par M. Antoine de Clermont-Tonnerre, président de la S.F.P. De leur côté, TF1 et Antenne 2, qui ont récemment reçu l'autorisation de coproduire des films, ont également créé des sociétés, TF1 Films Production et Antenne 2.

Vendredi 26 Septembre
à 20 heures

COURSES
à
VINCENNES

Pari Jumelé
dans toutes les courses

Pari Trio
à chaque réunion

Tenez votre table au « Privé »
989-67-11

Prochaines réunions :

LE BUDGET DE LA C.E.E.
Les ministres des Neuf ont effectué
des coupes importantes
dans l'avant-projet de la Commission

La Commission a publié le 24 sa dernière déclaration où elle se dissocie de la position restrictive ainsi adoptée par le conseil des ministres. Nul doute que l'Assemblée réagisse de la même manière : comme une déclaration parlementaire la révoquant.

De notre correspondant

Accroissement de la part prise par les produits congelés (40 % de la commercialisation en 1979); augmentation des importations; différences tarifaires consenties aux pays fournisseurs (80 % des achats effectués par les pays de la C.E.E. bénéficiaient de droits de douane); faibles aides compensatoires accordées aux pêcheurs dans les opérations de retrait; poids net inférieur à celui le produit est retiré du marché, sans cours étant trop bas pour être transformés en farine) par rapport aux autres produits; conditions défavorables des pays communautaires.

MARCEL SCOTTO.

De notre correspondant

A l'automne 1979, la commission a proposé de ramener la production bénéficiant de la garantie communautaire à 2,5 % (quotas A + B) de 21,6 millions 10,4 millions de tonnes. Justifier la réduction autoritaire, elle mettait en avant la stagnation de la production de la C.E.E. (autour de 9,5 millions de tonnes) et l'engagement pris par les Neuf d'acheter chaque année 15 million de tonnes aux pays du tiers monde (Asie, Afrique et Pacifique (A.C.P.), signataires de la convention de Lomé. Aujourd'hui la situation s'est modifiée : depuis avril, le tiers monde ne peut plus bénéficier de la garantie communautaire. La commission propose de maintenir les quotas A à leur niveau actuel, à savoir 9 398 000 tonnes et de légèrement réduire les quotas B à 2 935 000 tonnes à 2 095 000 tonnes).

Désormais les quotas B ne seraient pas établis en prenant un pourcentage fixe du quota A, égal pour tous les Etats, mais par référence aux productions de chaque B effectivement réalisées entre 1975 et 1980 dans chaque pays membre. Ceux d'entre eux qui, par ce peu compétitifs, n'ont utilisé que partiellement le quota B qui leur était attribué, se verraient affecter un quota B réduit, mais seraient, par exemple, le cas du Royaume-Uni (de 120 000 à 53 000 tonnes), de la Belgique (de 187 000 à 81 000 tonnes) ou des DOM français (de 128 000 à 23 000 tonnes). Les Etats membres qui n'ont pas atteint leurs quotas B perdraient ainsi, au contraire, ainsi la France (de 696 000 à 759 000 tonnes) et l'Allemagne (de 547 000

TRANSPORTS

● **Projet de fusion dans les chemins de fer américains** — Le sénateur démocrate du Texas, Lyndon B. Johnson, a demandé au gouvernement fédéral l'autorisation de fusionner pour créer un réseau unifié des chemins de fer américains. Il veut voir venir vingt et un Etats du Pacifique au centre des Etats-Unis. ■
Union Pacific, Western Pacific ■
Dissous — Le projet de fusion qu'un mouvement permettrait une utilisation plus judicieuse du matériel, un service amélioré ■
augmenterait ■
compétitivité ■
~ (A.F.P.)

Durant les trois premiers mois de 1980, le surplus commercial s'élevait à 4,3 milliards de D.M. contre le déficit courant à 2,5 milliards. Au cours de la même période de 1979, l'excédent commercial avait été de 16,5 milliards de D.M. et le déficit des paiements courants de 4,3 milliards de D.M.

La R.F.A. avait connu en 1979 pour la première fois depuis 1955 un déficit de ses paiements sur biens de 9 milliards de D.M. Pour 1980, les experts prédisent un déficit total de 15 milliards de dollars, le plus élevé des pays industrialisés.

M. Petitmengin succède à M. Gardent à la direction des Charbonnages de France

Le conseil des ministres du 11 septembre a nommé M. Jacques Petitmengin directeur général des Charbonnages de France, en remplacement de M. Paul Gardent. D'autre part, M. Jacques Ragot a été nommé président du conseil d'administration des Charbonnages de la région Nord du Pas-de-Calais.

Le dos au mur

[illegible]

Ge polytechnicien-minieur, en 1921, a passé l'année de sa vie à l'étranger. Directeur des mines générales du GDF en 1923 puis des mines générales du GDF en 1924, il a été nommé directeur des mines de Lorraine en 1925 et, devant le refus du général d'Alembert, du titre de directeur des mines de Lorraine, il a pris la direction générale des Charbonnages en France.

ni les grands plans gouvernementaux. M. Gardent a donc participé au déclin du charbon français, parfois aussi comme à un exemple de déclin, mais aussi comme à un exemple d'une loyauté extrême, il n'a jamais cessé l'analyse économique qui a permis à cette régression : le déclin du charbon français n'est pas le résultat d'un rapport import-export d'Afrique du Sud et de l'Europe.

Pologne, il a cependant gagné 11 millions en vingt années, la dernière fois, le ministre ayant quarante-cinq ans, mais il a diversifié (chimie, construction, industries pharmaceutiques, etc.), qui ont permis de se rendre moins dépendant des subventions des régions.

**Pour la première fois
depuis 1965**

LA BALANCE COMMERCIALE OUEST-ALLEMANDE A ÉTÉ DÉFICITAIRE EN AOÛT

première fois depuis 1985, le R.F.A. a enregistré en août un déficit de sa balance commerciale, soit 10 milliards de D.M. En août 1984, l'excédent des échanges de marchandises avec l'étranger avait même atteint 1 milliard de D.M. Le bilan des transactions touristiques s'est soldé, par un déficit de 3,9 milliards de D.M. en août, contre un excédent de 3,6 milliards pour le mois de mai.

Durant les trois premiers mois de 1980, le surplus commercial s'élevait à 4,3 milliards de D.M. contre le déficit courant à 2,5 milliards. Au cours de la même période de 1979, l'excédent commercial avait été de 16,5 milliards de D.M. et le déficit des paiements courants de 4,3 milliards de D.M.

La R.F.A. avait connu en 1979 pour la première fois depuis 1955 un déficit de ses paiements sur des biens et services, les excédents de 9 milliards de D.M. Pour 1980, les experts prédisent un déficit total de 12 milliards de dollars, le plus élevé des pays industrialisés.

A Sèvres (Hauts-de-Seine)

D'anciens squatters veulent faire de la « rénovation urbaine autogérée »

[illegible]

La municipalité d'union de gauche, en accord avec la société d'économie mixte (SEM) qui gère l'opération, prévoit de vendre le terrain à un promoteur privé qui réalisera, en réserve foncière, des logements complémentaires.

l'opération de son choix. Les habitants, sur place depuis longtemps — squatteurs dans un premier temps, mais qui, à la fin d'un processus acquiescent régulièrement, ont payé — s'en vont à la recherche de l'aventure dans un autre quartier. Il voudrait préserver le style de la ville, mais ne veut pas la démanteler. Il suggère d'acquiescer à la vente de la parcelle en une opération d'habitat autorisé, impliquant une participation financière des habitants actuels et ceux de demain à la gestion de l'ensemble. Un di-

FRANÇOIS ROLLIN.



**En été: production
atteignant 700.000
bouteilles de
boissons par jour**

Dans cette usine, située à Pont Saint Pierre en Normandie, appartenant à la Société Pierval du groupement des Eaux Minérales de Vittel, il y a des moments de travail intense durant les fortes chaleurs : à l'aide de leurs chariots élévateurs, les hommes (en 2 équipes) doivent expédier la production quotidienne. La rapidité des manutentions ne doit pas être obtenue au détriment de la sécurité des marchandises. C'est pourquoi cette usine utilise des chariots Linde, à leur transmission hydrostatique, chariots Linde à 4 roues motrices.

pas seulement rapides au travail mais ils garantissent aussi le transport des palettes en toute sécurité. Linde offre dans ce domaine des solutions à l'avant-garde en technique et en rendement. Avec 19.000 employés, Linde est un des leaders du secteur de plus de 2,6 milliards de DM.

Line AG, Wiesbaden (RFA), représenté par:
Line Maritime S.A.R.L., Rue de la Croix de l'Orme,
Bures-sur-Meuse, 78630 Orgeval, tél. (3) 975.73.00

AUTOMOBILE

DEUX ANS APRÈS SON RACHAT

Talbot devient une filiale d'Automobiles Peugeot

Deux mille cinq cents suppressions d'emploi à l'usine de Poissy

M. Jean-Paul Parayre, président du groupe Peugeot S.A., a annoncé, mercredi 24 septembre, une restructuration de la division automobile du groupe (nos dernières éditions du 25 septembre). Cette restructuration, dictée par l'aggravation de la concurrence - et la nécessité de resserrer le dispositif industriel et commercial - du groupe, concerne uniquement les sociétés Automobiles Peugeot et Automobiles

Talbot, cette dernière devenant une filiale de la première. La troisième société, Automobiles Citroën, échappe à cette restructuration. M. Parayre a déclaré d'autre part, dans l'immédiat, Talbot allait procéder, pour des raisons d'ordre conjoncturel, à des réductions d'effectifs en France (deux mille à deux mille cinq cents personnes) et en Grande-Bretagne.

Automobiles Talbot, la plus récente des trois sociétés, constituée après le rachat en septembre 1978 des filiales européennes du groupe américain Chrysler Corp., a été intégrée dans Automobiles Peugeot, dont elle deviendra une filiale - au lieu d'être directement rattachée à la société holding Peugeot S.A. Alors que, jusqu'à présent, elle avait conservé des structures de direction, de production et de distribution distinctes, tous ses services et moyens susceptibles d'être intégrés sans porter atteinte à la pérennité de la marque y seront apportés à Automobiles Peugeot. La nouvelle société Automobiles Talbot ne conservera en propre que l'usine de Poissy (vingt-cinq mille salariés), qui assure l'embouteillage, la carrosserie et le montage des véhicules, le centre d'essais de Motorisation et le centre d'études de Carrières-sous-Poissy. Elle continuera donc de concevoir et de produire - sous le contrôle direct de Peugeot - des modèles distincts qui porteront sa marque.

En revanche, les sept usines dites « fournisseurs », c'est-à-dire celles qui fabriquent des pièces ou des organes (Valenciennes, La Rochelle, Vieux-Condé et Sully-sur-Loire, pour les plus grosses), de même que les services administratifs seront intégrés dans Automobiles Peugeot. Les deux filiales de Talbot en Grande-Bretagne et en Espagne dépendront également d'Automobiles Peugeot.

Enfin, les réseaux commerciaux des deux marques seront progressivement intégrés en France comme à l'étranger, l'ensemble étant dirigé par une direction commerciale unique au sein d'Automobiles Peugeot. Dans leur ensemble, ces réformes de structure devraient être mises en place d'ici la fin de l'année, mise à part l'unification des réseaux qui se fera, a assuré M. Parayre, de façon « progressive, progressive et prudente » afin de « limiter les troubles » et d'« éliminer les risques de pertes de réseau ». Après avoir insisté sur les complémentarités

qui existaient entre les deux sociétés, tant au niveau des gammes que de l'organisation géographique de l'appareil commercial, M. Parayre s'est refusé à évaluer les conséquences qu'aurait à terme sur l'emploi la mise en place de ces réformes. Il a en revanche indiqué que, pour des raisons d'adaptation conjoncturelles de la production à la demande, la direction de Talbot allait annoncer très prochainement des compressions d'effectifs touchant de « deux mille à deux mille cinq cents personnes » et qui pourraient prendre la forme de mises en préretraite à cinquante-six ans. Il a en outre indiqué que des mesures de réduction d'effectifs très importantes seraient annoncées dans les semaines à venir dans les usines britanniques du groupe. Enfin, il a confirmé que P.S.A. recherchait pour la division Dodge (camions) de Talbot une « alliance avec un partenaire suffisamment fort pour développer son activité », mais que le groupe « n'envisageait pas de céder Dodge ».

Un constat d'échec

Il n'est pas courant dans l'industrie de reconnaître en public ses erreurs. C'est pourtant l'exercice inhabituel auquel s'est livré, mercredi 24 septembre, M. Parayre, avec la même rigueur, la même souci minutieux du détail que ses prédécesseurs et lui-même, Talbot, l'ancien directeur de la division Talbot de la division Dodge, désormais première marque en Europe, mentionnait, échappait aux sanctions : Peugeot peut mieux faire, mais conserve de sérieux atouts ; Talbot, résultats catastrophiques en dépit d'efforts méritoires, réorientés et puni : finis la liberté. C'était, dit sans tarder, un véritable constat d'échec, que les dirigeants de la firme de Sochaux tentaient à peine de dissimuler sous Talbot de la crise et dont les causes sont connues.

Après le rachat, le rachat a peu fait et mal préparé des filiales de Chrysler, dont l'expertise, conduite trop vite ne permettait à P.S.A. ni de déceler les vices cachés ni de choisir en toute connaissance de cause la politique d'intégration à suivre. Talbot n'était pas Citroën et ne pouvait en conséquence être géré de la même façon. Les filiales européennes de Chrysler souffraient depuis 1973 d'un sous-investissement chronique et n'avaient ni les outils industriels ni les études en cours permettant un redressement spectaculaire. Il fallait investir, et massivement. De plus, l'ancien propriétaire, emprégné dans ses propres difficultés, s'entraînait à laisser les choses se faire, sans aucune mesure de sauvegarde. Peugeot S.A. se ramasse sur lui-même, n'ayant plus les moyens - financiers et humains - de mener de front le redressement mal engagé de Talbot et le redéploiement défilé de son outil. Le risque est énorme. Car si le regroupement des directions et la plupart des usines doit lui permettre, rapidement, de réaliser d'importantes économies de frais généraux et de faciliter la restructuration des unités de production, la fusion des réseaux, même progressive, risque, en revanche, d'avoir des conséquences en matière commerciale : démolition et perte des concessionnaires et agents - qui risquent de tomber dans le bras des concurrents nippons - et surtout dilution, voire dégradation de l'image de marque des deux firmes. Talbot cherchait un style, il risque de s'effacer complètement. Peugeot avait une réputation, elle risque de se ternir.

La régression - du pouvoir d'achat dans de nombreux pays européens, jointe aux effets du second choc pétrolier, a provoqué depuis la fin de l'an passé une réduction globale et un glissement de la demande vers le bas de gamme, créant donc Talbot est complètement absent. Résultat : baisse des ventes et de la production, réduction de la part du marché, qui, en France, est revenue de 8,5 % à moins de 7 % et en Europe de 6 % à 4,2 % en deux ans, et déficits à répétition. Après deux années de « redressement », instructives, l'échec est patent. Peugeot S.A. en a tiré les conséquences. Dans une conjoncture défavorable, Talbot ne pouvait espérer une amélioration rapide. Talbot devenait une « dansa » - Ce n'est pas précisément le genre de la maison mère. En l'occurrence, la chose était d'autant moins supportable qu'Automobiles Peugeot, gérée par une image de marque un peu débraillée, marquait aussi le pas et perdait des parts de marché, tant que Citroën, revenant à ses mauvaises habitudes, menaçait d'être à nouveau en rouge. Les résultats de l'année 1980 seront mauvais - au sens de Peugeot -, a avoué M. Parayre, ce qui, en termes clairs, signifie qu'Automobiles Peugeot parviendra tout juste cette année à éponger les pertes.

Une stratégie inchangée

Or, dans la bagarre commerciale qu'il s'annonce, le groupe n'aura pas trop de toutes ses ressources s'il veut mener à bien la restructuration en profondeur de l'outil de production qu'il a entamée depuis deux ans. Car Automobiles Talbot disparaît - ou presque - mais la stratégie à moyen terme du groupe n'en est pas pour autant modifiée. L'idée de base, fixée une fois pour toutes par M. Gauthier, le président de M. Parayre, au lendemain de la première crise pétrolière, est simple : attendre un volume de ventes - et donc de production - suffisant pour amortir grâce à des séries longues et des éléments de base interchangeables non seulement les coûts industriels, mais aussi les frais croissants d'étude et de recherche.

Une patiente et lourde refonte de l'outil industriel a ainsi été engagée

En investissant 200 millions de dollars supplémentaires

Renault portera à 46 % sa participation dans le capital d'American Motors Corp.

Le groupe Renault a annoncé, le 24 septembre, qu'il avait décidé d'augmenter sa participation dans le capital d'American Motors Corp. (A.M.C.), son partenaire américain depuis un an (le monde daté 14-15 octobre 1979). Le groupe français a accepté d'acquiescer 200 millions de dollars (840 millions de francs environ) d'actions normales ou préférentielles d'A.M.C. au cours des deux prochaines années, qui s'ajouteront aux 150 millions de dollars déjà investis par la Régie lors des accords d'octobre 1979. A l'issue de ces opérations, Renault détendra 46 % du capital d'A.M.C., au lieu des 23,5 % prévus il y a un an, et cinq postes au conseil d'administration (contre deux actuellement).

Renault, en acceptant il y a un an de devenir le principal actionnaire du quatrième constructeur d'automobiles des Etats-Unis, s'était engagé jusqu'à la fin de l'année prochaine à investir 200 millions de dollars dans la Régie. Cette fois, il y est jusqu'au bout. Volontarisme ? C'est une autre affaire. Les dirigeants de la Régie insistent sur la dynamique de leur association, soulignant que la totalité des sommes ainsi investies servira à élargir le réseau nord-américain, et à moderniser la gamme Jeep. C'est, disent-ils, en substance, parce que la « marque » est plus belle que prévue que le groupe français décide d'aller plus loin. Certes, A.M.C. favorisait par une gamme de voitures moins gourmandes que celles de General Motors, de Ford ou de Chrysler, a été moins frappée que celle-ci par la crise qui sévit outre-Atlantique. Mais les derniers mois ont été durs. A.M.C. prévoyait pour l'exercice 1980 une perte record.

Sans modèle vraiment nouveau et sans ressources nécessaires pour moderniser sa gamme (notamment ses modèles Jeep), A.M.C., qui ne couvre que 2 % environ du marché américain, aurait eu bien du mal à tenir jusqu'au lancement en 1982 d'un nouveau modèle conçu avec l'aide de Renault, si ce dernier n'était intervenu. Les banques américaines, sollicitées au début de l'été, avaient refusé de lui accorder le prêt de 90 millions de dollars nécessaire à sa survie. Renault pouvait-il laisser tomber son partenaire, se conten-

tant de récupérer son réseau, six mois après une alliance - saluée des deux côtés de l'Atlantique - comme une victoire, et quelques mois avant le lancement aux Etats-Unis d'un nouveau modèle, la R-18 ? Théoriquement oui, concrètement c'était non seulement risquer de perdre complètement sa mise, mais aussi compromettre définitivement son offensive américaine, compte tenu de l'effet catastrophique qu'un tel faux bond aurait eu sur l'option. Reste à savoir si les fonds remis au pot suffiront à redresser A.M.C. La note est déjà belle : près de 400 millions de dollars, sans compter les pertes encourues sur les ventes de la R-6, le groupe français ayant reconnu que l'opération ne serait positive qu'à partir du moment où il atteindrait le seuil de quarante mille voitures vendues par an (il devrait cette année atteindre trente mille). S'il est vrai, comme on a l'impression de le croire, que le « marché » sur le marché américain coûte 200 millions de dollars, Renault a d'ores et déjà payé pour deux... - V. M.

RÉGIE RENAULT : DEUX MILLE CINQ CENTS PRÉ-RETRAITES VOLONTAIRES ?

La Régie Renault a négocié avec le Fonds national pour l'emploi un accord qui permettra à deux mille cinq cents pré-retraités de partir en pré-retraite dès cinquante-sept ans. Il s'agit non pas de licenciements obligatoires, mais d'« incitations » à des départs volontaires. Financièrement, le paiement des pré-retraites sera supporté à la fois par la F.N.E., les ASSEDIC et la Régie.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL ITALIEN

TENTE D'ÉVITER LES LICENCIEMENTS PRÉVUS PAR FIAT

(De notre correspondant)

Rome. - Le président du conseil italien, M. Cossiga, essaie depuis le 24 septembre de jouer en personne le rôle de médiateur entre les partenaires sociaux dans le conflit ouvert à propos des quatre mille quatre cent soixante-neuf licenciements annoncés par la Fiat. Le conflit s'est durci avec l'appel à une grève de huit heures de tous les métallurgistes italiens pour la journée du 25 septembre et à une grève générale régionale de quatre heures, le même jour, dans le Piémont et en Campanie. Les trois confédérations syndicales nationales (C.G.I.L., C.I.S.I. et U.I.L.) ont d'autre part appelé à une grève générale sur tout le territoire le 2 octobre. Fait sans précédent, quinze millions de personnes arrêteront le travail, non pas contre le gouvernement, mais pour faire céder la seule direction de la Fiat.

La marge de manœuvre du chef du gouvernement est très étroite. Son projet se base sur la proposition élaborée par le ministre du travail, M. Fosschi Prevolto, pour éviter les licenciements, la mise en chômage temporaire (remboursé à 90 % par la caisse d'intégration), une caisse mutuelle d'assistance (pour quatre mille ouvriers jusqu'en 1^{er} janvier). Puis, à partir de cette date, comme le proposent les syndicats, la mise en chômage partiel temporaire, par rotation, les soixante-dix mille travailleurs déjà touchés par cette mesure les deux premiers jours de chaque semaine de septembre. Enfin, pour éviter les licenciements purs et simples, le ministre du travail avait proposé le blocage du turnover et la mise à la retraite anticipée de douze mille personnes. Les partenaires sociaux se retrouveront ensuite le 30 juin 1981 pour faire le point.

Les syndicats ont accepté, mais à condition qu'elle ne soit pas modifiée. La direction de Fiat en revanche refuse parce que ce projet ne prévoit pas la « mobilité extérieure » de la main-d'œuvre, c'est-à-dire le reclassement à l'extérieur du groupe Fiat de plusieurs milliers de travailleurs. (L'Interim.)

Sheraton. La chaîne d'hôtels de luxe au développement le plus rapide.

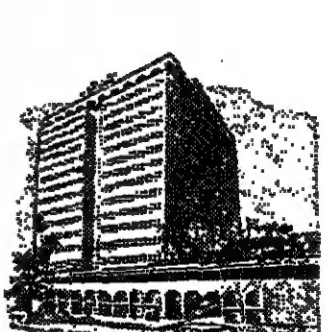
Et progressant au rythme spectaculaire du Moyen Orient.



DAMASCUS-SHERATON - Cet hôtel de luxe est entouré de merveilleux jardins et allie l'architecture orientale avec le confort moderne. Celui-ci comprend une piscine, des courts de tennis, une auberge commerciale, et un choix de salles à manger élégantes. Toutes les chambres sont aménagées avec goût.



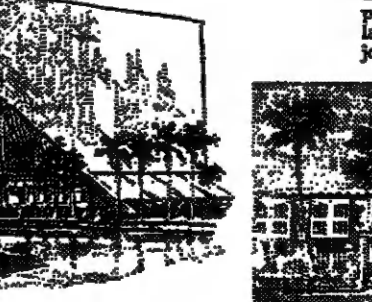
ABU-DHABI-SHERATON - Un nouvel hôtel avec vue sur le golf bleu-azur. A proximité du centre commercial et à 20 km de l'aéroport dans la luxueuse immensité de l'île. Avec à votre disposition une plage privée et la piscine de l'hôtel. Les plats sont préparés par un personnel ayant déjà remporté de nombreux prix.



JEDDAH-SHERATON - Un hôtel qui vient d'ouvrir ses portes, avec 17 étages, à proximité de l'aéroport et cependant au cœur du quartier des affaires. Tous les services Sheraton et toutes les installations s'y trouvent : téléphone, télévisions par satellites, barbeques au bord de la piscine, un restaurant qui fera la joie des gourmets.



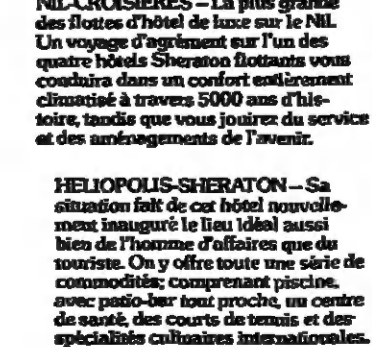
DUBAI-SHERATON - Centre du monde des affaires, à Dubai, situé juste à l'« The Creek ». Votre première impression sera le hall de réception haut de sept étages. Peut-être un des hôtels les plus exclusifs de Dubai, mais un grain d'insouciance n'est jamais déplacé.



MEDINA-SHERATON - Lieu de rencontre splendide pour hommes d'affaires. Nous offrons le luxe et le confort international sans oublier les installations audiovisuelles les plus récentes. Construit en marbre italien, décor d'artisans venant de France, son architecture, son décor et sa cuisine en font le paradis du comestible.



NÎMES-SHERATON - La plus grande des flottes d'hôtels de luxe sur le Nil. Un voyage d'agrément sur l'un des quatre hôtels Sheraton flottants vous conduira dans un confort estival et climatique à travers 5000 ans d'histoire, tandis que vous jouirez du service et des aménagements de l'avant.



HELIOPOLIS-SHERATON - Sa situation fait de cet hôtel nouvelle-ment inauguré le lieu idéal aussi bien de l'homme d'affaires que du touriste. On y offre toute une série de commodités : confort piscine, avec patio-bar tout proche, un centre de santé, des courts de tennis et des spécialités culinaires internationales.



Pour toute réservation dans le monde entier, appelez ou écrivez votre agent de voyages.



RESERVATION III Paris 079 28 00 Réservation III vous donnera la confirmation immédiate dans 400 hôtels Sheraton de 40 pays.

Sheraton
HOTELS & INNS, WORLDWIDE

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	100 = 100	100 = 100	100 = 100	100 = 100
£ (GBP)	1,2510	1,2500	1,2500	1,2500
DM	2,3200	2,3200	2,3200	2,3200
FF (F)	16,5000	16,5000	16,5000	16,5000
¥ (JPY)	160,0000	160,0000	160,0000	160,0000
₹ (INR)	1,2500	1,2500	1,2500	1,2500
₧ (GRD)	16,5000	16,5000	16,5000	16,5000
₡ (PRV)	16,5000	16,5000	16,5000	16,5000

TAUX DES EURO-MONNAIES

	12 M	6 M	3 M	1 M	3 M	6 M	12 M
DM	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
FF	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
₧	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
₡	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
₪	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
₱	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
₹	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de séance par une grande banque de la place.

M. Eugen Loderer a été élu président du plus grand syndicat du monde, l'I.G. Metall ouest-allemand, qui compte deux millions sept cent mille adhérents. Le troisième congrès ordinaire du syndicat des « métaux » de R.F.A. qui se tenait à Berlin-Ouest, l'a confirmé le 21 septembre par 408 voix contre 53 et 24 abstentions dans cette fonction, qu'il occupe depuis 1972.

en 1980
qui n'est pas cont
par la
bureautique

CONJONCTURE

La hausse des prix de détail est restée très forte en août: + 1 %

La hausse des prix de détail a encore été très forte en août: + 1 % par rapport à juillet. L'indice calculé par l'INSEE s'est établi à 254,9 le 2201^{er} dernier contre 252,4 en juillet sur la base 100 en 1970. Par rapport à août 1979, l'augmentation des prix de détail est de 12,6 %. Sur les trois derniers mois connus (juin, juillet, août), la hausse des prix atteint un rythme annuel de 13 %.

La hausse des prix alimentaires a été de 1 % en août (+ 0,8 % en un an), celle des produits manufacturés de 1 % également (+ 10,8 % en un an), celle des services de 1,1 % (+ 13,9 % par rapport à août 1979).

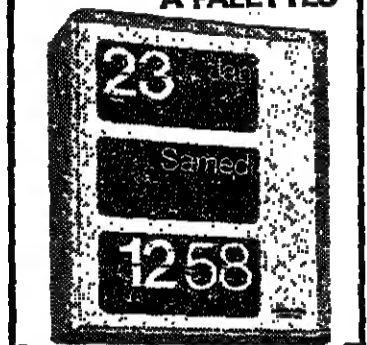
L'augmentation du mois d'août est d'autant plus forte qu'en cette période d'été beaucoup de points de vente sont fermés, ce qui réduit d'autant les hausses enregistrées. Ce mauvais résultat s'explique notamment par la poursuite des hausses des tarifs publics: + 7,4 % pour le gaz domestique, + 4,9 % pour l'électricité domestique à partir du 1^{er} août (1). Les prix des timbres ont également augmenté à partir du 1^{er} août: de 1,10 F à 1,20 F pour les plus non urgents (+ 9,1 %), de 1,30 F à 1,40 F pour les autres (+ 7,7 %). Autres augmentations intervenues en août: les tarifs des dentistes relevés de 7,5 % (+ 15 % en un an) et les prix du tabac: + 6,5 % en un mois (+ 15,3 % en un an).

Ralentissement de l'activité

« La demande s'est affaiblie et les réponses des chefs d'entreprise indiquent une réduction de la production, contrastant avec la reprise de l'été passé », écrit l'INSEE au vu de sa dernière

(1) Les hausses enregistrées en août, étant intervenues à la moitié du mois, n'ont pas sur l'indice que pour moitié soit 3,7 % pour le gaz et 2,5 % pour l'électricité. Sur un an, la hausse atteint 36,1 % pour le gaz et 15 % pour l'électricité.

C.E.V.M.I. solari
1^{er} FABRIQUANT MONDIAL D'HORLOGES A PALETTES



DEPARTEMENT TELE-INDICATEURS
20, AVENUE BASTILLE, 75004 PARIS
au SICOB
stand 2D.2405

DIAMANT
Des diamants de haute qualité, une gamme de prix très concurrentiels avec certificats: GIA-HRD-CCIP
Pour toute la France
VENTE ET RENSEIGNEMENTS
PIERRE VONDERM
5, rue du Felder, 75008 Paris
Parking Opéra
247.13.41 +

AGRICULTURE

Rejetant la distinction entre hormones inoffensives et hormones dangereuses

Les syndicats de vétérinaires accusent M. Méhaignerie de « laxisme délibéré »

« L'agriculture française est boiteuse et son élevage est malade. Le grand responsable en est le ministre de l'Agriculture. Nous demandons aujourd'hui sa démission. » Les syndicats de vétérinaires, auxquels s'est associé l'ancien secrétaire général de l'Ordre des vétérinaires, n'y sont pas allés par quatre chemins lors de leur conférence de presse, mercredi 24 septembre: le ministre de l'Agriculture est accusé de laxisme: la ponctuelle de textes réglementaires et législatifs dont disposent les pouvoirs publics n'est pas utilisée « non par manque d'hommes ni de volonté, mais de propos délibéré du ministre ». « Ce laxisme incompréhensible ne s'explique que par des raisons électorales », ce sont de mauvaises raisons électorales.

Les vétérinaires citent des faits: 897 contrôles sur la présence d'hormones, sur 3 millions de vaches abattues en 1979; 63 étaient positifs. On ne trouve pas trace de ces animaux au chapitre des retraits dans le rapport de la direction de la qualité. Pourquoi, demandent les vétérinaires, les actions judiciaires engagées n'aboutissent-elles pas? Trop lié aux groupements de producteurs bretons, M. Méhaignerie est, dans cette affaire, estimé les vétérinaires, juge et partie.

Mais — et c'est la partie la plus intéressante de leur démonstration — les vétérinaires déclarent que la distinction qui tend à séparer entre hormones artificielles reconnues dangereuses pour la santé et les hormones naturelles qui ne le seraient pas — c'est du moins ce qu'affirment les vétérinaires — sur les huit réunis par M. Méhaignerie — est illusoire, car « personne autour

d'hui ne peut honnêtement dire qu'elles ne sont pas dangereuses. Dans le doute, il convient de s'abstenir de les utiliser, comme la loi le prescrit ». Les vétérinaires, ou du moins ceux des syndicats, et le représentant du conseil de l'Ordre démissionnaire mettent en doute le caractère naturel de ces hormones, dont l'autorisation aurait été envisagée par M. Méhaignerie, dans le cadre d'une harmonisation des législations européennes. Cette autorisation ne résoudrait rien, estiment-ils, car la faiblesse de leurs caractéristiques analgésiques conduirait les éleveurs à continuer d'utiliser les hormones artificielles, dont les effets de « gonflage » sont nettement plus élevés.

Six associations de consommateurs, dont l'U.F.C.V., le Mouvement des paysans-travailleurs, mais aussi la F.F.A., syndicat agricole connu pour ses opinions conservatrices, ont adopté avec les vétérinaires, à leur proposition, une déclaration commune. Ils recommandent cinq mesures, dont la mise en œuvre pourrait sévèrement mettre en danger à cette affaire du veau: maintien de la loi de 1976 et extension de l'interdiction à tous les analgésiques; dégelage immédiat de crédits pour le contrôle systématique de la production (un veau sur vingt-cinq, par exemple, contre un pour mille actuellement); interdiction des importations en provenance de pays n'ayant pas une législation et des moyens de contrôle comparables; contrôle complet des importations en provenance des autres pays; mise en œuvre de mesures structurelles et économiques indispensables tant au niveau national qu'européen pour assurer la production et la distribution, en vue d'obtenir une production de qualité, d'un prix accessible au plus grand nombre et permettant d'obtenir une juste rémunération de leur travail.

Politique de la chaise vide

A cette rencontre, la F.N.S.E.A. et le C.N.J.A. et les autres organisations « officielles », ont adopté la politique de la chaise vide. Elles n'ont certainement pas eu raison. Quant à la réaction du ministre, elle est pour le moins curieuse: il accuse les vétérinaires « de profiter de l'inquiétude des consommateurs et des producteurs pour défendre des préoccupations corporatistes » et indique que c'est, dans une large mesure, l'intensification des contrôles du ministère de l'Agriculture, l'information qui a été donnée sur les infractions constatées et l'engagement systématique de poursuites qui ont contribué à ouvrir le dossier repris par une organisation de consommateurs.

Selon un communiqué du ministère de l'Agriculture des professions liées à la production et à la commercialisation du veau vont mettre au point un accord comportant notamment une charte par laquelle les parties prendraient l'engagement de « s'abstenir d'usage d'hormones naturelles ou artificielles » cette charte s'appuiera sur des contrôles nombreux et renforcés. En outre, l'interprofession devra dégager des moyens financiers pour stocker et couler le veau adossément non consommé. Enfin, M. Méhaignerie doit revoir, ce jeudi 25 septembre en fin d'après-midi, MM. Guillaume, président de la F.N.S.E.A., et Bergeron, secrétaire général de F.O., en tant que président de l'association F.O. consommateurs.

JACQUES GRILLI

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

crédit naval cmaif emprunt 14,30% de F544 000 000

représenté par 272 000 obligations de F 2 000 nominal
• Prix d'émission: le pair, soit F 2 000 par obligation.
• Jouissance: 25 septembre 1980.
• Intérêt annuel: F 286 par obligation. Premier coupon payable le 25 septembre 1981.
• Amortissement: en 10 ans au maximum à partir du 25 septembre 1982: — soit par remboursement au pair — soit par rachats en Bourse.
• premier amortissement: 25 septembre 1983.
• Amortissement anticipé: seulement par rachats en Bourse.
• Durée de l'emprunt: 12 ans.
• Cotation: ces obligations ont fait l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle.
• Taux de rendement actuariel brut à l'émission: **14,28%**

une note d'information, qui a reçu le visa C.O.S. n° 20-123 en date du 23.9.1980 est mise à la disposition du public, sans frais, au Siège social de la Société et auprès des Etablissements chargés de la souscription.

Crédit Naval CMAIF
S.A. au capital de F 33 900 000
Siège social: 47, rue Cambon, 75001 Paris.
R.C. Paris B 542 061 742

BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ INDOSUEZ

Dans sa séance du jeudi 18 septembre 1980, le conseil d'administration de la Banque de l'Indochine et de Suez, réuni sous la présidence de M. Michel Caplain, a sur proposition de M. Antoine Jeancourt-Galligani, directeur général, approuvé les mesures de réorganisation et les nominations suivantes, qui prendront effet le 1^{er} octobre 1980:

- 1) Fusions unitaires sont créées auprès de la direction générale:
 - Le Contrôle général de la banque qui regroupera tous les services d'inspection et de contrôle interne.
 - Le Service du budget et de la prévision, qui sera dirigé par M. Pierre Migon, actuellement directeur de la succursale de New-York.
 - Le Service de la communication, dont le titulaire sera désigné prochainement.
 - Le Secrétariat de la direction générale, qui sera dirigé par Mme Geneviève Goussier, fondée de pouvoir.
- 2) M. Jacques Thilland, secrétaire général, a été nommé directeur du département des participations en remplacement de M. Luc Bonaldi.

GÉNÉRALE OCCIDENTALE
L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Générale Occidentale, qui s'est réunie le 23 septembre 1980, a approuvé le compte de l'exercice clos le 31 mars 1980. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Générale Occidentale s'est élevé pour cet exercice à 23 milliards 493 227 000 francs contre 14 milliards 77 983 000 francs pour l'exercice précédent d'une durée exceptionnelle de neuf mois. Le parti du groupe dans le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 157 036 600 francs contre 93 millions 342 000 francs pour les neuf mois de l'exercice précédent. Les comptes non consolidés de la Générale Occidentale ont fait ressortir au 31 mars 1980 un bénéfice net de 57 711 000 francs contre 31 millions 895 000 francs pour les neuf mois de l'exercice précédent.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires a approuvé la distribution d'un dividende net de 14 francs par action, assorti d'un avoir de 7 francs, soit un revenu global de 21 francs par action, contre 12 francs pour les neuf mois de l'exercice précédent.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 30 septembre 1980, contre remise du coupon n° 2.

FERMETURE DU GUICHET SPÉCIALISÉ AUX OPÉRATIONS SUR TITRES DE LA S.N.C.F.
A partir du 1^{er} octobre 1980, le guichet spécialisé de la S.N.C.F., situé à rue de Londres, 75008 PARIS, et réservé aux particuliers, n'assurera plus les opérations habituelles sur titres: paiement des intérêts d'emprunt, remboursement de capital des titres amortis, échange de forme, transfert, etc. Toutes ces opérations seront désormais effectuées uniquement aux guichets des banques agréées et des comptables du Trésor.

Les souscriptions aux emprunts de la S.N.C.F. continueront cependant à être reçues soit directement, soit par correspondance, au guichet de la Caisse générale, 8, rue de Londres.

En ce qui concerne la délivrance des lots des Bons à Longs Termes gagnants, les bénéficiaires pourront s'adresser aux banques agréées ou aux comptables du Trésor ou bien encore déposer, sous pli fermé, ou par correspondance, leurs bons gagnants à cette même Caisse générale, 8, rue de Londres. Ils recevront dans ce dernier cas des coupons de voyage sous huitaine à leur domicile.

et coupons de voyage sous huitaine à leur domicile.

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

Appel d'offres international

La Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (S.T.E.G.) se propose de lancer un appel d'offres international pour la commande des équipements de trois nouvelles centrales à turbines à gaz qui seront implantées à Kasserine - Korba et Rabbana.

L'ensemble des unités aura une puissance de 150 MW environ.

Les constructeurs désireux de participer à la réalisation de ce projet peuvent retirer le dossier de l'appel d'offres à partir du 10 octobre 1980 - ou siège social de la S.T.E.G. - 38, rue Kemal-Atatürk, TUNIS - Département Equipement Production, Bâtiment F, 2^e étage - moyennant le versement de 200 (deux cents) Dinars tunisiens ou leur équivalent en monnaie étrangère.

La date limite du retrait des cahiers de charges est fixée au 31 octobre 1980.

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique le 28 janvier 1981.

HARRY WINSTON of New York rare jewels of the world

présente ses dernières créations ainsi qu'une sélection de pierres exceptionnelles

BIENNALE DES ANTIQUAIRES
Grand-Palais
du 25 septembre au 12 octobre 1980

CTM COMPUTER

Modèles 700/800/900
Les systèmes modulaires au service de la P.M.E.
SICOB
Niveau 4 - Zone A - Stand 4100
Niveau 1 - Zone D - Stand 1428

AVIS FINANCIER
Crédit
CMAI
Emprunt 14.35
de F 544 000.00

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
25 SEPTEMBRE

Toujours hésitant

A une séance de baisse succède une séance de hausse. L'indice de tendance termine jeudi à environ + 0.50 %.

Les investisseurs semblent momentanément rassurés quant à une extension possible du conflit entre l'Iran et l'Irak. Certains en profitent pour reprendre des initiatives d'achat. La publication de l'indice des prix de détail du mois d'août, toujours très élevé (+ 1 %), n'a pas enrêné le marché.

Les valeurs pétrolières sont fermes. Esso gagne 2.5 %, Elf-Aquitaine, qui progresse de 3.5 %, sera à nouveau recherchée par les acheteurs étrangers.

Un chapitre des hausses, on note Bégain-Say (+ 4.27 %) qui casse son plus haut de l'année. Signaux (+ 4.5 %), P.I.M. (+ 4.3 %), Compagnie Moderne (+ 4.1 %), Fraysses de la Cité (+ 3.8 %), Bégain (+ 4.2 %), Primagas (+ 3.5 %), Sot (+ 3.4 %) insistent également un nouveau cours record.

Les réplis des plus écrites sont enregistrés sur Montedison (- 5.7 %), Castelm (- 5.3 %), Penarroya (- 5.2 %), Sade (- 3.9 %), Usinor (- 1.9 %) et le non plus des Fournes. Les investisseurs s'attendent à la situation très difficile dans laquelle se trouve le groupe Peugeot : P.S.A. perd 1.78 %.

Après dégringolade, les mines d'or se replient. Western Deepcs perd 5.91 %, West Driefontein 5.11 %, Santa Helena 4.25 %, AngloGold 3.67 %, President Brand 3.37 %, Free State 3.07 %.

Dans le sillage des marchés internationaux, l'or baisse à Paris. Le lingot perd 1 380 F à 93 800 F, le napoléon 1 190 F à 903 F. Les emprunts de l'Etat sont également en recul. Le 4 1/2 % 1973 à 945 F, le 3 1/2 % 1974 à 945 F, le 2 1/2 % 1975 à 945 F.

COURS DU DOLLAR A TOKYO
24/9 25/9
1 dollar en yen... 217.50 218.25

LONDRES
25 SEPTEMBRE

Le Stock Exchange reste calme et incertain. Les pétroliers sont indécis, les Fonds d'Etat plus ou moins stables. Les industriels poursuivent entre 1 et 2 points. Les valeurs d'exportation d'un dollar par soldat avec la ligne.

VALEURS	CLÔTURE 24/9	25/9
Banque	154	154
British	154	154
Chemicals	12 1/4	12 1/8
De Beers	428	428
Imperial Chemical	428	428
Shell	428	428
Warren 3 1/2 %	32 3/4	32 3/4
Westminster	118	118 1/4
Western	118	118 1/4

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

OLYMPIA. — Le chiffre d'affaires du premier semestre est de 15.9 %, l'endettement du groupe a été nettement réduit. Il se monte à 488.3 millions de livres (au lieu de 523.2 millions).

ARZONIA. — Au 30 juin 1980, la société a enregistré un bénéfice de 10.6 millions de francs (contre 9.2 millions en 1979), après déduction d'une provision pour impôts de 8.7 millions (contre 15.5 millions), après amortissement de 30.7 millions (contre 15.4 millions) et après déduction pour l'impôt de 35.7 millions des gains de 35.7 millions.

COMPTON. — Le chiffre d'affaires du premier semestre est de 15.9 %, l'endettement du groupe a été nettement réduit. Il se monte à 488.3 millions de livres (au lieu de 523.2 millions).

ARZONIA. — Au 30 juin 1980, la société a enregistré un bénéfice de 10.6 millions de francs (contre 9.2 millions en 1979), après déduction d'une provision pour impôts de 8.7 millions (contre 15.5 millions), après amortissement de 30.7 millions (contre 15.4 millions) et après déduction pour l'impôt de 35.7 millions des gains de 35.7 millions.

INDICES QUOTIDIENS

ONSEP, base 100 = 100 (1970)
25 sept. 25 sept.
Valeur française... 118.5 118.5
Valeur étrangère... 118.5 118.5
(base 100 = 100 (1970))
Indice général... 118.5 118.5

NEW-YORK
25 SEPTEMBRE

Après une nuit agitée, le marché des valeurs américaines a été plus irrégulier mercredi. L'indice Dow Jones a gagné 2.65 points à 864.85.

VALEURS	CLÔTURE 24/9	25/9
Banque	154	154
British	154	154
Chemicals	12 1/4	12 1/8
De Beers	428	428
Imperial Chemical	428	428
Shell	428	428
Warren 3 1/2 %	32 3/4	32 3/4
Westminster	118	118 1/4
Western	118	118 1/4

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

OLYMPIA. — Le chiffre d'affaires du premier semestre est de 15.9 %, l'endettement du groupe a été nettement réduit. Il se monte à 488.3 millions de livres (au lieu de 523.2 millions).

ARZONIA. — Au 30 juin 1980, la société a enregistré un bénéfice de 10.6 millions de francs (contre 9.2 millions en 1979), après déduction d'une provision pour impôts de 8.7 millions (contre 15.5 millions), après amortissement de 30.7 millions (contre 15.4 millions) et après déduction pour l'impôt de 35.7 millions des gains de 35.7 millions.

COMPTON. — Le chiffre d'affaires du premier semestre est de 15.9 %, l'endettement du groupe a été nettement réduit. Il se monte à 488.3 millions de livres (au lieu de 523.2 millions).

ARZONIA. — Au 30 juin 1980, la société a enregistré un bénéfice de 10.6 millions de francs (contre 9.2 millions en 1979), après déduction d'une provision pour impôts de 8.7 millions (contre 15.5 millions), après amortissement de 30.7 millions (contre 15.4 millions) et après déduction pour l'impôt de 35.7 millions des gains de 35.7 millions.

INDICES QUOTIDIENS

ONSEP, base 100 = 100 (1970)
25 sept. 25 sept.
Valeur française... 118.5 118.5
Valeur étrangère... 118.5 118.5
(base 100 = 100 (1970))
Indice général... 118.5 118.5

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

LE MONDE — Vendredi 26 septembre 1980 — Page 35

LE MONDE — Samedi 27 septembre 1980 — Page 31

UN JOUR
DANS LE MONDE

IDRES

2. LE LIBAN ET LA FRANCE : « Député amoureux ou défilé d'ambassade ? », par René Hubachi ; vus et revus, par Yves Florence ; « Les cadres qu'on abat ».

ÉTRANGER

3 à 7. La guerre entre l'Irak et l'Iran.

EUROPE

8-9. ASIE
— PAKISTAN : le temps travaille contre le général Zia-ul-Haq sous l'égide de la guerre d'Afghanistan.

DIPLOMATIE

10. M. François-Poncet à l'ONU
— La crise d'Afghanistan trouble l'ensemble des relations internationales.

POLITIQUE

12. Le communiqué du conseil des ministres.
12-13. La préparation des élections sénatoriales.
14. « Le bicamérisme en France » (II), par François Goguel.

LE MONDE
DES LIVRES

15. LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : Erik Orsenna et Alain Gerber.
— Borges fuit son bûche.
— La révolte de Walter Prévost.
17-18. ROMANS : Sida et le rive des petites filles ; Champs et grilles de la violence.
19-19. LETTRES ÉTRANGÈRES : Choukroun de Kalyana.

SOCIÉTÉ

21. Des Avignonnais contre la prostitution.
— JUSTICE : à l'investigation des chefs de cour, la chancellerie souhaite apporter des modifications au projet « sécurité et liberté ».
22. ÉDUCATION : un congrès à Avignon.
23. « Europe contre terrorisme » (IV), par James Sorreza.

CULTURE

24. DANSE : Roland Petit et les ballets de Marseille à Broadway.

ÉCONOMIE

31. MARCHÉ COMMUN : le budget de la CEE.
34. AGRICULTURE : les syndicats de vétérinaires rejettent la distinction entre hormones inoffensives et hormones dangereuses.

RADIO-TELEVISION (27)

INFORMATIONS

« SERVICES » (30)
Urbanisme ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel » ; Loterie nationale ; Loto.

Annuaire classé (28 et 29) ; Carnet (22) ; Programmes spectacles (26 et 27) ; Bourse (33).

● Les plaintes de M. Pontalowski. — Après avoir humilié la ville, M. Roger Fresson, directeur du Canal enchaîné, pour des raisons mettant en cause M. Michel Pontalowski à propos de l'affaire de Broghe, M. Jacques Migneron, premier juge d'instruction, a notifié, le 24 septembre, à M. André Laloue, directeur de l'Étatsat, l'interdiction de diffusion envers un ministre, et à M. André Wurmser et Jean-Pierre Delfat, auteurs d'articles publiés les 4 et 12 avril, celle de compléter la même délit. Tous trois ont choisi M. Jean Schilling pour défenseur.

DU CAL
EXPOSITION ET VENTE
CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
Réputés pour leurs robustesse et leur faible encombrement
En 1 ou 2 places
(Régio 0,50, 120 et 140)
Grand choix en exposition.
37 Av. de la République - PARIS 11^e
Métro Panteon - Parking souterrain
Tél. 357.44.55

A B C D E F G

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Chirac n'annoncera pas sa candidature
lors des journées parlementaires du R.P.R.

Le groupe des quinze élus des Démocrates européens de progrès à l'Assemblée des Communautés européennes de Strasbourg se réunit jeudi 25 septembre à Paris, sous la présidence de M. Debré et en présence de M. Chirac. Cette réunion doit permettre de trancher les quelques

Lors de la campagne électorale de 1979 les quatre-vingt-un candidats gaullistes avaient accepté sur l'honneur la règle du « tour-niquet ». Quatre seulement des quinze élus ont abandonné après un an d'attente : M. Chirac, Messmer, Labbé et Druon. Quatre autres, M. de la Malène, Poncet, Buchoux et Mme Dienesch, ont remis leur démission, qui deviendra effective en octobre. Parmi ceux qui restent, certains représentants des activités socio-professionnelles ont semblé vouloir refuser de se soumettre à la règle commune. Une réunion à Strasbourg, mardi 16 septembre, sous la présidence de M. Debré, n'avait pas donné de résultat. M. Chirac, qui n'ira pas à Strasbourg, a été invité à se rendre avec le bureau de la liste DIFE, espérant avoir plus de succès. M. Michel Debré, qui avait été seul exempté de la servitude du « tourniquet », pourrait cependant quitter également l'Assemblée de Strasbourg. Mais cette éventualité ne se réalisera qu'au début de l'année prochaine, lorsque la nouvelle série d'élus de la liste DIFE sera installée. M. Debré s'est réuni ce projet, se consacrant alors complètement à sa campagne électorale présidentielle.

L'ancien premier ministre, qui n'a pas rencontré M. Chirac depuis plusieurs mois, mais qui a eu avec lui divers entretiens téléphoniques, présidera en sa compagnie la réunion des élus européens. Les deux hommes, de plus, déjeuneront en tête à tête courant octobre, après le retour de M. Chirac de Strasbourg, où il se rendra du 2 au 6 octobre.

En revanche, il ne participera pas aux journées du groupe parlementaire R.P.R. qui se dérouleront à Strasbourg du 29 septembre au 1^{er} octobre, et dont M. Chirac prononcera le discours de clôture. Le député de la Réunion se consacrera en effet à un « coup de parti » depuis qu'il a annoncé le 30 juin sa candidature à l'Élysée.

Depuis trois mois, le maître d'Ambroise et le maître de Paris ont chacun soigneusement évité, dans leurs déclarations publiques, de prononcer à l'égard de l'autre

la moindre parole blessante et de prendre la moindre attitude de riposte ou de compromettre l'avenir. Ce comportement devrait être observé pendant plusieurs mois encore, puisque M. Chirac ne fera connaître ses intentions qu'au début de l'année prochaine. Pour le moment, les dirigeants du R.P.R. enregistrent le fait que M. Michel Debré ne le cède en rien à M. Jacques Chirac dans les critiques qu'il adresse au président de la République.

Dans son discours de Strasbourg, le président du R.P.R. ne devrait pas atténuer ses reproches envers le pouvoir comme il l'a fait devant les jeunes du R.P.R. De l'annonce du 13 septembre, mais sur un ton différent. S'il doit évoquer l'élection présidentielle, il se bornera à le faire au niveau des principes et pour en souligner son importance.

Dans l'entourage de M. Chirac, les avis sont partagés. Certains lui souhaitent que le maître de Paris ne courre pas l'année pro-

chaine le risque de subir un échec. Ceux-ci se recrutent généralement parmi ceux qui redoutent une victoire du candidat socialiste et qui préféreraient, malgré tout, une reconduction de M. Giscard d'Estaing. D'autres, tels que M. Labbé ou Pasqua, affirment en revanche que seul M. Chirac peut assurer au gaullisme un score qui garantisse sa pérennité. Ils n'hésitent pas à le répéter devant les parlementaires.

Le président du R.P.R. à travers ses silences veut surtout faire comprendre qu'il n'a, pour le moment, rien de prévu, en revanche, à redonner un peu de vie et d'espoir aux militants gaullistes qui se sentent bien déçus et bien isolés depuis un an. Pour cela, il s'adressera aux gaullistes dans une lettre, en septembre, et les réunira à Paris fin octobre, en présence de la presse.

Le président du R.P.R. à travers ses silences veut surtout faire comprendre qu'il n'a, pour le moment, rien de prévu, en revanche, à redonner un peu de vie et d'espoir aux militants gaullistes qui se sentent bien déçus et bien isolés depuis un an. Pour cela, il s'adressera aux gaullistes dans une lettre, en septembre, et les réunira à Paris fin octobre, en présence de la presse.

Le président du R.P.R. à travers ses silences veut surtout faire comprendre qu'il n'a, pour le moment, rien de prévu, en revanche, à redonner un peu de vie et d'espoir aux militants gaullistes qui se sentent bien déçus et bien isolés depuis un an. Pour cela, il s'adressera aux gaullistes dans une lettre, en septembre, et les réunira à Paris fin octobre, en présence de la presse.

M. Maire (C.F.D.T.) : je me demande si la droite ne va pas perdre les élections

Le langage de M. Edmond Maire est-il politique ou syndical ? Le secrétaire général de la C.F.D.T. mis sur la sellette à l'Assemblée nationale, à l'Assemblée au public, à France-Inter, le 24 septembre, s'en explique : « A cet égard, la C.F.D.T. comme parti, n'a pas de programme pour l'élection présidentielle, et ajoutant tel gadget pour le candidat de ses vœux ». Tout au contraire, le parti est chargé d'un rôle fondamental : la société libérale avancée qui félicite les grévistes polonais pendant que trois propositions de loi anti-grève sont déposées. La critique de la politique étrangère n'est pas plus tendue : dans le conflit Iran-Irak, le gouvernement ne fait que se conduire « à la gauche est fléchit », prévoyait en substance M. Maire il y a dix mois. « La gauche a perdu les dernières élections, dit-il, je ne pense pas qu'elle se soit perdue les prochaines. »

Un sujet de ses rapports avec le P.S. M. Maire déclare : « Non, le secrétaire général de la C.F.D.T. ne se sent proche de personnes à l'intérieur du parti socialiste, comme à l'intérieur de n'importe quel parti. (...) Le parti socialiste a un certain nombre de votes, mais nous avons en certains nombre de critiques à faire à son égard. Si, de temps en temps, il y a encore quelques responsables socialistes qui font de la politique, c'est qu'ils ne jugent pas avec des yeux politiques. »

M. SÉGUY : que faire si le gouvernement ne nous répond pas ?

« Il est des pays où les plus hauts personnages de l'État n'hésitent pas à se dévoter jusqu'à dans les usines où les travailleurs sont en grève pour discuter avec les dirigeants », déclare M. Séguy, secrétaire général de la C.G.T. « Chez nous, on ne donne même pas réponse aux lettres du secrétaire général de la centrale syndicale la plus représentative. On gèle les relations sociales et, quand il surgit des conflits, on cherche à restreindre le droit de grève. »

M. Séguy, depuis le mois d'août, a écrit une demi-douzaine de lettres au président de la République, au premier ministre et à d'autres ministres sur les conflits en cours. Il n'a reçu qu'un accusé de réception.

« Alors que faire ? demande-t-il pour répondre : Aller observer les réponses qu'on nous refuse et mobiliser les travailleurs dans l'action pour imposer la négociation et les médiateurs solutions pour les travailleurs. »

● Trois cent vingt et un soldats marocains tués, autant de blessés et soixante-quatre capturés, tel est, selon le Front Polisario à Alger, le bilan de la bataille qui s'est déroulée le 23 septembre à Ras-el-Anfa, en territoire marocain, à 80 kilomètres au sud de Tan-Tan. (Corresp.)

● Le Cercle autogestionnaire organise un débat sur la Pologne le vendredi 26 septembre à 20 h. 30 à l'Agèca, 177, rue de Charonne, Paris-11^e, métro Alexandre-Dumas.

Le numéro du « Monde » daté 25 septembre 1980 a été tiré à 573 943 exemplaires.

Avant le voyage présidentiel

DIVISIONS SYNDICALES DANS LE NORD

De notre correspondant

Lille. — La visite que le président de la République doit faire dans la région Nord-Pas-de-Calais, les 9 et 10 octobre, se déroulera, selon toute probabilité, dans la sérénité.

A l'approche de ce voyage, d'aucuns affirment la certitude que les grandes centrales syndicales pourraient faire leurs divergences afin de manifester leur opposition à la politique du président. Cette possibilité était d'autant plus plausible que la situation de l'emploi, très critique dans cette région, s'aggrave, en particulier dans le textile et la sidérurgie. De nouvelles inquiétudes se font jour pour l'avenir (voir le Monde du 25 septembre).

On a appris, mardi, que le front syndical commun envisagé à l'occasion de la visite ne se fera pas. La rencontre, mardi après-midi, à Lille, des responsables régionaux de la C.G.T. et de la FEN laissait pourtant supposer qu'un accord était possible.

BORDEAUX - LE VERDON
PLATE-FORME PORTUAIRE
POUR LA R.D.A. ?

(De notre correspondant)

Bordeaux. — Des pourparlers sont engagés depuis la fin du mois de juillet entre la direction du Port autonome de Bordeaux et la République démocratique allemande pour l'intermédiaire de M. Jean-Baptiste Dommeng, P.-D. G. d'interne qu'on a surnommé le « milliardaire rouge » du fait de son appartenance au parti communiste. Si le projet aboutit, des marchandises en conteneurs, en provenance des pays d'Europe de l'Est et qui transitent actuellement par Hambourg ou Rotterdam, seraient acheminées au Verdon, l'avant-port de Bordeaux, à l'embouchure de la Gironde, par le train.

Le fret qui serait ainsi possible de drainer est estimé à environ 1 million de tonnes de marchandises diverses (matières cibles en main, tracteurs et produits agro-alimentaires). Ce projet ferait accomplir un bond en avant très important à l'avant-port de Bordeaux, qui a traité 480 000 tonnes de conteneurs en 1979. Officiellement, il ne reste plus à résoudre que des problèmes « techniques » avec le domaine et la S.N.C.F. Il est probable qu'une décision définitive sera prise à la fin du mois de septembre. — P. C.

D'ailleurs, en fin d'après-midi, un communiqué de la C.F.D.T. indiquait que les trois organisations syndicales « avaient décidé d'unir leurs efforts pour agir massivement à l'occasion de la visite présidentielle », appelant même à quarante-huit heures de lutte marquée par des arrêts de travail et à trois manifestations d'ampleur régionale à Dunkerque, Lens et Lille.

Mais, en fin d'après-midi, une initiative de la FEN, portant sur une demande d'audience au chef de l'État lors de son passage, remettait tout en question. Pour la C.G.T., une telle démarche est incompatible avec les objectifs de lutte définis quelques heures auparavant. La C.G.T. pressait donc la C.F.D.T. d'expliquer la FEN de l'appel à l'action. En outre, elle exigeait de la C.F.D.T. qu'elle dénonce le « double langage » de la FEN, la C.F.D.T. a rendu toute action conjointe impossible.

(Anthem.)

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un maître tailleur
COSTUMES
MESURE
A partir de 998 F dans
un choix de 3.000 draperies
Fabrication traditionnelle
ROBES et TAILLEURS
SUR MESURE
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, PARIS (94)
Tél. 742-70-47
Du lundi au samedi
de 10 h. à 18 h.

L'ÉLYSÉES
EST AU
ROND-POINT.

L'Élysées est au Rond-Point, façon de parler bien entendu. L'Élysées Rond-Point, c'est la nouvelle galerie du Rond-Point des Champs-Élysées. La nouvelle ça ne veut pas dire une autre. Disons une galerie différente avec des boutiques de mode sélectionnées. Le luxe, le calme, c'est la vocation de l'Élysées Rond-Point. Venez vous rendre compte par vous-même, elle est ouverte (c'est rare) de 10 h à 22 h. Un nouveau rendez-vous parisien vient d'ouvrir ses portes.



Galerie Elysées Rond-Point
12-14 Rond-Point des Champs Élysées Paris.

Adam's. Alain Manoukian. Avis. Baby Charles. Le Bar de la Machine. Beylerian. La Bottega. Carrel. La Carterie. La Cave d'Hédiard. Destry Opticiens. Dune. Hervé Monsigny. Kate's. Léonard Cadeaux. Lucie Saint-Clair. Minelli. Neuhaus Catalin. One. La Roue. Saint Laurent Rive Gauche. Sylviane's. Tobacco's. Valentino. Vera Finbert.

Spiridon
Revue
internationale
de course
à pied
créée en 1971
La plus complète et la plus illustrée des revues sportives. 432 pages en 1979 ! En vente par abonnement : 70 F (04. Bourguin, 13 B. av. de Champs, 93340 Le Raincy, CCF 11.144-22 J., Paris, Bourguin ou à L'Édition de la Revue, 10, rue de la République, Paris 11.

Les Créations Carls
10, rue de la République, Paris 11

Tronçonneuses
ECHO
CS-280 E
petite en prix
grande en qualité
PPK
46 Boulevard St-Denis
92400 COURBEVOIE
Tél. 788-42-50
Demandez-nous l'Agent local

PPK
Demandez-nous l'Agent local